



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





FROM THE LIBRARY OF
Professor Karl Heinrich Rau
OF THE UNIVERSITY OF HEIDELBERG

PRESENTED TO THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN

BY
Mr. Philo Parsons

OF DETROIT

1871

118
16
109

Red mor

330

S

ÉTUDES

SUR



LA RICHESSE

DES NATIONS,

ET

RÉFUTATION DES PRINCIPALES ERREURS
EN ÉCONOMIE POLITIQUE.

Auguste
PAR LOUIS SAY,

Ancien membre de la Chambre de Commerce de Nantes et de la Société royale
académique de la Loire-Inférieure.



PARIS.

A LA LIBRAIRIE DU COMMERCE,
CHEZ RENARD, RUE SAINTE-ANNE, N° 71.

1836.

ÉTUDES

SUR LA RICHESSE DES NATIONS.

AVERTISSEMENT.

J'ai su que quelques personnes, par le titre du présent ouvrage, avaient pensé que je n'étais pas d'accord sur les principes qui ont été développés dans les importants écrits publiés sur ce sujet par J.-B. Say, et effectivement ce qui est contenu dans les citations qui suivent aurait pu y donner lieu, peut-être.

Mais quand on aura lu les *Études* dont je fais ici part au public, on restera convaincu, je n'en doute pas, que j'ai modifié les divers passages qui, dans mes précédens ouvrages, ont donné lieu à ses observations, de manière à prouver au public que je n'ai fait que donner plus de développemens à la théorie fondamentale de son *Traité d'Économie politique*.

CITATIONS DE QUELQUES PASSAGES D'OUVRAGES DE
J.-B. SAY, OU IL EST FAIT MENTION DES ÉCRITS
DE LOUIS SAY, DE NANTES.

Des Principes de l'Économie politique, par RICARDO,
avec des notes de J.-B. Say, tom. II, page 100.

« La richesse sociale ne suit donc pas la même marche que la richesse naturelle : de là les difficultés où se sont perdus Lauderdale et bien d'autres, et les contradictions apparentes que M. Ricardo me reproche.

» Je m'estimerai d'autant plus heureux de le satisfaire, que les mêmes doutes sont nés dans l'esprit d'un homme, qui me tient de près par le sang et par l'amitié, et qui les a consignés dans un écrit publié récemment (1); la même réponse servira pour tous deux, non sans quelque avantage peut-être pour les progrès de la science. »

Traité d'Économie politique, 4^{me} édition, tom. I, page 15.

« M. Louis Say, de Nantes, est tombé dans la même erreur que M. de Sismondi; pour prouver que la valeur donnée par le commerce n'est pas réelle, il dit qu'elle est absorbée par les frais de transport (2). »

Cours complet d'Économie politique, tom. I, page 144.

« M. Louis Say, de Nantes, a cherché à donner une autre appréciation des biens; il veut qu'on mesure une portion de richesse d'après l'inconvénient qui viendrait à résulter de sa priva-

(1) *Principales causes de la richesse*, etc., par Louis Say, de Nantes. Paris, Deterville, libraire.

(2) *Principales causes de la richesse*, etc., page 110.

tion (1) ; mais qui est juge de la grandeur de cet inconvénient ? il peut-y avoir autant d'avis que de personnes. Certaines gens se privent d'un bon dîner pour avoir un habit propre ; d'autres se privent d'un habit propre pour avoir un bon dîner. Une évaluation arbitraire ne saurait devenir une mesure ; et si l'on regarde comme une appréciation de l'inconvénient, la chose dont en général les hommes consentent à se priver pour en avoir une autre dont ils préfèrent n'être pas privés, on rentre dans l'appréciation par le moyen de la valeur échangeable ; car qu'est-ce que l'échange, si ce n'est l'abandon de la chose dont on consent à se passer pour obtenir en place celle que l'on désire. »

(1) *Traité de la richesse individuelle et de la richesse publique*, par Louis Say, de Nantes, page 29.

AVANT-PROPOS.

JEAN-BAPTISTE SAY a été enlevé, il y a peu d'années, à la science de l'économie politique, et cette perte a été vivement sentie par le monde savant et par ses nombreux amis.

On doit à la profondeur de ses idées, à l'ordre de sa méthode, à ses aperçus remplis d'une haute philosophie, et enfin à la grande clarté, ainsi qu'aux agrémens de son style, les progrès qu'ont faits, en France, les connaissances relatives à la richesse des nations.

D'habiles professeurs ont succédé aux chaires qu'il occupait au Collège de France et au Conservatoire des Arts et Métiers, et plusieurs bons écrivains ont contribué, par leurs écrits, à l'avancement de la science.

Cependant j'ai cru que le frère de J.-B. Say, et son plus intime ami, devait à sa mémoire, et comme dépositaire de ses pensées, de continuer le développement des vrais principes qui doivent guider dans les recherches sur la richesse, et signaler les erreurs qui égarent les commençans dans l'étude de cette science.

Dès la première publication de son *Traité d'Économie politique*, il y a plus de trente ans, et quoique je fusse bien jeune alors, mon frère me consulta sur cet important ouvrage; il désira même que sur un sujet aussi grave; je lui fisse part de mes observations, non seulement verbalement, mais de plus par écrit; et pendant nombre d'années, nous nous sommes entretenus ensemble sur ce sujet. Il adopta souvent le sens de mes remarques; et sur les points où nous restâmes d'une opinion diffé-

rente, il m'engagea à prendre le public pour arbitre entre nous.

Cette circonstance m'obligea, en quelque sorte, à étudier à fond cette matière; et j'analysai par écrit, et d'une manière critique, tous les ouvrages un peu marquans qui avaient paru sur ce sujet. La connaissance que j'avais de la langue anglaise, mes séjours à Londres, à Edimbourg, à Glasgow, à Dublin, Liverpool, Manchester, etc.; mes entretiens avec David Ricardo, James Mill, et bon nombre d'autres savans, me facilitèrent mes études. Enfin, ma position commerciale, tant à Nantes qu'à Paris, m'a donné l'occasion de faire une application pratique fructueuse de mes études théoriques sur la richesse, à mes affaires personnelles et aux affaires publiques.

C'est à ces divers titres que j'ai cru pouvoir présenter cet ouvrage au public.

Habitué au style des lettres de commerce, dont le mérite consiste principalement à dire brièvement, et cependant le plus clairement possible, ce dont il s'agit, j'ai quelque crainte

de n'avoir pas su répandre assez d'agrément sur mon sujet ; je me plais cependant à espérer que je parviendrai à attacher mes lecteurs en leur exposant simplement, et avec franchise, les moyens qui m'ont semblé devoir être préférés pour arriver à connaître les véritables causes de la richesse ou de la misère des peuples.

J'ai principalement adressé mon ouvrage aux jeunes gens, afin de les aider dans leurs études ; car, quoiqu'Adam Smith ait beaucoup contribué à l'avancement de la science de la richesse des nations, cependant la fausse théorie ainsi que la vicieuse nomenclature qu'il y a introduite, ont fait naître presque toutes les difficultés qu'elle présente ; et je ne doute pas que les vrais principes de cette science, tels qu'ils ont été indiqués par J.-B. Say, et dont, fâcheusement, il s'est écarté lui-même quelquefois, ne remplacent dans leur esprit la théorie d'Adam Smith, trop aveuglément suivie par la plupart des auteurs modernes.

Au surplus j'accueillerai avec plaisir toutes les critiques qui pourront m'être faites, soit sur

le fond, soit sur la forme de cet essai, afin qu'il me soit possible de rectifier les passages où je puis avoir erré moi-même, mon unique but étant de contribuer, ainsi que mon frère, à l'avancement d'une science devenue si importante en France depuis que chacun y est appelé, soit par lui-même, soit par ses représentans, à discuter les nombreuses questions qui intéressent la richesse nationale (1).

J'ai rejeté de mon ouvrage presque toute la nomenclature introduite par Adam Smith dans l'économie politique; il m'a semblé que la richesse occupait si généralement, que j'ai cru que la langue française, telle qu'elle est parlée par tout le monde, et non pas seulement par une classe exclusive de savans, devait suffire pour expliquer tout ce qui a rapport à la richesse. Ces locutions, soi-disant techniques

(1) J.-B. Say a dit quelque part « Voulez-vous nuire » à un ouvrage, et n'avez-vous aucune bonne raison à donner, employez la plaisanterie, l'ironie, le persifflage, » cela ne tue pas, mais cela blesse toujours. » Aux critiques de ce genre, je ne répondrai que par cette citation.

de valeur échangeable, rente de la terre, profits des capitaux, salaire du travail, capitaux fixes, capitaux circulans, division du travail, travail fixe accumulé, et tant d'autres, ne me paraissent qu'un jargon prétendu scientifique bien plus nuisible qu'utile à la science; et si on rencontre, par hasard, ces mêmes locutions dans cet essai, ce sera par une simple inadvertance, suite de mes nombreuses lectures d'ouvrages où ces locutions reviennent à chaque instant.

J'ai essayé de rendre hommage à la mémoire de mon frère, J.-B. Say, en tâchant d'avancer par cet essai une science qu'il chérissait; et si mes lecteurs trouvent que j'ai en partie réussi, cela seul suffira pour me récompenser de mon long et consciencieux travail.

ÉTUDES SUR LA RICHESSE DES NATIONS.

CHAPITRE PREMIER.

De la Richesse en général.

LES savans ont beaucoup trop compliqué les recherches relatives à la richesse en voulant donner une définition théorique de la richesse autre que celle qui est universellement reconnue. Presque tous les auteurs qui ont écrit sur la richesse des nations, tels qu'Adam Smith, Malthus, Ricardo, Lauderdale, etc., disent qu'elle consiste dans les choses qui ont de la valeur ; mais ensuite ce mot valeur a été entendu dans tant de sens différens, et on a été si peu

d'accord sur les moyens de mesurer la valeur des choses, que leurs définitions de la richesse sont restées fort peu satisfaisantes.

Il me semble qu'il est plus simple et plus clair de dire, comme tout le monde, qu'un homme est riche lorsqu'annuellement il peut jouir de la plupart des choses qui satisfont ses besoins ou ses goûts divers; que, plus son pouvoir à cet égard est grand, et plus sa richesse est grande; et comme presque partout l'or et l'argent ont le pouvoir de nous procurer, presque au moment où nous le voulons, ce qui satisfait nos besoins ou goûts divers, on peut, comme on le fait généralement, juger approximativement du pouvoir que quelqu'un possède de jouir annuellement des choses qui satisfont nos besoins ou goûts divers, par la quantité d'or ou d'argent dont il peut disposer annuellement, quantité indiquée par son revenu annuel pécuniaire.

La seule erreur qu'on fait vulgairement à ce sujet, c'est de confondre la possession de l'or et l'argent avec le pouvoir de jouir immédiatement des choses qui peuvent satisfaire par elles-mêmes nos besoins ou nos goûts, pouvoir annuel qui constitue véritablement la richesse. Si, sans posséder de l'or ou de l'argent nous avions le même pouvoir, nous serions tout aussi riches; et si, pendant toute notre vie, de simples morceaux de papier portant certains caractères, étaient un moyen aussi certain de les obtenir,

nous serions tout aussi riches en ayant un revenu annuel en cette sorte de papier.

L'or et l'argent ont cependant ce double avantage sur la monnaie en papier, d'abord qu'ils sont une monnaie universelle, et ensuite, qu'ils ne peuvent pas, comme le papier, être démonétisés, c'est-à-dire perdre entièrement leur pouvoir comme moyen d'acquisition. Cependant, ce pouvoir d'acquisition, qui leur est généralement accordé, quoique ne pouvant pas se perdre entièrement, peut cependant beaucoup varier; car, avec la même quantité d'or ou d'argent, souvent on ne peut pas obtenir une même quantité de choses utiles; c'est ce qui est arrivé depuis la découverte de l'Amérique, et c'est ce qui arrive toutes les fois qu'une marchandise vient à augmenter de prix. Malgré cela, il y a peu d'inconvéniens en pratique, à juger de la richesse de quelqu'un, c'est-à-dire de son pouvoir de disposer des choses qui par elles-mêmes peuvent satisfaire ses besoins ou ses goûts, par la somme d'argent dont il peut disposer annuellement, parce que cette somme d'argent indique suffisamment le pouvoir en question. Cependant ce serait une grande erreur en économie politique d'estimer, d'après la même base, la richesse d'une nation; c'est ce que nous ne tarderons pas à voir.

Quoique la richesse ne consiste pas dans les choses qui satisfont nos besoins ou nos goûts, mais dans le

revenu ou dans le pouvoir d'en jouir annuellement, cependant la production de ces choses est indispensable pour que la richesse existe, puisqu'un pouvoir qui ne pourrait s'exercer serait réellement nul ; c'est ainsi qu'une force motrice, là où il n'y aurait aucune chose mobile, en fait n'existerait pas. D'ailleurs, comme dans tout pays, à moins qu'il soit sans population, toute chose utile est dans le pouvoir de quelqu'un, plus on augmente la quantité des choses utiles, plus il y a de richesses ; car, certainement, quelqu'un aura le pouvoir d'en disposer : ainsi cette remarque est, j'en conviens, plutôt une observation utile en théorie qu'en pratique, cependant il est bien que cette remarque subsiste.

Ce que nous venons de dire sur la richesse, se confirme en examinant ce que c'est que la misère, qui est l'opposé de la richesse : qu'est-ce que la misère en effet, sinon d'être privé de ce qui peut satisfaire nos besoins ou nos goûts ? La misère ne consiste pas à manquer d'argent, mais à manquer de ces choses qui sont capables de satisfaire ces besoins ou ces goûts.

La richesse de quelqu'un consiste bien dans le pouvoir qu'il a de satisfaire ses besoins ou ses goûts ; mais cependant pourvu que ce ne soit pas momentanément ; car, quelqu'un qui pourrait en satisfaire une immense quantité un seul jour, et ne pourrait en satisfaire aucun le jour suivant, serait moins

riche que celui qui peut en satisfaire une moins grande quantité, mais un grand nombre de jours; ainsi on ne peut pas dire que quelqu'un est riche, parce qu'on le voit dépenser cent francs dans un jour, et qu'un autre est pauvre parce qu'il ne dépense que cinq francs dans le même jour (1).

On ne juge de la richesse comparative de deux personnes que par leur pouvoir de jouir de ce dont elles ont besoin dans un espace de temps semblable et déterminé, et l'on a choisi pour cela l'espace d'une année, parce que dans ce laps de temps, qui comprend toutes les saisons, la plupart de nos divers besoins ont pu se faire sentir.

D'après ce que nous venons de dire plus haut, on voit que ce *pouvoir*, quand il est annuel, est indiqué par ce qu'on appelle le revenu en argent ou en nature dont on peut disposer annuellement; et soit que ce revenu soit le fruit d'une propriété foncière ou mobilière, ou le fruit d'une industrie quelconque, c'est donc l'importance du revenu qui mesure le degré de richesse, soit des individus, soit des nations.

Nous allons donc étudier ce qui a rapport aux

(1) J'indique ces sommes pécuniaires, non pas comme formant par elles-mêmes des portions de richesse, mais comme indication commode et usuelle de la somme en choses utiles que la cession de ces sommes pécuniaires peut procurer.

revenus, examiner la différence qui existe entre les revenus pécuniaires et les revenus effectifs.

Tout ce que je viens de dire de la richesse par rapport aux individus, est entièrement applicable à la richesse des nations, quoique lord Lauderdale et M. Dufems aient cru devoir distinguer ce qui compose l'une et l'autre; cependant je crois devoir faire une observation à ce sujet; c'est que lorsqu'il est question d'un individu, et qu'on parle de sa richesse, on entend généralement qu'il est dans une grande aisance, et presque dans l'opulence; tandis que lorsqu'il est question d'une nation, c'est plutôt de l'aisance générale qui y règne, et parce qu'on n'y voit qu'en très grande minorité, et l'opulence excessive et la misère qui, dans la plupart des Etats, l'accompagne toujours.

Les fausses idées que les souverains et les peuples eux-mêmes se sont faites sur ce qui constituait la richesse, ont été, dès les plus anciens temps, la cause de guerres aussi longues que désastreuses. On pensait alors généralement que la richesse consistait dans la possession de l'or et de l'argent, et la guerre semblait le meilleur moyen qu'on pouvait employer pour s'enrichir. Les Romains, dans leurs triomphes, étalaient l'or et l'argent des peuples vaincus; Brennus, à la prise de Rome, faisait peser l'or, la seule richesse qu'il connût; les Barbares qui pillaient l'empire romain, les Normands qui dévastaient

l'ancienne France, les Espagnols qui conquièrent le Mexique et le Pérou, tous ne considéraient comme richesses que l'or et l'argent des peuples qu'ils envahissaient. La soif de l'or a été la cause de ces guerres de spoliation qui attristent l'histoire ancienne et du moyen âge, et de celles que la possession des colonies ou la balance du commerce a fait naître. Cette même fausse idée sur la nature des richesses a été tellement enracinée, que beaucoup de personnes la partagent encore.

Il n'y a pas encore long-temps que Montesquieu, cet auteur si profond, écrivait dans son bel ouvrage sur *la Grandeur et la Décadence de l'empire romain* :
« Toutes les nations qui entouraient l'empire ro-
» main en Europe, absorbaient peu à peu les ri-
» chesses des Romains ; et, comme ils s'étaient
» agrandis parce que l'or et l'argent de tous les rois
» étaient portés chez eux, ils s'affaiblirent parce
» que leur or et leur argent furent portés chez les
» autres. »

Tout le monde sait maintenant que la véritable cause de la décadence de la richesse, chez les Romains, n'est pas celle qu'indique Montesquieu ; il n'est personne qui ne sache aujourd'hui que les guerres de pillage finissent toujours par ruiner une nation loin de l'enrichir d'une manière stable ; que l'industrie de la guerre est la moins productive de toutes, et que, s'ils s'étaient livrés aux industries vé-

ritablement productives de l'agriculture et des arts industriels, ils auraient augmenté leur richesse et l'auraient conservée par la force que leur aurait donnée une population accrue par l'effet naturel de l'accroissement de la production, ainsi que nos modernes nations industrieuses nous le font voir.

Ce faux système, qui fait consister la richesse dans la possession des métaux précieux est tellement discrédité, et a si peu de partisans, que pour ne pas étendre inutilement cet essai, je ne m'attacherai pas à le réfuter; et que ce qui a été écrit à ce sujet par tous les auteurs modernes, et surtout dans les ouvrages de J.-B. Say, de M. Rossi et de M. Blanqui, ses successeurs dans ses chaires au Collège royal et au Conservatoire des arts, suffit pour éclairer mes lecteurs sur ce point.

Mais ce faux système d'économie politique, fondé sur la richesse en métaux précieux, a été remplacé par un autre, fondé sur la richesse en valeurs vénales ou échangeables, qui consiste à n'évaluer ce qui compose la richesse d'une nation que comme le fait un marchand, c'est-à-dire, que par la valeur vénale ou échangeable de ce qui fait l'objet de son commerce (1).

(1) L'école moderne d'Adam Smith appelle le système qui fait consister la richesse dans les métaux précieux, le système mercantile; les marchands font consister leur richesse dans la

Comme ce système, fondé sur un faux principe, est dans ce moment presque généralement adopté, je crois devoir fixer principalement l'attention de mes lecteurs sur les conséquences fâcheuses qu'il peut avoir dans ses applications pratiques sur la richesse nationale.

Voici le raisonnement d'Adam Smith; et dans le fait il est assez spécieux. Puisqu'un commerçant, dit-il, qui, par sa position, connaît le mieux ce qui touche à la richesse, porte dans son inventaire, non-seulement l'argent qu'il a en caisse, mais en outre les marchandises, ou autres choses qu'il possède, d'après leur évaluation en argent, une nation doit aussi évaluer sa richesse de la même manière.

Au premier moment on croit qu'il est impossible de répondre à cet argument, car il est facile de le comprendre, et il faut un certain esprit d'analyse pour être en état d'y répondre.

Y a-t-il similitude entre un commerçant et une grande nation; c'est d'abord ce que je nie et ce qu'il m'est facile de prouver.

Ceux qui font le commerce de la draperie dans un grand Etat, estiment leur richesse en raison de la valeur vénale en argent, de la quantité d'aunes

valeur vénale de ce qu'ils possèdent, et c'est son système qui doit être appelé le *système mercantile*.

qu'ils en ont en magasin ou qui leur est due; et ils ont raison, parce que, s'ils en ont par exemple ensemble cinq millions d'aunes de la valeur commune de vingt francs, ensemble cent millions en argent, soit en continuant leur commerce, soit en plaçant cette somme d'argent en fonds publics, ils pourront se procurer un revenu de cinq millions de rente avec lequel ils se procureront toutes les jouissances annuelles qu'un tel revenu peut procurer.

Mais ce grand Etat peut-il évaluer de la même manière les cinq millions d'aunes de draps qu'il possède; non certainement; à peine en vendra-t-il le dixième à l'étranger; il restera propriétaire et consommateur des neuf autres dixièmes, et la valeur importante pour lui de ces draps, sera celle de leur utilité comme article de consommation.

Il en est de même de la totalité des choses produites et consommées dans un grand Etat, ce qui en fait la valeur par rapport à lui, c'est leur valeur en utilité, et non leur valeur mercantile.

Si l'on voulait choisir une similitude sous le rapport de l'évaluation des richesses, ce ne serait pas celle d'une nation avec un marchand, comme fait Adam Smith, mais celle qui a été choisie par J.-B. Say: celle entre une nation et un cultivateur américain.

« La distinction que fait Ricardo, dit Jean-Bap-

» tiste Say (1), entre la valeur d'utilité et la valeur
 » échangeable, est fondamentale en économie poli-
 » tique. On a considéré l'échange comme le fonde-
 » ment de la richesse sociale, tandis qu'il n'y ajoute
 » effectivement rien ; ce n'est point dans les échan-
 » ges mêmes que consiste la production ou la con-
 » sommation des richesses. Il y a beaucoup de ri-
 » chesses produites et même distribuées sans échange
 » effectif. Lorsqu'un gros cultivateur du Kentucky
 » distribue à sa famille et à ses serviteurs le fro-
 » ment de ses terres, et la viande de ses troupeaux ;
 » lorsqu'il fait filer et tisser dans sa maison les laines
 » ou le coton de sa récolte, et qu'il distille même
 » des pêches pour faire sa boisson, lui et les siens
 » consomment des richesses qui n'ont point subi
 » d'échange. »

Et il fait remarquer que ce n'est pas de la *valeur en utilité*, mais de la *valeur échangeable* dont Adam Smith s'est exclusivement occupé dans tout son ouvrage ; et, suivant moi, c'est ce qui vicie principalement tout son système d'économie politique.

Qui ne voit, au premier coup-d'œil combien la comparaison de J.-B. Say est plus juste que celle d'Adam Smith ; car une nation, comme la famille américaine, produit et consomme ce qu'elle produit ; car le millième seulement de la production totale

(1) *Ricardo*, annoté par J.-B. Say, t. 1, p. 2.

est pour elle un objet d'exportation ou d'échange ; ainsi donc sa richesse se fonde sur la *valeur en utilité*, et non sur la *valeur en échange* des choses.

Les vrais principes, ceux seulement sur lesquels une bonne théorie d'économie politique peut être fondée, sont si évidens par eux-mêmes, que la plupart d'entre eux ont été pressentis et même indiqués par un grand nombre d'auteurs ; mais, par une singulière fatalité, presque tous se sont contredits eux-mêmes dans le cours de leurs ouvrages, et ont quitté la bonne voie qu'ils avaient indiquée, pour en prendre une qui ne pouvait que les égarer et égarer leurs lecteurs.

Ainsi, dès 1758, dix-huit ans avant la publication de l'ouvrage d'Adam Smith sur la richesse des nations, le fondateur de la doctrine économique, Quesnay, médecin de Louis XV, fit imprimer au château de Versailles un ouvrage remarquable dans lequel il fit voir l'erreur de ceux qui faisaient consister la richesse dans la possession de l'or et de l'argent.

« *L'argent*, y est-il dit page 86, l'argent n'est
 » pas la richesse dont les hommes ont besoin pour
 » leur jouissance ; ce sont les biens nécessaires à la
 » vie et à la reproduction de ces biens mêmes qu'il
 » faut obtenir..... La masse d'argent peut décroître
 » chez une nation sans qu'il y ait décroissement de
 » richesse chez cette nation, mais rien ne peut sup-

» pléer au défaut de reproduction annuelle des
 » choses propres à la jouissance des hommes. »

Et plus loin (page 430) : « Les pièces d'argent
 » sont comme autant de billets qui marquent la
 » part que chacun doit avoir dans la répartition
 » annuelle des productions. »

Voilà, bien certainement, les vrais principes de
 l'économie politique exposés avec autant de simpli-
 cité que de clarté; et Adam Smith, quoique venu
 après Quesnay, n'a rien dit qui expliquât avec au-
 tant de justesse ce qui a rapport à l'argent et à la
 richesse des nations.

Adam Smith a dit lui-même (liv. I, ch. iv) : « Un
 » homme est riche ou pauvre suivant qu'il peut
 » jouir des besoins, des aisances et des agrémens
 » de la vie. »

Ricardo (chap. xx) a adopté cette définition.

Malthus a dit (chap. viii) : « Je comprends sous le
 » nom de richesse, tout ce qui satisfait les besoins
 » de l'homme en objets qui lui sont nécessaires,
 » utiles ou agréables. »

Genovesi (cité par Ganilh, t. I, p. 14), a écrit :
 « Les choses n'ont de valeur que dans la proportion
 » de la puissance qu'elles ont de satisfaire à nos
 » besoins. »

On voit dans Condillac (partie 1^{re}, ch. I) : « La
 » valeur des choses est fondée sur leur utilité, ou,

» ce qui revient au même, sur le besoin que nous
 » en avons. »

Et dans Lauderdale (page 37) : « La richesse
 » publique consiste dans tout ce que l'homme désire,
 » comme lui étant utile ou agréable. »

Enfin, J.-B. Say a dit encore plus positivement :
 « Par utilité, j'entends la faculté qu'ont certaines
 » choses de pouvoir satisfaire aux divers besoins des
 » hommes. Il n'y a véritablement production de ri-
 » chesse que là où il y a création ou augmentation
 » d'utilité. L'utilité d'une chose constitue sa valeur
 » réelle et intrinsèque ; la richesse est en proportion
 » de cette valeur. Ce qui mesure l'importance d'un
 » revenu, c'est ce qui sert à mesurer toute espèce de
 » richesse, c'est-à-dire la quantité des choses con-
 » sommables que ce revenu peut mettre annuelle-
 » ment à notre disposition (t. 1, p. 2, 4, 6 et 7). »

Voilà exposés bien clairement les vrais principes
 sur lesquels repose l'économie politique.

Il est probable qu'on m'objectera nombre de pas-
 sages de ces mêmes auteurs, dans lesquels ils disent,
 au contraire, que c'est en raison de leur valeur
 vénale, et non de leur utilité, que les choses font
 partie de la richesse ; mais qu'est-ce que ces citations
 prouveront ? que ces auteurs se sont souvent contre-
 dits eux-mêmes, et voilà tout ; c'est ce que je veux
 prouver moi-même aussi, afin de montrer que ce
 sont ces mêmes contradictions qui ont jeté l'économie

politique dans un abîme d'obscurités dont elle aura bien de la peine à sortir.

Je vais cependant essayer de débrouiller ce chaos ; mais pour cela il nous faudra analyser la valeur des choses et leur utilité, examiner la nature de nos besoins, et les classer suivant leur rang ; ensuite de distinguer les diverses sortes de capitaux, traiter des revenus et de leur inégale répartition, etc.

Ces matières sont un peu abstraites par leur nature ; mais j'espère que mes lecteurs ne regretteront pas d'y avoir fixé quelques instans leur attention ; car, par ces diverses analyses, ils verront se répandre une nouvelle clarté sur toutes les questions relatives à la richesse ; clarté qui, dit-on généralement, ne se trouve pas toujours dans les ouvrages sur l'économie politique.

Lorsqu'on parle de la richesse d'un particulier, c'est en général d'un degré de richesse qui surpasse l'aisance, et qui indique l'opulence ; mais lorsqu'il est question de la richesse d'une nation, on veut dire seulement que l'aisance y est générale, et non pas qu'il s'y trouve des personnes ayant une immense fortune, et étalant un grand luxe ; car loin que ce luxe, qui indique la grande richesse d'un particulier, prouve la richesse d'une nation, il est au contraire un indice presque certain de la misère des classes

les plus nombreuses. La Turquie, la Russie, les États de l'Orient en offrent la preuve.

Ainsi les recherches sur la richesse des nations portent plutôt sur les moyens d'accroître l'aisance publique, que sur ceux d'augmenter la richesse de telle ou telle classe d'individus.

Quant à Adam Smith, quoiqu'il ait écrit sur la richesse des nations, nulle part, ainsi que plusieurs auteurs l'ont déjà remarqué, il n'en a donné la définition, ni fait connaître en quoi elle consistait. C'est une manière fort commode d'éviter toute critique à ce sujet; mais j'ai mieux aimé m'y exposer, et puisque j'écrivais sur la richesse, j'ai tâché de faire connaître à mes jeunes lecteurs ce qu'on entendait, soit théoriquement, soit dans l'acception usuelle, par richesse, tant par rapport aux individus que par rapport aux nations.

CHAPITRE II.

Des diverses sortes d'utilité des choses.

LA première difficulté qui se présente dans l'économie politique, est celle qui provient du même mot *valeur*, pour signifier tantôt l'une, tantôt l'autre des trois sortes d'utilités différentes que peuvent posséder les diverses choses utiles. C'est ainsi qu'Adam Smith dit, dans un endroit, que la *valeur du blé est invariable*, parce qu'il fournit la même quantité de nourriture à l'homme; et dans un autre, que la *valeur du blé a beaucoup varié* par la découverte de l'Amérique.

Pourquoi cette évidente contradiction d'Adam Smith, qui pose d'abord en principe que le blé a une

valeur invariable, et qui cependant, dit ensuite un peu plus loin que sa valeur est *très variable*, c'est que dans le premier endroit il emploie le mot *valeur* pour désigner l'utilité qu'a le blé comme objet de consommation, et dans le second, l'utilité qu'il a comme moyen d'obtenir de l'argent par sa vente, deux sortes d'utilités entièrement différentes. Comme objet de consommation, une certaine quantité de blé a en effet une utilité invariable, celle de nourrir un homme un certain espace de temps; mais son utilité comme *moyen d'acquisition* d'argent, est extrêmement variable; car non seulement son utilité sous ce rapport a beaucoup augmenté depuis la découverte de l'Amérique, puisqu'une même quantité de blé peut, par sa vente, obtenir aujourd'hui une bien plus grande quantité d'argent qu'autrefois, mais encore cette sorte d'utilité, celle d'être un moyen d'acquisition d'argent, varie tous les jours suivant son prix courant, prix courant qui indique la hausse ou la baisse de la *valeur commerciale ou vénale du blé*, ou seulement sa puissance d'acquisition par rapport à l'argent, mais non pas son utilité directe ou de consommation.

Dans un troisième endroit, Adam Smith dit qu'aux Etats-Unis de l'Amérique du nord, la *valeur* des enfans est le plus grand encouragement au mariage. Dans ce passage, comme il n'est pas question d'un pays d'anthropophages ni des enfans des esclaves, il

n'entend pas parler ici ni de leur utilité comme objets de consommation, ni comme marchandise à vendre; mais par ce mot *valeur*, il veut parler ici de l'utilité que ces enfans auront plus tard comme agriculteurs, etc., comme futurs *moyens de production*, troisième sorte d'utilité fort différente des deux autres.

Enfin, dans un quatrième passage, Adam Smith dit que deux choses ont une *valeur* égale lorsqu'elles coûtent un sacrifice égal en repos, en liberté et en bonheur; en sorte que, suivant ce quatrième sens, qu'il donne au mot *valeur*, un sac de blé provenant d'une terre ingrate, et d'un labour long et pénible, aurait autant de *valeur* que deux de même blé provenant d'une terre naturellement fertile et d'un facile labour; ici ce mot *valeur* ne signifie, ni comme la première fois, l'utilité directe d'une chose; ni comme la seconde fois, son utilité comme chose *vénale* ou commerciale; ni comme la troisième fois, de son utilité comme *moyen* de production; il est seulement question de ce qu'elle a coûté en temps ou en peine pour être produite, de son *coût-réel* de production; ce qui est un sens tout différent donné pour la quatrième fois au mot *valeur*. Les auteurs qui ont adopté la théorie d'Adam Smith, et ce sont actuellement les plus nombreux, sont tous tombés dans ce même défaut, de ne pas attacher un sens unique et précis à ce mot *valeur*, et de ne pas indiquer par un adjectif le sens déterminé qu'ils y attachent chaque fois

qu'ils s'en servent ; et comme ils disent tous que la richesse ne consiste que dans la somme des *valeurs* qu'un individu ou une nation possèdent, on comprend la confusion d'idées qui doit résulter de la confusion des divers sens attribués au mot *valeur*. Personne n'a pu trouver une mesure de la valeur des choses ; cela n'est pas surprenant, trois sortes de valeurs entièrement différentes ne peuvent pas avoir une mesure qui convienne en même temps à chacune d'elles : cette versatilité dans le sens donné au mot *valeur*, qui cependant sert de base à la science des richesses, est une faute grave, et Adam Smith, en la commettant, a vicié dès sa base sa théorie d'économie politique.

Il me semble cependant facile d'éclaircir toutes les questions relatives à la *valeur* des choses : il s'agit simplement pour cela de faire attention à la sorte d'utilité que possède la chose qu'on veut évaluer ; d'abord on peut admettre que quelque chose qui n'a aucune utilité quelconque, n'a par cela même aucune espèce de valeur ; du moins personne ne soutient le contraire.

Maintenant, nous pouvons voir que toute chose utile possède toujours l'une ou plusieurs des trois sortes d'utilités suivantes.

La première sorte d'utilité que peuvent posséder les choses, est celle de pouvoir satisfaire directement par elles-mêmes, sans les vendre ni céder, et seu-

lement par leur usage ou consommation, quelque'un de nos besoins ou goûts divers : tels sont le pain, la viande, le vin, les habillemens, etc. Ces choses sont connues sous le nom d'objets de consommation, et je désignerai, pour abrégé, cette sorte d'utilité par les dénominations d'*utilité directe* ou *finale*, parce que, dans le fait, toutes les autres sortes d'utilités, comme on peut s'en convaincre, n'ont d'autre mérite que d'être des moyens de parvenir à obtenir ces sortes d'utilités directes finales ou de consommation.

La deuxième sorte d'utilité que peuvent avoir les choses, est celle de pouvoir être, par leur emploi ou leur service, un moyen ou une cause de production d'utilité ; telles sont, d'une part les terres, les outils, les machines, les facultés physiques ou intellectuelles de l'homme ; les choses qui rentrent dans cette classe sont appelées, moyens de production, ou capitaux fonciers, mobiliers et industriels ; et d'autre part, les législateurs, les administrateurs, les savans, ceux qui composent la force publique, et qui concourent à la sécurité des personnes ou des propriétés, les chemins, les clôtures, les magasins, etc. Toutes ces personnes ou ces choses étant indubitablement des *causes de production*.

Enfin, outre les deux sortes d'utilité dont nous venons de parler, les choses peuvent en avoir une troisième, celle de pouvoir, par leur cession, être un

moyen d'acquisition. Cette sorte d'utilité est éminemment possédée par l'argent (1) à l'égard des choses vénales ou marchandises, et par les choses vénales ou marchandises à l'égard de l'argent.

Ainsi, en cédant quarante pièces de cinq francs (de 25 grammes chacune), ou deux cents francs, on peut acquérir ou acheter une pièce de vin de Bordeaux; comme aussi un marchand de vin en cédant une pièce de vin de Bordeaux peut acquérir une somme de deux cents francs en argent.

On appelle *acheter*, céder une somme d'argent pour acquérir une chose vénale ou une marchandise, et *vendre*, céder une chose vénale ou une marchandise pour acquérir de l'argent; dans l'un et l'autre cas, c'est un contrat *commercial*.

J'ai adopté la dénomination de *valeur commerciale* pour exprimer la *puissance d'acquisition* qu'une chose exerce à l'égard d'une autre, plutôt que celle de valeur échangeable introduite par Adam Smith pour rendre la même idée, parce que l'échange est dans le fait un contrat *commercial*, et aussi parce que l'échange est un cas pour ainsi dire exceptionnel; tandis que le contrat commercial d'achat et vente est celui qui se passe journellement et

(1) Par *argent*, j'entends comme on le fait ordinairement, l'or ainsi que l'argent sous forme de monnaie. Une somme d'argent est souvent moitié en pièces d'or et moitié en pièces d'argent.

partout. Et je pense que pour être bien compris, il est préférable de se servir d'expressions qui rappellent des choses courantes, et non pas des cas exceptionnels.

Maintenant, il est facile de voir que toutes les fois que la *valeur commerciale* de l'argent diminue à l'égard d'une sorte de marchandise, ce qui arrive lorsque son prix courant vient à augmenter, cette même marchandise augmente de *valeur commerciale* par rapport à l'argent; car, avec la cession d'une même quantité de cette sorte de marchandise, on peut obtenir une plus grande quantité d'argent, et réciproquement, si elle vient à diminuer de prix, c'est l'argent qui augmente de puissance d'acquisition, de *valeur commerciale*; car alors, en en cédant une même quantité, on obtiendra une plus grande quantité de la marchandise en question.

Ainsi, la *valeur commerciale* de l'argent et des choses vénales est perpétuellement variable, et ne peut être indiquée que par des prix courants ou par des estimations de la nature de celles qui sont attribuées aux huissiers-priseurs.

Il est essentiel de remarquer encore que le mot de *valeur*, dans le sens de *valeur vénale*, *valeur commerciale*, ou valeur échangeable, ne peut s'employer que d'une manière comparative avec quelque chose de déterminé; car si la *valeur commerciale* ou *échangeable* de l'argent, sa *puissance d'acquisition*, vient à

augmenter par rapport au blé, si le blé diminue de prix, il peut au même moment diminuer de *valeur échangeable ou commerciale*, par rapport au vin, si une mauvaise récolte fait augmenter le prix du vin.

Ce qui a rapport à la valeur des choses, à leur utilité et à leur prix, a fait naître une multitude de difficultés que n'ont pu éclaircir nombre de volumes. J'espère cependant qu'une lecture attentive de ce chapitre facilitera les investigations de mes jeunes lecteurs à ce sujet; j'ai peut-être été trop concis ou trop abstrait sur une matière qui touche aux fondemens de la science; mais il est bon que les jeunes gens, auxquels j'adresse principalement cet ouvrage, s'accoutument à ne recevoir que des indications générales, afin qu'ils aient le plaisir d'en développer par eux-mêmes les conséquences utiles, et qu'ils puissent lire avec plus de fruit les ouvrages de mes savans prédécesseurs; j'ai cependant tâché d'être clair malgré ma concision. D'ailleurs, ce qu'ils pourront voir dans la suite de ces études leur facilitera les moyens de surmonter les difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans la suite de leurs recherches.

CHAPITRE III.

De l'évaluation du degré d'utilité des choses.

Nous avons vu que les choses pouvaient être utiles de ces trois manières :

1^o Comme pouvant, par leur usage ou consommation directe, satisfaire nos besoins ou goûts divers ;

2^o Comme pouvant, par leur emploi ou leur service, être des moyens aux causes de production ;

3^o Comme pouvant, par leur cession, être un moyen d'acquisition.

Ces deux dernières sortes d'utilité ne présentent aucune difficulté dans leur évaluation.

Ainsi on voit facilement la valeur comme moyen de production d'un arpent de terre, par la plus ou

moins grande récolte qu'on en peut obtenir, et on n'a nul doute, qu'un seul arpent de terre peut valoir sous ce rapport, le double d'un autre arpent si la terre de ce dernier est infertile et ne donne ordinairement qu'un produit moindre de moitié que celui de l'arpent plus fertile ; la force d'une chute d'eau d'une machine à vapeur s'évalue aussi comparativement par des évaluations en force de chevaux.

La troisième sorte d'utilité, celle d'être un *moyen d'acquisition*, s'évalue aussi très facilement ; car la puissance d'acquisition d'une chose vénale, par rapport à l'argent, est toujours indiquée par son prix courant, prix qui indique en même temps la puissance d'acquisition de l'argent par rapport à chaque chose vénale ; et par ce moyen, on peut aussi connaître exactement la puissance d'acquisition d'une marchandise à l'égard d'une autre marchandise. Ainsi la valeur commerciale ou échangeable des choses peut s'évaluer sans beaucoup de difficultés.

Mais, il faut en convenir, il n'est pas aussi facile d'évaluer *la valeur intrinsèque* des choses, c'est-à-dire, le degré d'utilité qu'elles ont par elles-mêmes de pouvoir satisfaire par leur consommation ou usage nos besoins ou nos goûts divers.

Adam Smith s'est tiré de cette difficulté sans beaucoup d'embarras ; effectivement, après avoir dit dès le commencement de son ouvrage : « Il faut observer que le mot valeur a deux significations diffé-

» rentes. Quelquefois il signifie l'utilité d'un objet
 » particulier, et quelquefois il signifie la faculté que
 » donne la possession de cet objet d'en acheter d'au-
 » tres marchandises. On peut appeler l'une *valeur*
 » *en usage*, et l'autre *valeur d'échange*. Des choses qui
 » ont la plus grande valeur *en usage*, n'ont souvent
 » que peu ou point de *valeur en échange*, et, au con-
 » traire, celles qui ont la plus grande *valeur en*
 » *échange* n'ont souvent que peu ou point de valeur
 » en usage. Il n'y a rien de plus utile que l'eau; mais
 » elle ne peut presque rien acheter; à peine y a-t-il
 » moyen de rien avoir en échange. Un diamant,
 » au contraire, n'a presque aucune valeur quant à
 » l'usage, mais on trouvera fréquemment à l'échan-
 » ger contre une très grande quantité d'autres mar-
 » chandises (1). »

Après avoir fait voir quelle grande différence il y avait entre la *valeur en usage ou intrinsèque* des choses, et leur *valeur en échange*, au lieu de s'occuper de ce qui a rapport à la *valeur en usage* ou intrinsèque des choses, qui seule est importante pour une nation, il ne parle plus que de la *valeur en échange ou échangeable des choses*, qui influe sur la richesse respective des individus dans un même Etat, mais qui ne constitue pas la richesse de cet Etat. De cette faute majeure sont nées les innombrables difficultés que présente son système d'économie politique.

(1) Liv. I, chap. 4.

Nous devons répéter ce que dit J.-B. Say, déjà cité : « La distinction que fait Ricardo entre la valeur d'utilité et la valeur échangeable est fondamentale en économie politique. On a considéré l'échange comme le fondement de la richesse sociale, tandis qu'il n'y ajoute effectivement rien. »

Et l'on ne peut s'étonner assez en voyant presque tous les auteurs qui écrivent sur la richesse des nations, s'étendre longuement sur la *valeur commerciale* ou échangeable des choses, qui est de peu d'importance sous ce rapport, et s'occuper si peu de leur *valeur intrinsèque en usage*, qui est toujours celle en raison de laquelle ces choses font partie de la richesse publique.

La plupart des auteurs ont prétendu qu'il était inutile de distinguer ces deux sortes d'utilité ou de valeurs, parce que la valeur vénale, commerciale ou échangeable d'une chose, telle que l'indique son prix courant, était en même temps la mesure de sa valeur intrinsèque en usage, ou de son utilité en raison de sa propriété de satisfaire nos besoins ou nos goûts divers.

Mais cette assertion ne peut être soutenue et tombe au moindre examen ; en effet, la *valeur vénale* ou *commerciale* de chaque chose, et même de l'argent, varie si journellement sans que l'*utilité* ou la *valeur intrinsèque* en usage de ces mêmes choses vienne à

varier, qu'il est impossible que l'une de ces valeurs puisse être une indication de l'autre.

Tout ce qui change continuellement de *valeur commerciale* ou *échangeable*; la rareté, l'abondance, la crainte d'une guerre, l'espérance d'une bonne récolte, l'accaparement, la mode, la découverte d'une mine ou d'un procédé économique, font perpétuellement varier la valeur commerciale de l'argent et des choses vénales, tandis qu'une certaine quantité de blé, de vin, d'huile, et même d'argent façonné à notre usage personnel, a, et a eu toujours, la même valeur intrinsèque fondée sur la propriété qu'ont ces objets de pouvoir satisfaire par eux-mêmes, et sans les céder, quelque un de nos divers besoins ou désirs.

Aussi, malgré bien des chapitres, et même bien des volumes, on n'a pas pu trouver encore une mesure de la valeur qui convint à la fois et à la *valeur échangeable* ou *commerciale* des choses et à leur *valeur intrinsèque* en usage, ou à leur utilité directe en satisfaction de nos besoins ou désirs; la résolution de ce problème est mise au même rang que celui de la quadrature du cercle ou de la pierre philosophale, et théoriquement c'est, comme nous venons de le voir, une chose impossible.

Cependant comme ce n'est pas en raison de leur valeur commerciale ou échangeable que les choses font partie de la richesse d'un Etat, mais bien en

raison de leur valeur intrinsèque en usage, ou de leur utilité directe, c'est sous ce dernier rapport qu'il est essentiel d'en faire l'application, et voici la méthode que j'ai cru devoir adopter pour y parvenir (1).

En économie politique, le degré d'utilité d'une chose propre à satisfaire l'un de nos goûts ou besoins, est toujours en raison de la grandeur ou de la petitesse de l'inconvénient qui viendrait à résulter de la privation ou de la rareté de cette chose pour

(1) Lorsque J.-B. Say, mon frère, me demanda mes observations sur son *Traité d'Economie politique*, je fus frappé de la lumière qu'il répandait sur cette science en établissant en principe :

Qu'il n'y a véritablement production de richesse que là où il y a création ou augmentation d'utilité, et que par utilité, il entend la faculté qu'ont certaines choses de satisfaire aux divers besoins des hommes.

Que l'utilité d'une chose constitue sa valeur réelle et intrinsèque.

Que la richesse est en proportion de cette valeur.

Mais quand je vis qu'un peu plus loin, il se servait de la *valeur vénale ou commerciale* des choses pour en évaluer la plus ou moins grande utilité, je lui fis observer que cette méthode d'évaluation me paraissait fort inexacte, et même capable d'entraîner dans de graves erreurs. Il me répondit qu'effectivement cette méthode était loin d'être bonne, mais que la difficulté était d'en trouver une meilleure; alors je lui proposai une méthode à peu près semblable à celle que j'indique dans ce chapitre; mais il la combattit par les motifs qu'il a indiqués dans son *Traité d'économie politique* (tom. I, p. 15), et dans son *Cours complet d'économie politique*, (t. I, p. 144), et me dit que le public seul pouvait être arbitre dans cette question; j'ai cru devoir suivre ce conseil dans l'intérêt de la science.

une famille; ou, en d'autres termes, de l'inconvénient qui viendrait à résulter pour elle de la non satisfaction du besoin que cette chose a la propriété de satisfaire.

Considérés d'une manière générale, nos besoins n'ont aucune limite; lorsque les plus essentiels viennent à être satisfaits, il en naît aussitôt une multitude d'autres; l'homme le plus riche éprouve encore des privations, il se trouve souvent borné dans l'accomplissement de ses désirs, et il se crée des besoins inconnus à ceux qui ont une moindre fortune. On peut donc admettre en principe, que nos besoins et nos goûts n'ont d'autres limites que notre puissance de les satisfaire, c'est-à-dire, que les limites que nous impose notre fortune.

Cependant il est une manière de nous faire une juste idée du degré d'importance de nos divers besoins, et par conséquent, du degré d'utilité des choses qui sont propres à les satisfaire.

Il est évident qu'un chef de famille prudent, lorsqu'il éprouve une diminution dans son revenu, a le plus grand intérêt à bien apprécier le degré d'utilité de chacun des divers articles de sa dépense, afin de ne priver d'abord sa famille que des choses qui ont pour elle le moins d'utilité, qui satisfont des besoins moins urgents, ou dont la privation lui présente le moins d'inconvénients.

Voyons donc ce qui se passe dans ce cas. Quand

un chef de famille passe d'une grande opulence à la simple aisance, ce qu'il supprime en général de sa dépense, ce sont les choses qui ont reçu la dénomination de choses de luxe, telles qu'un nombreux domestique, la somptuosité de la table ou des appartemens, et mille autres choses pareilles très coûteuses, qui satisfont seulement la vanité ou une sensualité recherchée, ou des besoins du troisième ordre, et dont l'utilité réelle n'est pas très grande, quoique d'une très grande valeur vénale.

De même, lorsqu'un chef de famille passe de l'aisance à une position gênée, médiocre, il supprime graduellement de sa dépense les choses de pur agrément, d'une utilité secondaire, et se réduit aux choses indispensables ou aux choses de première nécessité qui sont celles qui possèdent la plus grande utilité, quoique n'ayant souvent qu'une valeur vénale peu élevée.

Au-dessous de cette classe se trouve enfin celle où il y a absence totale de richesse : la classe de ceux qui sont dans la misère, c'est-à-dire, de ceux qui sont privés en grande partie même des choses de première nécessité.

De ce qui précède, on peut conclure sans crainte qu'il y a plus d'utilité dans une chose de première nécessité que dans une chose d'agrément; et plus d'utilité dans une chose d'agrément que dans une chose de luxe, même lorsqu'il y aurait égalité de

prix entre chacune de ces choses. En d'autres termes, qu'il y a toujours moins de valeur réelle intrinsèque en usage dans une chose de luxe que dans une chose d'agrément ou de première nécessité, lors même que cette chose de luxe aurait une valeur vénale commerciale ou échangeable aussi grande que celle de première nécessité.

Un même objet, une table par exemple, est tantôt seulement de première nécessité, tantôt de première nécessité et d'agrément; enfin, elle est de nécessité, d'agrément et de luxe: la première est d'un bois ordinaire; la seconde d'un bois étranger; la troisième enfin, enrichie d'ornemens coûteux; il en est de même des vêtemens, des chevaux, de presque toute chose. Ce qui est d'agrément et de luxe, quoique souvent très cher, n'en augmente guère l'utilité réelle en usage; il y a même très peu d'objets qui soient purement de luxe; les personnes les plus riches semblent avoir quelque honte de désirer des choses entièrement futiles, et tâchent de rattacher à une utilité quelconque ce qui, dans le fond, n'est pour elles qu'un objet de pure fantaisie.

Ceux qui sont dans l'opulence et qui viennent à éprouver une petite diminution dans leur fortune, jettent de hauts cris, et disent qu'il leur est impossible de se passer de telle ou telle chose, et pour eux il ne s'agit bien souvent que de se passer que de ce qui,

dans ces choses, n'est que de luxe. Combien ceux qui sont obligés de se priver de la chose elle-même tout-à-fait ne seraient-ils pas plus en droit de se plaindre.

On a dit que si l'on consent à payer deux choses cent francs, elles sont aussi utiles l'une que l'autre, puisque pour obtenir, soit l'une, soit l'autre, on fait un égal sacrifice, celui de la somme de cent francs ; il y a ici un vice de raisonnement ; si l'un des acheteurs a seulement mille francs d'appointemens, et l'autre cent mille francs de rente, le premier, par le paiement de cent francs, sacrifiera la dixième partie de son revenu, et l'autre seulement la millième partie. Il n'y a donc pas égalité de sacrifice par le paiement d'une même somme d'argent suivant la position de celui qui paie. Celui qui a cent mille francs de revenu pourra mettre cent francs pour acheter quelque chose de très peu d'utilité, puisqu'il ne fera le sacrifice que d'un millième de son revenu ; tandis que l'autre, pour la même somme, ferait le sacrifice du dixième de son revenu, et qu'il ne pourrait en consacrer une portion si considérable que pour des choses extrêmement utiles, et non pas pour des futilités. Ainsi, prendre la valeur vénale commerciale ou échangeable des choses pour la mesure de leur *valeur réelle intrinsèque en usage*, ou, ce qui est la même chose, de leur *degré d'utilité directe en satisfaction de besoin*, serait la faute la plus grave.

en économie politique, et cependant, c'est celle qu'on ne cesse de commettre dans tous les ouvrages qui suivent la doctrine d'Adam Smith.

La conséquence de ce qui précède, est que si par le vice des institutions politiques, d'immenses fortunes sont concentrées dans certaines classes de la société, les revenus pécuniaires de ces classes, d'une excessive opulence, seront employés à des choses d'ostentation propres à satisfaire la vanité, tandis que ces mêmes revenus divisés auraient formé les revenus d'une plus nombreuse classe dans l'aisance, et ces mêmes sommes auraient provoqué la production d'une multitude de choses, séparément d'un prix moins élevé, ensemble d'une valeur vénale aussi considérable, mais formant une somme d'utilité bien plus importante que celle des choses de luxe. La production annuelle du pays en utilités directes s'en étant accrue, il y aura accroissement dans la richesse publique.

Les faits sont à l'appui. En France, avant 1789, les grands seigneurs et le haut clergé avaient d'immenses revenus, et leur luxe était sans borne. Depuis, le partage égal des successions, l'égalité des impôts, etc., ayant diminué le nombre de ces immenses fortunes et augmenté celui des familles jouissant d'une simple aisance, la richesse générale de la France s'en est considérablement accrue. La Russie

doit, en partie, le peu de population et de richesse de ses provinces aux fortunes colossales de certaines familles privilégiées.

L'Angleterre elle-même voit près du tiers de sa population rangée dans la classe des pauvres, recevant la charité par le moyen de taxes levées à cet effet; situation fâcheuse due en grande partie à son inique loi de primogéniture, dont la conséquence est la concentration d'immenses fortunes dans quelques familles, d'où naît ce luxe de parcs, de chevaux, de laquais, qui détourne, au grand détriment de la richesse générale du pays, la terre, les hommes et les animaux d'être appliqués à une bien plus grande production d'importantes utilités directes.

Certainement, il n'est pas aussi facile d'apprécier l'utilité d'une chose, que sa valeur vénale; car pour connaître celle-ci, il suffit de s'informer de son prix courant; mais si une erreur de 2 ou 3 pour 0/0 dans l'évaluation de la valeur vénale d'une chose, est très importante pour un marchand, puisqu'elle peut faire pour lui une différence de la perte au gain, il n'en est pas de même pour une nation. Qu'importe à un cultivateur qui ne récolte en blé que sa consommation; que ce blé monte ou baisse de prix, même de 10 pour 0/0; il n'en est ni plus riche, ni plus pauvre pour cela; ce qui lui importe, c'est qu'il en récolte plutôt plus que moins; et qu'il soit d'une bonne qualité, parce qu'alors il nourrira plus abon-

damment sa famille et ses ouvriers. On sait qu'une diminution d'un quart dans les récoltes en blé en fait presque doubler le prix; ainsi, si le cultivateur au lieu des quatre sacs de blé, du prix ordinaire de quarante francs chaque, qu'il récolte annuellement, venait à n'en récolter que trois, il se trouverait bien moins à l'aise, malgré que la valeur vénale de ces trois sacs fat de deux cent quarante au lieu de cent soixante francs qui valaient seulement les quatre sacs; et cependant, suivant l'école mercantile de Smith, ce déficit dans sa récolte l'aurait enrichi de quatre-vingts francs, différence provenant de la hausse du prix du blé. On répondra peut-être: mais ce cultivateur achètera, d'un autre cultivateur le sac de blé qui lui manque; mais il sera obligé de lui donner quelque chose en échange, une demi-pièce de vin, par exemple, et ce sera autant de vin qu'il sera obligé de retrancher de sa consommation.

Tout ce que nous venons de dire des cultivateurs, est entièrement applicable à une nation. Que lui importe la valeur vénale ou échangeable du blé, ou de toute autre chose qu'elle consomme elle-même; que cette valeur augmente, elle n'en devient pas plus riche, c'est l'augmentation en quantité et en qualité qui seulement augmente véritablement sa richesse; c'est seulement la quantité d'utilité qu'elle obtient annuellement en plus, qui l'enrichit; car l'augmentation de la somme des valeurs commerciales chez

elle, est plutôt une cause de misère que de richesse pour l'État.

Cette méthode de Smith, d'évaluer la richesse d'un État par la somme des valeurs *commerciales ou échangeables*, et non par la somme des utilités ou des valeurs intrinsèques en usage, fait arriver à de singuliers résultats. Lauderdale (1), sur des documens authentiques, dit qu'en général lorsque la récolte en blé vient à manquer de trois dixièmes, le prix en monte de seize dixièmes; que, par exemple, dans un pays qui récolte ordinairement 300 septiers de blé d'une valeur réelle de 300 livres sterling, si la récolte vient à n'être que de 210 septiers, cette quantité pourra se vendre 546 livres sterling, ou 240 livres sterling de plus que les 300 septiers; d'où il résulterait que la richesse du pays en blé doublerait presque lorsque sa récolte viendrait à diminuer de près d'un tiers, ce qui est véritablement absurde.

(1) *Recherches*, etc., p. 33.

CHAPITRE IV.

Des moyens de Production ou des Capitaux, soit effectifs,
soit pécuniaires.

LA qualité essentielle de tout capital est de pouvoir fournir un revenu.

Une terre qui ne pourrait donner ni revenu pécuniaire, ni revenu en choses utiles, ne serait pas regardée comme faisant partie du capital de quelqu'un, ou ne pourrait être évaluée que zéro.

Même une somme d'argent qui serait donnée à quelqu'un, sous la condition qu'elle resterait dans un coffre, et que ni lui, ni ses héritiers ou ayants-cause, ne pourraient l'en retirer, ne ferait pas partie du capital du donataire. On dit aussi d'une somme d'argent qui ne donne aucun revenu ou in-

térêt, que c'est un capital mort ou n'existant pas.

Non seulement un capital, quel qu'il soit, lorsqu'il n'est pas employé, est regardé comme mort, mais il n'a de valeur comme capital, qu'en proportion du revenu qu'il peut fournir.

L'importance d'un capital foncier, mobilier, industriel ou pécuniaire, est conséquemment mesurée par l'importance du revenu qu'il peut procurer. La première chose dont on s'informe lorsqu'on veut acheter une terre, une maison, c'est du revenu que ces choses peuvent donner, n'importe la grandeur ou la fertilité de la terre; et sa valeur est toujours déterminée par le fermage ou loyer qu'on en peut retirer.

Une charge, un fonds de commerce, se vendent toujours en raison de la clientèle, c'est-à-dire, en raison de leur revenu présumé.

Pourquoi dans une association en commandite où le commanditaire fournit le capital pécuniaire et le commandité son industrie, y a-t-il souvent partage égal des bénéfices, c'est que le commandité est censé fournir en capital industriel une valeur égale au capital pécuniaire, parce que ce capital industriel peut fournir un revenu commercial égal au moins à celui que peut fournir le capital pécuniaire.

L'on voit donc que la richesse ne consiste pas autant dans les capitaux eux-mêmes que dans le revenu annuel qu'ils peuvent fournir, et que par conséquent pour augmenter la richesse d'une nation, il

s'agit autant, et presque plus, de faire fructifier les capitaux que la nature ou l'industrie lui ont fournis, que d'augmenter les capitaux eux-mêmes.

Les capitaux d'une nation se trouvent compris dans les quatre classes suivantes :

Celle des capitaux fonciers ou immobiliers, tels que les terres, les maisons, etc.

Celle des capitaux mobiliers, tels que les outils, les machines, les bestiaux, chevaux, etc.

Celle des capitaux industriels, tels que les facultés physiques et intellectuelles de l'homme, ses connaissances dans les arts et dans les sciences, etc., qui sont des causes de plus grande production par les capitaux fonciers et mobiliers.

La quatrième enfin, celle des capitaux pécuniaires, qui ne sont nullement productifs par eux-mêmes, mais qui servent à exciter la production ou l'emploi des capitaux fonciers, mobiliers ou industriels.

Puisque, comme nous venons de le voir, toute l'importance des capitaux réside dans le revenu qu'ils fournissent, dans leur bon emploi comme moyen ou cause de production, nos recherches doivent donc porter autant sur ce qui concourt au meilleur emploi des capitaux qu'à leur accroissement; car le but définitif de l'économie politique est d'accroître le revenu national effectif, qui seul forme la richesse effective dans un Etat.

J'examinerai plus loin chacune de ces quatre diverses sortes de capitaux, et les moyens de leur faire donner le plus grand revenu, soit pécuniaire, soit effectif.

Maintenant, examinons la classification des capitaux et leur nomenclature introduite par Adam Smith. Il me semble qu'elles n'apportent aucune clarté dans la science.

En effet (liv. II, chap. I), il divise le *fonds accumulé* en *fonds de consommation*, en *capital fixe*, en *capital circulant*; il range dans le *fonds de consommation* les vivres, les habits, les meubles de ménage, les maisons de pure habitation; il met dans la classe des *capitaux fixes* encore les maisons, celles qui sont destinées à des objets utiles, les instrumens de métier, ce qu'on a dépensé pour marrer, fumer les terres, les talens utiles acquis par les habitans ou membres de la société, la dextérité perfectionnée dans un ouvrier.

Enfin, suivant lui, la classe des *capitaux circulans* se compose encore des vivres, ceux qui sont en la possession des bouchers, des fermiers, etc. Pour éclaircir la chose, il dit (p. 200): « Le prix des bestiaux d'un fermier est un *capital fixe*; leur nourriture, un *capital circulant*; s'il vend leur laine ou leur lait, c'est un *capital fixe*; la semence que le vent entraîne est aussi un *capital fixe*; mais la semence en magasin chez le grainetier est un ca-

» pital circulant ? » Voilà ce qu'on lit dans la même page; je le demande, peut-on croire qu'une telle nomenclature, et de telles classifications puissent aider dans l'étude d'une science. Ensuite, on a écrit des volumes sur les *fonds accumulés*, sur les *capitaux fixes*, sur les *capitaux circulans*: personne n'a pu s'entendre; cela n'est pas surprenant.

Et quand on voit d'autres auteurs dire que nos biens, notre richesse, nos *capitaux* enfin, ne sont que du *travail superflu exigible*, du *travail superflu accumulé*, etc., je me plais à croire que les simples explications que j'ai données sur ce qui était généralement entendu par capitaux dans le commerce, et dans nos bons auteurs, suffisaient pour se faire des idées justes sur toutes les questions qui ont rapport à ce sujet.

C'est pourquoi je ne crois pas devoir fatiguer plus long-temps l'attention de mes lecteurs, en réfutant tout ce qui a été dit d'oiseux ou d'erroné sur cette matière; et ce que j'ai dit sur Adam Smith, doit s'appliquer à tous les auteurs qui persistent à employer la même nomenclature.

CHAPITRE V.



Des Capitaux fonciers.

UN faux raisonnement du même genre de celui qui a fait adopter la vicieuse locution de *profit du capital*, a fait naître celle, aussi vicieuse, de *rente de la terre*, employée fréquemment par Adam Smith et son école.

D'abord, je ferai remarquer que dans sa traduction, Garnier met en note (liv. I, chap. VI), que dans tout le cours de son ouvrage, Adam Smith, par le mot anglais *rent*, entend la même chose que ce qu'on entend en français par *fermage*. Or, il valait mieux faire comme les traducteurs de Malthus, et traduire le mot anglais *rent*, par le mot français *fer-*

mage; car ce mot *rente*, détourné de son véritable sens français, devient une expression qui a une apparence scientifique, mais qui, en réalité, ne sert qu'à embrouiller les idées.

En fait, ce que l'école d'Adam Smith appelle *rente de la terre*, n'est pas autre chose que ce qui est donné et reçu pour le *loyer de la terre*, *loyer* qui suit les mêmes règles qui régissent le loyer de tous les autres moyens de production donnés à bail, et il est facile de voir que le loyer ou fermage de la terre ne crée aucun revenu, aucune portion de richesse, mais n'est qu'un partage entre le fermier et le propriétaire du fruit ou revenu effectif obtenu par la terre, comme, ainsi que nous l'avons vu, le loyer ou intérêt de l'argent n'est qu'un partage entre l'emprunteur et le capitaliste pécuniaire des revenus qui sont le fruit de l'emploi des capitaux fonciers, mobiliers et industriels, seuls capitaux réellement productifs.

Pour bien comprendre ce qui a rapport au fermage ou *loyer* de la terre, et au prétendu *produit net* qui, suivant Quesnay et Adam Smith en est le fondement, voyons ce qui se passe dans les premiers temps d'une exploitation rurale; par exemple, dans les nouveaux établissemens qui se forment aux États de l'ouest de l'Amérique. Le fonds de terre est concédé presque gratuitement au colon, et son titre d'acquisition est si peu coûteux, qu'il n'a presque d'autre

but que de constater son droit de propriété. Lui et sa famille défrichent; les bois qui proviennent du défrichement servent à construire les habitations; le blé, les fruits, les bestiaux, la laine, le chanvre, le lin, le sucre d'érable, le vin de pêche, etc., provenant de l'exploitation rurale, procurent à toute la famille la nourriture, le logement, l'habillement, qui satisfont à leurs principaux besoins. C'est le *produit total* de l'exploitation rurale qui forme son revenu, sa richesse; et c'est toujours en proportion de ce *produit total*, que sa richesse s'accroît. Au bout d'une vingtaine d'années, la contrée en question a augmenté de population; des routes, des canaux, des villes même ont été créés aux alentours, et la famille concessionnaire des terres en question, ayant beaucoup accru ses productions agricoles, a pu vendre ce qui excédait sa consommation pour en obtenir beaucoup d'objets d'utilité, d'agrément et même de luxe, provenant d'autres industries que la sienne. Enfin, d'une situation malaisée, elle est parvenue à l'aisance.

Voilà donc une véritable richesse territoriale où il n'est question, ni de fermage, ni de produit brut, ni de produit net.

Maintenant prenons un autre cas qui n'est pas systématique, hypothétique, mais bien réel.

Un Européen a obtenu, en même temps que l'Américain, la concession de terres voisines de celles

dont nous venons de parler ; c'était pour lui un pays perdu, et une concession presque de nulle valeur ; aussi l'oublia-t-il ; il mourut dans l'intervalle de ces vingt années, mais d'après les renseignemens demandés par les héritiers, il leur fut répondu qu'ils venaient d'hériter dans cette contrée de dix mille francs de rente ; effectivement il se présentait un fermier qui offrait de prendre à ce prix la totalité de ces terres. Les héritiers consentirent, et chacun aurait fait comme eux.

Que résulte-t-il de ces deux faits qui se présentent fréquemment, sauf des circonstances indifférentes pour la théorie ; c'est que le fermage est un véritable impôt sur les exploitations agricoles, c'est-à-dire, un prélèvement sur les revenus de ceux qui exercent l'industrie agricole, impôt équitable tant qu'il n'exécède pas ce qui est suffisant pour constater la propriété, pour maintenir la sécurité des propriétés, sécurité qui, ainsi que nous le verrons, est une des principales causes de l'accroissement des revenus ou de la richesse.

Que voyons-nous en effet dans les deux exemples que nous venons de citer : on voit deux exploitations rurales semblables ; mais le revenu de la première appartient tout entier à celui qui, par son industrie, fait produire à la terre ce qui est utile aux familles ; tandis que le revenu total de l'autre exploitation est partagé entre un fermier et un propriétaire, unique-

ment en vertu du droit de propriété, droit qui, en Europe, a souvent pour origine la force, l'injustice, mais qui est presque toujours douteux primitivement, sous le rapport de l'équité.

Que résulte-t-il pour la nation américaine du fermage ? Que loin que ce fermage fasse une portion de sa richesse, elle lui en enlève environ la moitié, puisque la première famille américaine, celle qui ne paie pas de fermage, jouit des nécessités et des agrémens de la vie, indiqués par un revenu dont le chiffre de 10 mille francs donne l'idée, et que la seconde, celle qui paie le fermage, ne jouit que de la moitié de ces mêmes choses, que de celles indiquées par le chiffre de 5 mille francs, puisque l'autre moitié appartient au propriétaire européen, par son droit de propriétaire, droit plus ou moins élevé en raison du monopole exercé par les propriétaires des biens territoriaux, et qui souvent réduit à la misère les exploitateurs de l'industrie agricole, c'est-à-dire, les fermiers ; et cependant ces terres ont été données gratuitement par la nature à l'homme.

Par là, je n'entends pas qu'une loi agraire annuelle convienne à la richesse des Etats, bien au contraire, la stabilité des propriétés est une des plus grandes causes de richesses ; mais il faut que cet avantage, comme ceux que procurent les impôts, soit acquis le plus économiquement possible, c'est-à-dire, que le fermage n'ayant que le seul avantage de

donner un intérêt direct à la stabilité des propriétés foncières, il est convenable que ce fermage ou loyer des terres soit très modéré, afin que l'industrie agricole puisse jouir de la plus grande partie possible dans les produits qu'elle a fait naître.

La conclusion de ce qui précède, est que c'est la totalité des produits territoriaux d'un Etat qui entre dans la richesse nationale, et que le fermage, appelé improprement *produit net* par les anciens économistes, et par Adam Smith et son école, n'y entre pour rien, et n'est souvent qu'un partage défectueux de cette richesse.

Tout ceci me paraît plus clair et plus conforme à la réalité que ce qu'on peut lire dans les milliers de pages déjà écrites, et sur la rente de la terre, et sur le fermage, et sur le produit brut, et sur le produit net.

Puisque nous en sommes aux revenus provenant de l'industrie agricole, nous allons, en peu de mots, toucher la grande controverse, qui existe entre les partisans de l'ancienne école économique, dont le fondateur est Quesnay, et la nouvelle école, dont le fondateur est Adam Smith : suivant Quesnay, c'est la terre seule qui fournit la richesse, suivant Smith, c'est le travail.

En fait, la nature a doué la terre de la faculté de produire des choses utiles à l'homme, comme le blé, le raisin, les olives, etc ; mais ces choses ne se

produiraient naturellement qu'en petite quantité, et seraient peu propres à satisfaire nos besoins, si la nature n'avait pas donné en même temps à l'homme des facultés physiques et intellectuelles, capables d'augmenter ces produits naturels, et de créer en quelque sorte les choses qui lui sont réellement utiles. Que serait un champ, si l'homme ne le cultivait en blé, en vigne, etc.? Que seraient même le blé, le raisin, l'olive, si l'homme ne convertissait pas le blé en farine, la farine en pain; s'il ne changeait pas le jus de raisin en vin, et s'il ne savait pas, par ses facultés industrielles, tirer de l'olive l'huile dont il a besoin? Le chanvre n'est pas de la toile, le coton n'est pas de la percale; l'eau, par sa chute naturelle a une certaine force, mais s'il la réduit en vapeur, par d'admirables machines, l'homme lui donne une force mille fois plus grande.

Sans m'étendre davantage sur ce sujet, on voit qu'il est de toute évidence que c'est à l'emploi conjoint des forces productives données par la nature à la terre et à l'homme, que nous devons toutes ces choses utiles dont la jouissance constitue notre richesse, et que cette question de production de richesse attribuée exclusivement à la terre, suivant Quesnay, ou exclusivement à l'homme, suivant Adam Smith, est tout-à-fait oiseuse, et embarrasse inutilement la science. Cette production d'utilité en usage est due, tantôt plus à la terre seule, qu'à l'homme, et

tantôt, au contraire, plus à l'homme qu'à la terre ; mais, en fait, leur coopération, est toujours plus ou moins indispensable pour la production d'utilité en usage d'une chose, sorte d'utilité qui seulement met cette chose au rang de nos richesses.

CHAPITRE VI.

Des Capitaux mobiliers.

J'AI peu de choses à dire sur les capitaux mobiliers, ce chapitre offrant peu de difficultés à lever.

Les capitaux mobiliers consistent dans les choses qui ne sont ni foncières ou immobilières, et qui cependant peuvent, par leur emploi, être une source de revenu.

Ainsi, les outils, ou les mécaniques, les chevaux, les voitures, les navires marchands, sont des capitaux dont l'emploi crée ou augmente l'utilité des choses.

La charrue et les bœufs aident à la production du blé; les chevaux, les voitures, les navires, en trans-

portant les marchandises du lieu où elles excèdent les besoins dans le lieu où elles manquent à ces besoins, sont de véritables moyens ou causes de revenu, et sont par conséquent de véritables capitaux.

Le louage des capitaux mobiliers fournit aussi des revenus aux propriétaires des capitaux mobiliers; mais alors il n'y a pas création de revenu, mais seulement partage, par le prix du loyer, entre le propriétaire et le locataire, du revenu effectif en utilité produit par l'emploi du capital mobilier loué. Enfin c'est un partage semblable à celui qui résulte du louage ou fermage des biens fonciers.

Ces simples notions préliminaires me paraissent suffisantes pour étudier ce qui a rapport aux capitaux mobiliers; ainsi je ne m'étendrai pas davantage sur ce sujet; car des développemens allongeraient trop cet écrit, que je cherche à rendre le plus concis possible.

CHAPITRE VII.

Des Capitaux pécuniaires.

LA locution de *profits des capitaux*, souvent employée par Adam Smith et son école, est tout-à-fait vide de sens ; car les capitaux pécuniaires, et c'est de ceux-là dont il entend parler principalement, ne donnent aucun profit ou fruit par eux-mêmes ; il n'y a que les capitaux productifs par eux-mêmes, la terre, ou les industries agricoles, manufacturières ou commerciales qui puissent donner des profits, ou plus exactement des revenus ; aussi, ce qu'on appelle les capitalistes ont-ils soin de ne garder que le moins de temps possible des capitaux pécuniaires en caisse, et cherchent-ils toujours à s'en défaire, soit en les

convertissant en des capitaux réellement productifs, tels que des terres, des maisons, ou de les prêter à des industriels qui, par les intérêts qu'ils paient, leur donnent en quelque sorte un intérêt dans les fruits de leur industrie, soit enfin, en fonds publics qui leur donnent une part dans l'impôt.

Pourquoi un capitaliste pécuniaire obtient-il par des intérêts un revenu de son espèce de capital ; c'est qu'il le prête à quelqu'un qui, par ce moyen, peut faire usage d'un capital réellement productif, terres, maison, machines, facultés industrielles, dont il obtient un revenu qu'il partage avec le capitaliste pécuniaire sous forme d'intérêt de son argent.

C'est donc à tort qu'Adam Smith, et surtout David Ricardo, attribuent une vertu productive aux capitaux pécuniaires, en parlant des *profits des capitaux* comme une chose qui leur est inhérente.

On s'est enthousiasmé dans un temps de la puissance de l'intérêt composé d'une somme d'argent. A entendre certaines personnes, cette découverte valait celle de la pierre philosophale : un seul sou, disaient-elles, placé à intérêt composé à la naissance de Jésus-Christ, aurait produit maintenant plusieurs milliards.

C'est sur cet absurde système des profits des capitaux pécuniaires, calculés par la somme des intérêts composés et accumulés, qu'on a fondé les caisses d'amortissemens. Voulez-vous, ont dit certains mi-

nistres des finances, emprunter 100 millions et les rembourser facilement, il suffit pour cela d'emprunter quelques millions de plus, et vous rembourserez votre emprunt sans vous en apercevoir, car vous n'avez qu'à accumuler pendant vingt-sept ans et demi les intérêts composés de ces quelques millions empruntés de plus, et alors vous pourrez rembourser intégralement les 100 millions. Ce moyen a paru si bon, qu'on en a largement usé en Angleterre, et qu'on est parvenu, non pas à la libérer de sa dette, mais à l'augmenter à un point inremboursable. En France on n'est pas encore aussi avancé.

Il est cependant facile de voir que ce n'est pas l'argent de l'impôt qui lui-même produit; que ce n'est que le bon emploi des terres et de l'industrie qui peuvent produire, et que le propriétaire de fonds publics ne peut en tirer aucun revenu que comme partageant dans les fruits de la terre et de l'industrie, les seuls véritables producteurs.

Cette distinction que nous avons faite entre les capitaux effectifs c'est-à-dire entre les capitaux fonciers, mobiliers et industriels, et les capitaux pécuniaires, explique pourquoi on dit que dans certains pays il manque de capitaux, quoiqu'il s'y trouve d'immenses fortunes, de grands capitaux pécuniaires, comme en Russie et dans les pays asiatiques; c'est parce que dans ces pays, ce qui y manque ce ne sont pas les capitaux en argent, mais bien les capitaux productifs,

c'est-à dire, les causes ou moyens effectifs de production ; car les capitaux pécuniaires n'ont que la propriété de pouvoir mettre en action les capitaux effectivement productifs, tels que les terres, les outils, et les hommes. Or, en Russie, il manque non seulement d'outils et de machines, mais aussi d'hommes, puisqu'une terre n'a de valeur vénale qu'en raison du nombre de paysans qui y est attaché, et qu'alors, dans de tels pays, dénués de véritables capitaux effectifs, c'est-à-dire, dénués de moyens de production et d'industrie, les capitaux pécuniaires ne trouvent pas à se transformer en capitaux effectifs, et alors fuient ou sont sans emploi, ou morts. L'on dit que dans ces pays, les capitaux manquent, et l'on voit pourquoi ; c'est qu'il y manque, non pas d'argent, mais d'industrie et de véritables capitaux productifs ; car là où ces deux sortes de capitaux existent, le crédit et des promesses d'argent, soit au comptant, soit à terme, tiennent bien vite lieu de l'argent métal.

CHAPITRE VIII.

Des capitaux industriels, ou des Facultés physiques et intellectuelles de l'homme.

Nous avons étudié ce qui a rapport aux *capitaux fonciers*, aux *capitaux mobiliers*, aux *capitaux pécuniaires*, nous allons maintenant nous occuper des *capitaux industriels*.

Nous avons vu qu'on entendait par capitaux industriels les facultés physiques ou intellectuelles de l'homme. C'est en faisant usage de ces deux sortes de facultés, qu'il se procure presque toutes les choses qui servent à satisfaire ou ses besoins ou ses goûts.

L'école d'Adam Smith dit qu'on ne peut rien obtenir que par des échanges; que quand un chasseur avec

son arc et son adresse a obtenu une pièce de gibier, il y a eu échange du travail du chasseur et de l'usure de l'arc contre la pièce de gibier; c'est vraiment abuser du sens des mots que de voir là un échange: il n'y a échange que lorsqu'on donne et reçoit réciproquement quelque chose, et ici il n'y a véritablement rien de donné ou reçu réciproquement, puisqu'il n'y a pas eu deux contractans. Le seul fait réel est qu'en chassant, l'homme a fait un usage utile, et peut-être agréable, des facultés dont la nature l'a doué. On en peut dire autant des occupations du pêcheur, du pasteur, du cultivateur, etc.

L'emploi de ses facultés physiques ou intellectuelle, n'est pas pour l'homme une peine, un sacrifice, une dépense; le travail utile et modéré est plutôt un plaisir; c'est seulement le travail excessif ou inutile qui est une peine; et c'est au contraire l'inactivité du corps ou de l'esprit qui cause une peine, l'ennui. Tout homme, dans quelque position qu'il soit, depuis le simple ouvrier jusqu'à l'homme d'Etat, désire une occupation quelconque; celui qui employe bien son temps, enrichit l'Etat sans qu'il lui en coûte rien, sans qu'il cède rien; celui-là seul, qui ne fait rien, perd son temps, et c'est lui qui est plutôt une cause de perte pour l'Etat.

L'unique capital du pauvre consiste dans ses forces physiques et intellectuelles. Laisser ce capital sans emploi, c'est le priver de son revenu, de son

existence; et c'est ce qu'on fait en achetant de l'étranger un produit industriel que l'industrie nationale aurait pu fournir.

Adam Smith a commis une grave erreur en économie politique, en faisant considérer comme une perte sans compensation pour une nation, toute la différence qui peut exister entre le prix moins élevé d'un produit de l'industrie étrangère, et le prix plus élevé de ce même produit obtenu par l'industrie nationale; il y a une perte effectivement, car cette différence diminue d'autant le revenu du consommateur de ce produit industriel; c'est une espèce d'impôt mis sur lui; mais cette diminution de revenu est souvent bien plus que compensée par l'importance du revenu tout entier, dont ce produit a été l'occasion pour la classe industrielle nationale.

Adam Smith, dans un passage que M. de Sismondi a pris pour épigraphe d'un de ses ouvrages, a dit: « La maxime de tout chef de famille prudent, » est de ne jamais essayer de faire chez soi la chose » qui lui coûtera moins à acheter qu'à faire.... Ce » qui est prudence dans la conduite de chaque fa- » mille en particulier, ne peut guère être folie dans » celle d'un grand empire.

» Si un pays étranger, continue Adam Smith, » peut nous fournir une marchandise à meilleur » marché que nous ne sommes en état de l'établir » nous-mêmes, il vaut bien mieux que nous la lui

» achetions (liv. iv, chap. II).» A l'appui de sa théorie, il dit plus loin que : « Au moyen de serres chaudes, on peut faire croître en Ecosse de fort bons raisins, dont on peut faire aussi de fort bon vin, mais qui reviendrait à un prix trente fois plus élevé que celui qu'on tire de l'étranger ; on voit donc qu'il y aurait absurdité évidente à encourager, par des lois prohibitives des vins étrangers, la culture de la vigne en Ecosse, pour qu'on y fit du vin de Bordeaux ou de Bourgogne. »

L'exemple choisi par Adam Smith peut paraître plaisant, mais sa théorie n'en est pas moins fautive.

Son principe est, qu'on ne peut rien obtenir que par des échanges, et que par conséquent il est tout-à-fait indifférent à une nation qu'elle achète ce dont elle a besoin, soit des nationaux, soit de l'étranger ; que la seule chose qui lui importe c'est d'acheter toujours au meilleur marché. Qu'importe en effet, dit Adam Smith, qu'on achète des produits industriels étrangers, l'industrie nationale n'en souffrira pas, puisqu'en définitive ce n'est pas avec de l'argent que les nations se payent entr'elles, mais bien avec leurs produits.

Voilà le raisonnement de l'école d'Adam Smith exposé brièvement dans toute sa force. Il en faut convenir, cet argument est spécieux, et il n'est pas surprenant qu'il ait séduit beaucoup d'hommes de

bon jugement, mais d'un esprit plus spéculatif qu'habitué aux choses de fait. Heureusement un certain instinct national a garanti les législateurs de se laisser séduire par une théorie qui présente l'attrait d'une liberté sans limite.

Dans cette circonstance, le sentiment national, loin d'être en contradiction avec une saine théorie, y est tout-à-fait conforme, et c'est la théorie de Smith qui égare dans cette importante question.

Ce n'est pas uniquement par un échange ou par la cession de certaines choses utiles, qu'une nation peut obtenir d'autres choses utiles. Quand un homme, en faisant usage des facultés physiques et intellectuelles dont il a été doué par la nature, se procure les choses dont il a besoin, il ne donne rien, il ne cède aucune chose pour les obtenir.

Il en est de même d'une nation; ce qu'elle se procure par l'emploi des facultés industrielles de sa population ne lui coûte rien; elle ne fait qu'employer ses divers capitaux, tant fonciers que mobiliers, tant industriels que pécuniaires; les hommes n'usent pas leurs facultés en s'en servant; ces facultés s'énervent au contraire, au physique comme au moral, lorsqu'on n'en fait pas usage.

Expliquons, par des choses de fait, ces divers raisonnemens. Certainement, comme dit Smith, les Ecossais auraient tort de chercher à faire chez eux du vin de Bordeaux ou de Bourgogne; car ils au-

raient beaucoup de peine à acclimater chez eux les vignes de Bordeaux ou de Bourgogne ; mais il a été plus facile pour la France d'acclimater chez elle les métiers à filer et à tisser de l'Ecosse ; je sais qu'il a fallu plus de trente années pour cela, mais enfin, on en est venu à bout avec un peu de patience.

Admettons, ce qui est vrai jusqu'à un certain point, que par le bas prix de leur fer et de leur charbon, et peut-être parce qu'ils ont plus de persévérance à l'ouvrage, les Ecossais puissent fournir aux Français des tissus de coton à 20 p. 0/0 meilleur marché que ces derniers ; il en résulterait que les consommateurs de ces tissus seraient obligés de payer 120 millions à des Français ce qu'ils n'auraient payé que 100 millions aux Ecossais (1). On ne peut nier que, dans ce cas, c'est une espèce d'impôt de 20 millions payé par le consommateur français ; mais quand on considère que cette espèce d'impôt est la source de près de 100 millions de revenus pour des industriels français, on le trouvera non seulement légitime, mais une cause importante d'accroissement dans la richesse nationale.

Effectivement, voyons ce qui serait résulté si, il y a quarante ans, le gouvernement français avait

(1) Dans ces sommes, je ne parle que de ce qui est payé pour la filature et le tissage, et je ne fais pas entrer en compte ce qui est payé pour le coton en laine, dépense qui est égale pour les deux pays.

adopté la théorie d'Adam Smith : il aurait laissé acheter les tissus de coton là où ils se trouvaient, à meilleur marché ; il n'aurait fait aucun frais, pour faire venir d'Angleterre d'habiles mécaniciens, ainsi que des métiers pour filer et tisser le coton, et le bas prix des tissus de coton aurait découragé d'entreprendre les immenses établissements qui se créèrent en France vers cette époque ; et définitivement, en suivant cette théorie, la France aurait été privée de 120 millions de revenu annuel dont elle jouit peut-être actuellement de plus, revenu équivalant à trois milliards en capital, puisque, comme nous l'avons vu, le capital est en raison proportionnelle du revenu ; car effectivement, la classe industrielle française jouit actuellement de ce revenu, en sus de celui qu'elle aurait eu seulement si l'industrie cotonnière ne s'était pas acclimatée en France par les soins qu'on a mis à la faire prospérer.

Mais, objectera-t-on probablement, cette classe industrielle n'aurait pas perdu ce revenu de 120 millions, il aurait été envoyé pour 100 millions de produits français pour payer les 100 millions de produits anglais ; car on sait maintenant que les nations ne se payent réciproquement qu'en produits, et non pas en argent.

Cela est vrai, je l'accorde, mais ce qui est vrai de nations à nations, l'est aussi de provinces à provinces dans un même Etat, et les provinces du nord

et de l'est de la France, en fournissant leurs produits manufacturés aux provinces du sud et de l'ouest, procureraient aussi bien que l'Angleterre, un débouché aux produits agricoles de ces dernières provinces; mais ce débouché national a un immense avantage sur le débouché étranger.

En effet, la Normandie, l'Artois, la Flandre, l'Alsace, provinces du nord et de l'est, en envoyant leurs tissus en Guyenne, en Bourgogne, en Saintonge, en Beauce, en Touraine, en Provence, leur procurent un débouché pour leurs vins ou eaux-de-vie, leurs blés, leurs soies et leurs savons (1).

On augmente tout aussi bien les débouchés des produits de l'industrie d'une province, par l'achat des produits d'une autre province, qu'en achetant de l'étranger des produits similaires, avec cette immense différence qu'en achetant des provinces nationales, on aura créé dans ces provinces 100 millions de revenus industriels qui, sans cela, n'auraient pas existé chez elles, et auraient été créés en plus pour l'Angleterre au détriment de la France. Ce que je viens de dire des échanges de provinces à provinces, s'applique entièrement aux échanges ré-

(1) Ce qui est énoncé ici théoriquement, s'est trouvé constaté dans une enquête faite dernièrement. En 1786, où les fabriques de ces provinces cessèrent leurs travaux, Bordeaux ne leur expédia qu'une bien moins grande quantité de vins.

ciproques des villes avec les campagnes dans le même pays.

En principe, les nations, les provinces, les villes, les campagnes, ne se payent qu'en leurs produits respectifs et non pas en argent; l'exploitation de leur industrie, soit agricole, soit manufacturière, équivaut pour elles à une exploitation de mines d'argent; elles battent monnaie en faisant battre leurs métiers, en employant leurs bras, leurs outils, leurs machines; et ces échanges des produits, dont nous venons de parler, peuvent parfaitement s'exécuter sans argent, au moyen de promesses d'argent, soit au comptant soit à terme, promesses qui se renouvellent continuellement ainsi que nous le voyons tous les jours, et qui tiennent lieu avec avantage des espèces métalliques d'or ou d'argent.

Plusieurs objections, je le sais, pourront m'être faites. On me dira d'abord que mes chiffres sur l'industrie cotonnière ne sont pas exacts; je le sais bien; mais je n'ai pas voulu faire une statistique de cette industrie, et j'ai fait exprès de choisir des nombres ronds, afin que les calculs pussent se faire à la simple lecture, et pour indiquer par un seul exemple une théorie applicable à un très grand nombre d'industries diverses.

Ensuite, on me dira que si la classe ouvrière est privée d'ouvrage en filature et en tissage de coton, elle cherchera et trouvera d'autres sortes d'ouvrage.

D'abord, cela n'est pas aussi facile qu'on peut le croire, en France du moins, où chaque sorte d'industrie a presque toujours son complet en ouvriers, et où il y a généralement une certaine masse d'ouvriers inoccupés dans chaque partie. c'est-à-dire, qui cherchent de l'ouvrage; mais bien plus, même en admettant que cette classe ouvrière trouverait une autre sorte d'ouvrage, ce ne serait pas une raison pour ne pas encourager une autre sorte d'industrie, qui pourrait fournir à cette classe une nouvelle occupation, et par conséquent un nouveau revenu. Là où des revenus se créent, là s'accroît la population. Glasgow, Liverpool, Manchester, et tant d'autres villes d'Angleterre, ont vu en une trentaine d'années doubler leur population, parce que la population de la classe ouvrière s'accroît à mesure qu'elle trouve à s'employer. Toute nouvelle source de revenu dans un Etat, est à la fois pour lui un accroissement de richesse et de population.

Ce sont les puissans encouragemens donnés pendant plusieurs siècles, par le gouvernement anglais à l'industrie manufacturière et commerçante, en forçant d'abord les nationaux à être consommateurs des produits de l'industrie nationale, qui ont fait arriver les Anglais à ce point de perfectionnement et à ces bas prix, qui leur valent maintenant d'approvisionner presque toutes les contrées de l'univers, et qui leur permettent d'engager toutes les autres nations à

adopter la théorie d'Adam Smith sur la liberté sans limite du commerce des produits industriels.

On me dira enfin, que beaucoup d'intérêts pourraient être lésés par la théorie que j'expose; j'en conviens encore, mais je répondrai que le système d'Adam Smith en lèserait bien davantage, et lèserait surtout ceux des classes industrielles et ouvrières, intérêts peut-être les plus essentiels à ménager, et politiquement et sous le rapport de la richesse de l'Etat.

Une chose aussi à remarquer, c'est que les capitaux en terres ne peuvent pas s'augmenter dans un Etat, tandis que les capitaux en facultés industrielles peuvent s'augmenter excessivement; car si ces capitaux sont tous et bien employés, ils procurent une augmentation de revenu dans la classe industrielle qui accroît aussi sa population, et par la même raison, les capitaux industriels, en sorte que c'est un cercle qui s'agrandit lui-même par sa force de rotation.

Pour résumer ce que je viens de dire à ce sujet, je pense qu'il ne faut pas adopter d'une manière absolue, à l'égard du commerce avec l'étranger, soit le système de liberté sans limite, soit le système restrictif complet; mais que l'homme d'Etat, ministre, pair, ou député, doit regarder les restrictions comme une espèce d'impôt sur le consommateur, impôt qui ne doit être toléré que s'il en résulte un

avantage évident pour la richesse de l'Etat, d'après les bases dont je viens de parler.

C'est ce vieux système qui faisait consister la richesse d'une nation dans la possession des métaux précieux, qui a été l'origine de cette envie extrême de chaque nation d'accroître ses exportations, parce que, se comparant toujours à un marchand, chacune voulait vendre à l'autre plus de choses qu'elle n'en recevait, afin de recevoir en argent la différence en plus des exportations sur les importations, différence qui, suivant ce vieux système, pouvait uniquement accroître la richesse d'une nation; on appelait cela avoir la balance du commerce en sa faveur.

La fausseté de ce système a été démontrée d'une manière évidente par nos bons auteurs, cependant par habitude on aime encore l'exportation; il semble que tout ce qui est exporté est autant de gagné, et si le cabotage, le roulage, et nos canaux, servaient au débouché de nos produits territoriaux, cela ne semblerait pas aussi bon que s'ils étaient chargés sur des bâtimens de trois cents tonneaux. Si on veut une grande marine marchande, imitons l'Angleterre, importons des produits agricoles, et exportons des produits manufacturés, mais ne faisons pas le rebours, et ne cherchons pas à exporter des vins, des blés, des huiles, pour obtenir des produits de l'industrie manufacturière; on ne peut pas augmenter le territoire national, son capi-

tal foncier, mais on peut augmenter son capital industriel; car la population industrielle peut augmenter, il suffit pour cela de lui fournir un revenu par l'emploi de ses facultés physiques et intellectuelles; et ces mêmes produits agricoles, pour lesquels on cherche un débouché, en trouveront un tout naturellement par l'accroissement de cette population, qui aura pu acheter les produits agricoles au moyen de ses produits industriels.

Je sais que ces principes lèseront en partie ceux qui sont engagés dans le commerce outre-mer, et cette considération m'a long-temps retenu puisqu'ayant été pendant plus de vingt ans négociant dans un des principaux ports de France, j'ai pu apprécier tous les avantages d'un grand commerce maritime; mais cependant je crois que sans nuire trop sensiblement à ce genre de commerce, on peut, en adoptant les principes que j'expose dans ce chapitre, accroître de beaucoup les revenus nationaux, la richesse nationale, en fournissant à la classe industrielle manufacturière de nouveaux emplois, source pour elle de nouveaux revenus, et en empêchant au moins qu'elle ne soit privée des revenus que la législation actuelle lui a procurés.

CHAPITRE IX.

De l'usage de nos facultés physiques et intellectuelles.

CERTAINEMENT, l'homme a été doué par la nature de merveilleuses facultés physiques et intellectuelles, dont il peut faire un usage extrêmement utile, soit pour lui, soit pour les autres; toutefois il est fâcheux d'avoir à dire que ces mêmes facultés, ou il peut les laisser oisives, ou il peut, ce qui est encore pis, les employer à faire des choses nuisibles, et des salaires sont malheureusement trop souvent donnés et reçus pour faire ces sortes de choses; l'usage ou l'emploi de nos facultés physiques et intellectuelles, est donc tantôt productif, tantôt improductif, et tantôt destructif d'utilité.

Adam Smith appelle improprement cet emploi ou usage de nos facultés *travail* ; à chaque moment il parle de la valeur du *travail* ; il pose même en principe que le *travail est la seule mesure universelle, aussi bien que la seule exacte des valeurs* (liv. I, chap. v).

Nous avons vu que ce n'était que ce qui avait de l'utilité, ou qui était une cause d'utilité qui pouvait avoir de la valeur, que toute chose inutile par elle-même ou qui pouvait nuire, était sans valeur par rapport à la richesse nationale. Or, le *travail* pouvant être tantôt utile, tantôt inutile, tantôt nuisible, il est impossible qu'il ait une valeur par lui-même, et par conséquent c'est un contre-sens que d'assigner une valeur propre au travail en lui-même, et de dire qu'il est une mesure des valeurs.

Adam Smith dit (liv. II, chap. III) : que le travail des magistrats, civils et militaires, des professeurs, des médecins, n'a pas plus de valeur que celui des domestiques, des farceurs, des danseurs de l'Opéra, parce que, du travail des uns et des autres, il ne reste rien de matériel qui puisse se vendre. L'assimilation qu'il fait ici de ces diverses classes, me paraît aussi fausse qu'elle est ridicule. On peut voir au chapitre où j'ai parlé des moyens et des causes de production, que les travaux de ces premières classes concouraient d'une manière importante, quoiqu'indirecte, à l'augmentation de la production des choses très utiles, tandis qu'on n'en pouvait pas dire autant

de l'autre classe, et qu'ainsi la valeur de ces diverses sortes de travaux ne pouvait nullement être assimilée.

Adam Smith emploie fréquemment ces expressions, *acheter du travail*, *commander du travail*. Depuis plus de trente ans que je suis manufacturier, et que dans mes diverses fabriques j'ai employé bien des centaines d'ouvriers, jamais je n'ai *acheté du travail*, ni *commandé du travail*, parce que ni moi ni personne n'avons besoin de travail, mais seulement de choses utiles ; et dans tous ces endroits le savant professeur de Glasgow a employé des expressions qui trompent sur les faits.

Cette expression de *salaire du travail* , sur laquelle Adam Smith fait reposer unè grande partie de son système, est aussi très vicieuse. Jamais je n'ai vu *salarier* du travail, mais j'ai vu payer un ouvrier pour son ouvrage ; on lui donne très peu pour sa peine. En français, le mot *salaire* est presque toujours pris en mauvaise part. On dit il a reçu un *salaire* pour commettre cette mauvaise action ; on dit le salaire du crime et non pas le salaire du travail.

Lorsqu'on paie un ouvrier, ce n'est pas comme récompense ou salaire de *son travail*, mais c'est parce qu'il vous a fait ou fourni une chose utile ; car pour *son travail* ou sa *peine*, celui qui paie ne s'en inquiète pas ; tant pis pour l'ouvrier s'il est moins habile, et s'il

fait moins d'ouvrage, ou s'il le fait moins bien que tel autre qui se donne moins de peine et en fait davantage; ce dernier est toujours mieux *payé* ou *salarie* que le premier, parce que jamais on ne *salarie* le *travail*, mais qu'on paie à proportion de l'utilité fournie.

Adam Smith dit (chap. VIII) : « Que lorsqu'un teinturier a trouvé le moyen de faire une teinture particulière avec des matières qui lui coûtent moitié prix de celles qu'on emploie communément, son gain extraordinaire provient du haut prix qu'on lui paie pour son *travail*, des hauts *salaires* de son *travail*. » Adam Smith est ici à côté de la vérité. En lui achetant sa teinture, on ne *salarie* pas son *travail*, on lui achète seulement cette teinture; si le teinturier gagne, c'est parce qu'il a trouvé des drogues à bon marché pour la faire, tandis que les autres teinturiers sont obligés d'en acheter de plus chères; son gain provient de son plus d'intelligence ou d'un heureux hasard; mais le *salaire du travail* n'est pour rien là dedans, c'est purement un gain commercial; nous voyons donc que cette expression de *salaire du travail*, employée si fréquemment par Adam Smith, doit être rejetée de la science comme ne donnant pas une idée juste des faits.

Dès le second chapitre de ses *Recherches sur la richesse des nations*, Adam Smith traite de ce qu'il appelle la *division du travail*.

D'abord, cette expression est vicieuse; car on ne se représente pas ce que c'est que du travail qui est divisé. Si quelqu'un a plusieurs sortes de choses à faire, on peut répartir chaque sorte de choses à faire entre plusieurs personnes; et cette idée serait mieux rendue par l'expression de la *répartition des diverses sortes d'occupation*. Admettons cependant ce sens que donne Adam Smith à son expression de *division du travail*, et nous verrons que ce qu'il en dit n'éclaire nullement les questions relatives à la richesse des nations.

Pourquoi voyons-nous dans toute société cette si grande diversité d'états ou professions? C'est parce que les choses qui nous sont utiles ou agréables, sont d'une nature extrêmement diverse, et que chacune, pour sa production, exige de certains outils et une certaine habileté à s'en servir. Pour prendre du poisson, il faut des bateaux, des filets; pour faire venir du blé, des bèches, une charrue; pour avoir du gibier, des armes; pour faire de la toile, un métier, une navette; pour faire des meubles, une scie, un rabot, etc.; pour faire des outils, il faut une forge, des marteaux et des limes, et il faut avoir acquis, par l'habitude, une certaine habileté pour se servir de tous ces divers outils; et comme celui qui possède ces outils et cette habileté, a un immense avantage sur celui qui ne les possède pas pour fournir plus facilement la sorte d'utilité dont la production a été son

occupation spéciale, naturellement on s'est adressé à celui qui avait en même temps des outils et l'habitude de s'en servir : le forgeron se sert mal de la navette du tisserand, et le tisserand se sert mal du marteau du forgeron. Beaucoup d'états ou de professions nécessitent des études préalables qui exigent qu'on s'en fasse une occupation exclusive. Pour être habile médecin, habile jurisconsulte, il faut se vouer entièrement, l'un à l'étude de l'art de guérir, l'autre à l'étude du droit.

Telles sont les véritables causes qui ont engagé les hommes à faire spécialement une seule sorte de choses, et non pas toutes sortes de choses à la fois; et ce fait n'a nullement pour origine le soi-disant penchant naturel de l'homme à trafiquer. Ainsi, quand Adam Smith dit (liv. I, chap. II) que : « Sans » la disposition naturelle des hommes à trafiquer, » à échanger, chacun aurait été obligé de se procurer à soi-même toutes les nécessités et commodités » de la vie ; que c'est ce penchant, cette disposition » à trafiquer qui, dans l'origine, a donné lieu à la » division du travail, » nous croyons qu'il y a de sa part imparfaite observation des faits, et que cette locution de *division du travail*, est à rejeter de la science de la richesse des nations.

CHAPITRE X.

De la valeur vénale ou commerciale des choses.

PRESQUE tous les auteurs donnent, ainsi que nous l'avons vu, un triple, et même souvent, un quadruple sens au mot *valeur*; cependant généralement ils entendent par la *valeur échangeable* d'une chose, l'utilité qu'elle pourrait avoir par sa cession comme moyen d'acquisition; sorte d'utilité mieux désignée par l'expression de *valeur commerciale*: l'échange, dans le sens attaché ordinairement à ce mot, n'ayant lieu que dans des pays non civilisés,

Mais cette expression de *valeur échangeable* a été si fréquemment employée par Adam Smith, et les auteurs de son école, qu'il convient d'examiner ce

qui a rapport à cette valeur commerciale ou échangeable, sorte de valeur toujours indiquée par le prix estimatif ou courant des choses.

Presque tous les auteurs, à l'exemple d'Adam Smith, disent que la valeur échangeable des choses est en proportion de ce qu'elles coûtent en travail pour être produites (1).

Ricardo dit même positivement (chap. xxviii) :
 « L'or et l'argent, ainsi que toutes les autres marchandises, n'ont de valeur qu'à proportion de la quantité de travail nécessaire pour les produire et les faire arriver au marché. L'or est environ quinze fois plus cher que l'argent, sans que la demande en soit quinze fois plus forte, ni que l'argent soit quinze fois plus abondant; mais uniquement en raison de ce qu'il faut quinze fois plus de travail pour obtenir une quantité déterminée d'or. »

Il y a ici erreur manifeste de la part de Ricardo et de ceux qui partagent son opinion.

La *valeur commerciale* de l'or est effectivement entre quinze et seize fois plus grande que celle de l'argent, mais par une cause entièrement différente de celle que lui assigne Ricardo.

La valeur commerciale de l'or est en Angleterre

(1) Voyez Adam Smith, liv. 1, chap. vi.

dix-neuf mille fois plus grande que celle du fer (1). Et certainement, il ne faut pas dix-neuf mille fois plus de travail pour obtenir un kilogramme d'or que pour obtenir un kilogramme de fer; car l'or se trouve toujours presque à un état natif; un mélange avec du mercure, une lixivation et une distillation pour enlever le mercure, suffisent pour obtenir un kilogramme d'or sans beaucoup de travail, tandis qu'il en faut bien davantage pour obtenir dix-neuf mille kilogrammes de fer; cette différence d'un à dix-neuf mille ne provient donc pas du travail, mais de ce que les mines de fer sont bien plus nombreuses et bien plus abondantes que les mines d'or.

Une pièce de vin des environs de Paris coûte tout autant en travail qu'une pièce de vin de Bordeaux d'un clos renommé, et tout le monde sait que cependant leur valeur commerciale est bien différente.

Je pourrais multiplier ces exemples à l'infini. Ainsi, Ricardo, en disant que « les choses n'ont de » valeur qu'en proportion de la quantité de travail » nécessaire pour les produire, » et Adam Smith, en disant « que le travail est la seule mesure universelle » aussi bien que la seule exacte des valeurs, » ont établi un principe complètement erroné, et comme tout ce qui regarde la valeur des choses est fonda-

(1) Avec un kilogramme d'or on peut acheter 19,000 kilogrammes de fer en Angleterre.

mental dans la science des richesses, on doit voir combien un ouvrage, qui repose sur un aussi faux principe, doit égarer ceux qui veulent étudier cette science (1).

L'origine de la valeur commerciale des choses est cependant facile à expliquer.

Il ne suffit pas qu'une chose soit utile, et même extrêmement utile, pour qu'elle ait une valeur commerciale; il faut en outre que l'on ait, ou puisse avoir sur elle un droit exclusif de possession. Les terres les plus fertiles n'ont aucune valeur commerciale dans les contrées où leur possession exclusive est sans aucune garantie. Les chutes d'eau, les sources d'eaux minérales restent sans valeur commerciale, tant que tout le monde en peut jouir; mais dès qu'elles deviennent une propriété exclusive, elles peuvent avoir une très grande valeur vénale. Presque toutes les fois qu'une marchandise est accaparée, elle vient à augmenter de prix, de valeur vénale ou commerciale, sans qu'elle soit devenue pour cela plus rare en réalité, ou plus utile; mais la seule cause de cette augmentation de prix tient à la plus grande influence du droit d'exclusive possession. Quelque chose que tout le monde peut avoir n'a aucune valeur

(1) J'expliquerai plus tard la cause de cette erreur, qui provient de ce que ces auteurs ont confondu le *coût* d'une chose avec sa *valeur*. Dans ce moment, cela m'écarterait trop du sujet de ce chapitre.

vénale; l'eau, au bord d'une rivière, n'a aucune valeur vénale; mais dès qu'un porteur d'eau en a rempli ses seaux, et qu'il peut dire : cette eau appartient à moi et non à vous, elle acquiert une valeur commerciale, c'est-à-dire, il peut en obtenir un prix (1), et ce prix sera la mesure de sa valeur sous ce rapport.

Les auteurs de l'école d'Adam Smith, ou plutôt tous les auteurs, disent que lorsqu'on paie un porteur d'eau, c'est comme *salaires de son travail*; ce n'est pas là la vérité; ce qui seulement est vrai, c'est qu'on achète son eau; c'est son eau et non pas son travail qu'on paie. Quand on paie une voie d'eau à un porteur d'eau à bras, il ne vient pas seulement dans l'idée de celui-ci de dire à son acheteur qu'il doit la lui payer plus cher qu'au porteur d'eau qui a un cheval, sous le prétexte qu'il a eu plus de peine à porter cette eau, qu'elle lui a coûté un plus grand travail; il sait qu'on lui répondrait : ce n'est pas de votre travail dont j'ai besoin, mais de vos deux seaux d'eau : c'est cela que j'achète; le porteur d'eau aurait beau citer Adam Smith, Ricardo, Malthus, etc., et réclamer la récompense, le *salaires de son travail*, on lui dirait qu'il ne sait ce qu'il dit, et l'on aurait raison.

(1) Le mot prix, tout seul, est employé dans cet ouvrage dans son sens le plus en usage, celui de *prix pécuniaire*.

Adam Smith dit qu'il est évident que le *travail* est le fondement et la mesure de la valeur échangeable ou commerciale d'une chose.

Moi je dis qu'il est évident que le droit d'exclusive possession est le fondement de cette valeur, et que son *prix courant* est la mesure exacte de cette même valeur. C'est à mon lecteur à voir ce qui est le plus évident.

Ce qui prouve encore que ce qui est payé à un ouvrier n'est pas une récompense ou un *salairé pour son travail*, mais bien un paiement pour la sorte d'utilité qu'il fournit, c'est qu'autant qu'on le peut, on le paie à ses pièces, c'est-à-dire, qu'on paie l'ouvrier tisseur, en laine, en soie, en coton, à tant l'aune qu'il livre, de la même manière qu'on paie un marchand de draps, d'étoffes de soie ou de coton, en raison de la quantité d'aunes portées sur sa facture. Ni l'ouvrier ni le marchand ne reçoivent un *salairé pour leur travail*, mais un paiement pour la sorte d'utilité qu'ils fournissent. Je le répète, cette expression de *salairé du travail* est aussi vicieuse en théorie qu'elle est fautive en fait et nuisible à la science.

Je n'accumulerai pas les exemples; celui des ouvriers tisseurs doit suffire; car chacun de mes lecteurs en trouvera cent de la même nature, et je ne veux pas allonger inutilement ces études.

Plusieurs auteurs ont regardé la rareté et l'abondance comme la cause de l'augmentation et de la

diminution de la valeur commerciale des choses. Je suis d'accord avec eux, en ce sens que la rareté d'une chose augmente le parti que le propriétaire de cette chose peut tirer de son droit de possession, comme l'abondance diminue l'influence de ce même droit; mais le principe que j'ai posé reste le même : c'est que le droit de possession est le fondement de la valeur vénale des choses.

Dans le contrat commercial appelé *échange*, il y a toujours deux contractans et deux choses échangées, deux objets acquis au moyen de deux objets donnés en paiement.

Ceci pouvant paraître un peu abstrait, je vais le rendre plus sensible par un exemple.

Supposons deux propriétaires, l'un d'une maison, l'autre d'un champ; celui qui a la maison désire avoir un champ, et en même temps, celui qui a le champ, désire avoir une maison; le premier achètera réellement le champ en donnant en paiement la maison, comme le second achètera aussi la maison en donnant en paiement son champ; même dans ce cas, en France, il est payé un droit d'enregistrement sur la valeur vénale estimative de ces deux objets, comme étant réellement vendus et achetés. Cet exemple est applicable à tous les cas; ainsi, lorsque les fermiers ont d'abondantes récoltes en blé, et que les vigneronns ont une mauvaise récolte en vin, la valeur commerciale du blé ou sa puis-

sance d'acquisition diminue par rapport au vin, et celle du vin augmente par rapport au blé ; et s'il survient un cas contraire, ce sera celle du blé qui augmentera, et celle du vin qui diminuera ; mais ce fait aura toujours pour cause et pour explication le droit d'exclusive possession des propriétaires et du blé et du vin.

Ce que je viens de dire à l'égard de l'échange en nature de marchandise contre marchandise, est entièrement applicable à l'échange de marchandise contre argent ; seulement, ce que le vendeur désire obtenir, c'est de l'argent, et ce qu'il donne en paiement, c'est sa marchandise, tandis que ce que l'acheteur désire obtenir, c'est la marchandise, et ce qu'il donne en paiement c'est son argent.

Par conséquent, la marchandise augmente de *valeur commerciale* en raison composée, et de sa rareté et de l'abondance de l'argent, tout comme elle baisse de prix en raison composée, et de son abondance et de la rareté de l'argent. La cherté de certaines choses vénales en Angleterre tient en grande partie à l'abondance de l'argent dans de certaines mains, tandis qu'en France elles sont à bas prix par une raison contraire.

Je dois donc faire remarquer ici que, loin que la valeur échangeable, ou puissance d'acquisition, de l'argent soit peu variable, elle est au contraire extrêmement variable, puisqu'elle dépend de la variation

du prix de chacune d'elles, et qui tient, soit à leur rareté, soit à leur abondance, soit à la crainte ou à l'espérance d'événemens à venir, sans compter les causes qui peuvent augmenter ou diminuer la valeur échangeable ou commerciale de l'argent, telles que la découverte de nouvelles mines d'or ou d'argent, et la concurrence des promesses d'argent au comptant ou à court terme.

On ne saurait donc trop s'étonner que la plupart des auteurs aient voulu attribuer à un poids déterminé d'argent une *valeur* déterminée dans le sens de sa *valeur échangeable*, ou comme moyen d'acquisition ; il est évident que son utilité, sous ce rapport, varie à chaque instant, et pour chaque chose.

CHAPITRE XI.

De la valeur des choses en général.

J'ENTAME un sujet qui a été l'objet de nombreuses discussions, et sur lequel les auteurs sont loin d'être d'accord entre eux. Malthus n'est pas d'accord avec Ricardo, Ricardo n'est pas d'accord avec J.-B. Say, et J.-B. Say a été à ce sujet d'une opinion différente de la mienne (1).

Ricardo a dit, avec raison : « Il n'est point de » source d'où il soit découlé autant d'erreurs dans » la science de l'économie politique, que le ~~sens~~

(1) *Des Principes de l'Economie politique*, par Ricardo, avec notes de J.-B. Say, tom. II, pag. 100, note.

Traité d'Economie politique, 4^e édition, tom. I, pag. 15.

Cours complet d'Economie politique, tom. I, pag. 144.

» vague et peu précis qu'on attache au mot *valeur* (1). » Et effectivement, si je voulais citer tout ce qui se trouve de contradictoire et d'erroné dans les nombreux ouvrages où l'on parle de la *valeur* des choses, cela seul suffirait pour former un gros volume, et l'on verrait que, loin que cette matière se soit éclaircie par tant d'écrits, elle est restée plus obscure qu'auparavant.

Je vais, en peu de pages, résumer tout ce qui a rapport à ce sujet, et l'on verra que toutes ces longues discussions sur la *valeur des choses*, ne proviennent que de mésentendus, et n'ont eu lieu que parce que tous les auteurs ont voulu exprimer quatre sortes d'idées tout-à-fait différentes par le seul et même mot *valeur*, au lieu d'employer, comme on doit toujours le faire lorsqu'on veut être clair, des expressions différentes lorsqu'on veut exprimer des idées différentes. C'est ce que je vais faire voir d'une manière plus sensible.

Nous avons vu que quelque chose qui n'avait aucune espèce d'utilité n'avait, par cela même, aucune espèce de valeur, et que chacun estimait chaque chose en raison de la sorte d'utilité que cette chose avait pour lui; nous avons aussi remarqué que les choses pouvaient posséder une ou plusieurs des trois sortes d'utilités suivantes, c'est-à-dire, qu'elles pouvaient être utiles :

Principes d'Economie politique, tom. I, pag. 9.

1° Comme moyens de satisfaire, *par leur usage immédiat*, nos besoins ou goûts divers;

2° Comme moyens ou causes de productions, *par leur emploi*, des sortes d'utilités précédentes;

3° Comme moyens de procurer, *par leur cession*, les deux sortes d'utilités précédentes.

D'où il suit qu'un bœuf, par exemple, peut avoir en même temps, en raison de ces trois sortes d'utilités, trois sortes de valeurs très différentes, lesquelles peuvent souvent augmenter ou diminuer en sens contraire, suivant qu'il s'agit de chacune des trois sortes d'utilités dont nous venons de parler.

Un bœuf vient à maigrir, mais en même temps le prix des bœufs vient à monter, et il peut se vendre plus cher que lorsqu'il était plus gras; a-t-il augmenté, ou a-t-il diminué de *valeur*? Voilà la question telle qu'elle est posée par les économistes actuels; chacun d'eux la résout d'une manière différente, et appuie son opinion sur de très bonnes raisons.

L'école d'Adam Smith dit que ce bœuf a augmenté de valeur, puisqu'il peut, dit-il, à cause de son augmentation de prix, *commander plus de travail*, et que le *travail* est la mesure de la valeur.

J.-B. Say dit qu'il a diminué de valeur, puisqu'un bœuf maigre est moins utile qu'un bœuf gras, et que dans le cas où les prix augmentent sans que l'utilité augmente, il n'y a pas d'augmentation de *valeur*.

Enfin, Ricardo dit que la *valeur* de ce bœuf est restée la même, puisqu'une chose ne vaut que ce qu'elle coûte pour être produite, et que son augmentation de prix n'a pas augmenté ses frais de production.

Chacune de ces trois opinions est soutenue avec chaleur, et après de très longues discussions, rien n'est avancé; personne n'a changé d'opinion.

Pendant la question est très simple en elle-même, seulement elle a été mal posée; et pour s'entendre, il aurait suffi de faire connaître, au moyen d'un adjectif joint au mot *valeur*, de quelle sorte de *valeur* on voulait parler, puisque le bœuf en question pouvait être utile ou avoir de la valeur de trois manières très différentes entr'elles: ou par son usage comme objet de consommation; ou par son emploi comme moyen de production; ou enfin, par sa cession comme moyen d'acquisition; ainsi, dans le cas dont il s'agit, on peut répondre que sous le premier rapport sa *valeur* a diminué, que sous le second rapport, sa *valeur* est restée peut-être la même; mais que sous le troisième rapport, sa *valeur* a réellement augmenté.

Pour un consommateur sa *valeur* a diminué, puisqu'il a moins de viande, et qu'elle est moins bonne.

Pour un laboureur, sa *valeur* est restée la même s'il lui fait autant d'ouvrage.

Pour un marchand de bœufs elle a augmenté, puisqu'il peut, par sa vente, en obtenir plus d'argent.

Le consommateur, le laboureur, le marchand, ont tous parfaitement raison; mais ceux qui ont tort, ce sont ceux qui, en employant ce mot *valeur* tout seul, lui donnent réellement, suivant que cela leur convient, tantôt l'un, tantôt l'autre des divers sens qu'il peut avoir.

Par exemple, si l'on demande s'il est vrai que c'est en raison de leur *valeur* que les choses font partie de la richesse d'une nation, il ne faut pas répondre inconsidérément : oui, car si celui qui fait cette demande, dit qu'il entend par la valeur d'une chose, sa *valeur vénale* ou *échangeable*, il faut répondre : non, et ne répondre *oui* que s'il vous dit que, par la *valeur* d'une chose, il entend sa *valeur intrinsèque en usage*.

Effectivement, la *valeur vénale* d'une chose n'indique pas l'utilité de la chose elle-même, mais seulement l'utilité que pourrait avoir la *cession* de cette chose. Cette valeur vénale ou échangeable n'est pas en proportion du degré d'utilité de la chose elle-même, mais seulement en raison du degré d'utilité que pourrait avoir la *cession* de cette chose.

Or, un grand Etat cède à peine la millième partie des choses qui entrent annuellement en sa possession par l'emploi de ses divers moyens de production; il est vrai que dans ce grand Etat, presque toutes ces choses se cèdent ou se vendent, et que plus l'utilité de la cession de ces choses, ou leur *valeur vénale* ou

échangeable de ces choses s'augmente, plus leurs vendeurs deviennent riches; mais plus aussi ceux qui les achètent deviennent pauvres; ainsi, l'augmentation des *valeurs vénales* dans un grand Etat est loin d'être pour lui une augmentation de richesse.

Quesnay a dit à ce sujet (1): « La valeur vénale est » la mesure des richesses de la nation (2).—Telle est » la valeur vénale, tel est le revenu.—Qu'on ne fasse » point baisser le prix des marchandises dans le » royaume.»—Plus loin il dit: «Qu'on ne croie pas » que le bon marché des denrées est profitable au » même peuple.—Abondance et non-valeur n'est pas » richesse; abondance et cherté est opulence (3). »

Tout est faux dans ces maximes adoptées par Adam Smith et par les auteurs les plus en réputation; on a pu le voir par ce que j'ai dit jusqu'ici, et d'ailleurs cette dernière maxime, *abondance et cherté est opulence*, prouve que le docteur Quesnay, fondateur de la science économique, et Adam Smith son élève, ont pu dire d'excellentes choses, mais qu'ils n'avaient que des connaissances très imparfaites sur les faits relatifs à la richesse; mieux informés, ils auraient su qu'il y avait incompatibilité entre *abondance et cherté*, et que de dire *abondance et cherté est richesse*, c'était dire une chose contradictoire et qui touchait au ridicule.

(1) *Physiocratie*, pag. 148.

(2) *Idem*, p. 116.

(3) Maxime XVIII.

Ce n'est pas la somme des *valeurs vénale ou échangeable*, mais bien la somme des *valeurs intrinsèques en usage* qui forme la richesse d'une nation, puisque cette richesse consiste dans la somme des besoins annuellement satisfaits chez elle, et non pas dans la somme des *valeurs vénales* des choses qui y existent.

En conséquence de ce qui précède, il m'a paru que l'expression de *valeur vénale ou commerciale* d'une chose exprimait sans ambiguïté son *utilité comme moyen d'acquisition par sa cession*, et que son *prix courant* indiquait en même temps sa puissance d'acquisition par rapport à l'argent ou toute autre chose, et la puissance d'acquisition de l'argent par rapport à cette même chose ;

Que l'expression de *valeur intrinsèque en usage* d'une chose indiquait bien l'utilité qu'elle pouvait avoir directement par elle-même par son usage, comme moyen de satisfaire nos besoins ou nos goûts divers ;

Que l'expression de *valeur, comme moyen ou cause de production* d'une chose ou d'une personne indiquait convenablement l'utilité qu'elle pouvait avoir comme moyen ou cause de production de choses utiles par elles-mêmes ;

Enfin, que ce n'était pas en raison de leur *valeur commerciale*, mais bien en raison de leur *valeur intrinsèque en usage, ou comme moyen de production,*

que les choses faisaient partie de la richesse d'une nation.

. Au moyen de ces simples explications, on peut voir que toutes ces longues et fatigantes discussions auraient été évitées, si l'on n'avait jamais employé le mot *valeur* tout seul, et d'une manière abstraite, et si l'on avait toujours eu soin de l'accompagner d'un autre mot qui n'aurait laissé aucun doute sur le sens précis qu'on y attachait dans chaque passage.

On ne saurait croire quelle patience il m'a fallu avoir pour démêler, dans les quatre-vingts volumes sur l'économie politique que j'ai lus, tous les sens différens que non seulement chacun des différens auteurs, mais, qui plus est, les mêmes auteurs donnaient au mot *valeur*; et je trouve tout naturel que peu de lecteurs puissent se déterminer à prendre la même peine.

On nie l'existence de la science de l'économie politique, et l'on a raison si on parle de cette science telle qu'elle a été imaginée par Adam Smith, et telle qu'elle est continuée par les auteurs qui adoptent ses principes et sa nomenclature, c'est-à-dire, par la plupart des auteurs qui ont écrit sur l'économie politique. Cette science n'existera que lorsqu'après avoir bien connu et bien apprécié les faits, on aura su les développer clairement et en tirer des conséquences utiles aux questions pratiques relatives au commerce, aux impôts, aux dépenses publiques, aux

banques et crédits commerciaux, à la population, à l'extinction de la misère, etc., etc. J'ai essayé, par cet écrit, de faciliter aux jeunes auteurs la direction à suivre pour atteindre un tel but, et de les aider dans leurs études sur un sujet qui me semble digne d'attirer l'attention générale.

1917

1. The first part of the year was spent in the
field, working on the various projects
of the department. The work was
very busy and the results were
very satisfactory.

CHAPITRE XII.

De la population.

Au nombre des erreurs propagées par les meilleurs ouvrages sur l'économie politique, il en est une qui peut avoir les conséquences les plus déplorable, non seulement pour la morale publique, mais encore sur la prospérité et la richesse des nations. Cette erreur est d'attribuer la misère qui afflige la plupart des Etats, à l'excès de leur population. Par suite de cette opinion, plusieurs auteurs prétendent que loin de chercher à accroître la population dans un pays, il faut au contraire tâcher de la diminuer.

Arthur Young, cité et approuvé par Malthus, *Essai*, etc., tom. III, pag. 163, dit (1) : « Le » royaume de France serait beaucoup plus puis- » sant et plus florissant s'il comptait cinq ou six » millions de moins dans le nombre de ses habi- » tans ; *l'excessive population* qui le surcharge pré- » sente un spectacle de misère pénible à voir. »

Brouham, après avoir fait l'éloge de l'ouvrage de Malthus, sur la population, a dit : « Le prin- » cipal malheur de la France est d'avoir une *popu- » lation si grande*, qu'il ne peut ni l'employer ni la » nourrir ; malheur qui provient de la trop grande » division de la propriété dans ce pays-là. » Dans un discours prononcé à la Chambre des communes, le 16 décembre 1819, il a dit : « Je n'hésite pas à » soutenir que *l'excès de population* est une des prin- » cipales causes de la détresse qui afflige en ce mo- » ment notre pays ; c'est un abus de la littérature » que de chercher à combattre un principe qui est » le plus vrai de toute l'économie politique, et c'est » à tort qu'on essaie de déprécier les auteurs qui » cherchent à nous délivrer du terrible fléau de » *l'excès de population*. »

M. Sismondi dit (2) : « Nous éprouvons aujourd'hui

(1) *Travels in France*, tom. I, pag. 368.

(2) *Economie politique*, tom. II, pag. 303.

» *d'hui dans toute l'Europe, la calamité de ne pouvoir*
 » *maintenir une population surabondante.* »

Enfin, Malthus a dit (1) : « Par chaque période
 » de vingt-cinq années, les subsistances ne peu-
 » vent croître plus rapidement qu'en proportion
 » arithmétique, c'est-à-dire, que dans le rapport
 » des nombres 1, 2, 3, 4, 5, etc. ; tandis que, dans
 » la même période, la population peut croître en
 » proportion géométrique, c'est-à-dire, dans le
 » rapport des nombres 1, 2, 4, 8, 16 ; etc. ; ainsi
 » par chaque période de cinquante années, les sub-
 » sistances ne pourraient que doubler, tandis que la
 » population pourrait quadrupler. » « Si, comme
 » je le crois, dit-il plus loin (2), le rapport de la
 » population aux subsistances est tel que je l'ai éta-
 » bli, l'époque où le nombre des hommes surpasse
 » le niveau des moyens de subsistance est depuis
 » long-temps arrivée. »

« Sûrs maintenant, dit-il encore (3), que jamais
 » nous ne pourrons réussir à élever les vivres au
 » niveau de la population, nous tâcherons d'abais-
 » ser la population au niveau des subsistances.

» Puisque nous avons reconnu qu'en augmentant
 » le nombre des ouvriers, nous n'avons fait qu'ac-

(1) *Essai sur le Principe de population*, tom. I, pag. 41 et 43.

(2) *Idem*, tom. II, pag. 274.

(3) *Idem*, tom. III, pag. 47.

» croître la pauvreté, je souhaiterais qu'on essayât
 » d'en diminuer le nombre. Ce moyen de diminuer
 » la pauvreté me semble si clair en théorie, que
 » rien ne peut nous justifier de ne pas le mettre en
 » œuvre. »

Voici le premier moyen proposé par Malthus :

« Il faut désavouer, dit-il (1), le prétendu droit
 » des pauvres à être entretenus aux frais de la so-
 » ciété (2) ; je proposerais qu'il fût publié une loi
 » portant que l'assistance des paroisses serait refusée
 » aux enfans nés d'un mariage contracté plus d'un an
 » après la promulgation de cette loi, et aussi refu-
 » sée à tous les enfans illégitimes nés deux ans après
 » la même époque. Cette opération, sans fouler
 » personne, rendrait la génération naissante moins
 » dépendante du gouvernement et des riches. Par
 » rapport à la société, un enfant peut être aisément
 » remplacé. La seule difficulté qu'on aurait à
 » vaincre, naîtrait de la facilité avec laquelle on
 » est disposé à exercer la bienfaisance. »

Plus clairement, il veut dire qu'il craint que, si les paroisses ne vont pas au secours des jeunes en-

(1) Malthus, *Principe de la population*, tom. III, pag. 107.

(2) *Idem*. Dans ses premières éditions, Malthus avait écrit : « La nature a dit au pauvre : *Il n'y a plus de place pour toi au banquet de la vie, retire-toi.* » Il a supprimé cette phrase un peu brutale, mais il en a conservé le sens.

fans, les particuliers, pressés par la pitié, ne viennent à s'en charger, ce qui détruirait le bon effet de la loi qu'il propose pour diminuer la population ; continuons :

« Il paraîtra peut-être bien dur qu'une mère et
 » des enfans, qui n'ont aucun reproche à se faire,
 » soient appelés, à souffrir de la mauvaise conduite
 » du chef de la famille; mais c'est encore là une loi
 » universelle de la nature; il paraît indispensable
 » dans le gouvernement *moral* de cet univers, que
 » les péchés des pères soient punis sur les enfans.

» Si mon projet de loi était adopté, on n'aurait
 » trompé personne; on n'aurait fait tort à aucun
 » individu; ainsi, personne n'aurait droit de se
 » plaindre. »

Ici Malthus a raison ; les enfans seraient morts de besoin, et les mères mortes de chagrin ; mais est-ce bien sérieusement que Malthus nous dit que sa loi est fondée sur une loi universelle de la nature, que sa loi est *morale*. Si, sous ce rapport, j'avais fait l'éloge de cette loi, on aurait pris cela pour une amère ironie de ma part. Suivant les partisans des principes de Malthus, ce n'est pas l'image de saint Vincent-de-Paul faisant ouvrir des asiles à l'enfance abandonnée, qu'il faudrait présenter à l'admiration des peuples, mais bien celle de Malthus tenant son

livre du *Principe de population à la main*, et faisant fermer ces asiles (1).

Le second moyen proposé par Malthus n'est guère meilleur, et il l'a gazé le plus qu'il a pu.

« Il est important, dit-il, dans les efforts que nous faisons pour venir au secours des classes ouvrières dans la conjoncture actuelle, de se convaincre qu'il serait à désirer qu'on les employât à des travaux improductifs. On ne pourrait pas objecter à cette manière d'employer une forte somme levée au moyen de l'impôt, que cela tendrait à diminuer le capital affecté au travail productif, car jusqu'à un certain point c'est là précisément ce qui est à désirer ; mais cela pourrait peut-être avoir l'effet de ne pas laisser apercevoir assez le manque réel de la demande nationale pour des bras, en empêchant ainsi la population de s'accommoder graduellement à la diminution de cette demande. On pourrait cependant trouver un *puissant correctif* à cet inconvénient dans la valeur des salaires qu'on accorderait aux ouvriers. » (Tom. II, page 300.) Malgré l'obscurité calculée de ce passage, il est facile de voir que chaque phrase de ce paragraphe renferme une

(1) M. Hegowisch, l'un des traducteurs allemands de l'ouvrage de Malthus, dit qu'on devrait lui élever des statues. Voir la préface de sa traduction, *Economie politique*, tom. II, pag. 300.

idée blâmable. Quels sont en effet les moyens qu'il propose pour venir au secours des classes ouvrières ? 1° De diminuer le capital affecté au travail productif en levant annuellement une forte somme par le moyen de l'impôt ; 2° d'employer cet argent à salarier des fonctionnaires inutiles, mais fastueux ; et de transformer les ouvriers utiles en soldats de parade ou en domestiques à gages ; de transformer le laborieux et indépendant ouvrier anglais en un fainéant mercenaire. Quoique ce moyen lui semble beau, Malthus lui trouve cependant un inconvénient : c'est que la population laborieuse ne diminuerait pas assez promptement ; et il a soin d'ajouter qu'on pourrait cependant trouver un puissant correctif à cet inconvénient, dans la diminution des salaires qu'on accorderait aux ouvriers. De cette manière effectivement on parviendrait d'une manière efficace à diminuer la classe des ouvriers en faisant périr de misère leurs femmes et leurs enfans. Voilà les moyens conseillés par Malthus pour venir au secours des classes ouvrières. Périssent la science de l'économie politique plutôt que d'adopter des principes qui conduiraient à de si affreux conseils !

Heureusement la vraie science enseigne au contraire qu'une juste rétribution accordée à l'homme laborieux est le moyen le plus efficace d'accroître à la fois la population et la richesse de l'Etat. Ce n'est que la fausse science imaginée par Adam Smith, et

adoptée par Malthus, qui conduit aux déplérables résultats que nous venons de voir.

Lorsqu'à l'exemple d'Adam Smith, au lieu d'estimer les choses par rapport aux richesses générales, en raison de leur valeur réelle résultant de leur degré d'utilité propre, on les évalue en raison de leur valeur échangeable, en raison de la valeur de leur cession ou de leur vente, on s'engage dans une fausse route qui rend impossible tout avancement dans la science de l'économie politique.

On sera peut-être surpris que je prenne la peine de combattre les fausses théories de Malthus, car leur simple exposition semble suffire à leur réfutation ; mais si l'on considère que cet ouvrage a eu cinq éditions en Angleterre, qu'il a été traduit dans toutes les langues européennes, et entr'autres en français par M. Pierre Prévost, professeur distingué à Genève ; si l'on fait attention que ses principes ont reçu l'approbation de personnes dont le nom seul est une puissante recommandation ; tels que Jérémie Bentham, Brouham, et même de J.-B. Say, qui a dit (1) : « Malthus, dans son Essai sur la population, a » fourni une belle confirmation des plus saines doctrines ; » on ne s'étonnera pas que j'aie essayé de combattre des théories qui m'ont semblé contraires à toutes les règles morales et aux vrais principes qui

(1) *Cours*, etc., tom. VI, p. 412.

doivent guider dans les études sur la richesse des nations.

Malthus a dit lui-même (t. III, p. 189) : « Il faut
 » avouer que de mauvaises théories sont de très mau-
 » vaises choses, et que leurs auteurs ne sont pas des
 » hommes utiles, mais des hommes nuisibles à la
 » société. » Et plus loin (p. 281) : « Si les principes
 » que je me suis efforcé d'établir sont erronés, je
 » désire, pour la sincérité de mon âme, de les voir
 » complètement réfutés. » C'est cette réfutation que
 j'ai cru devoir tenter.

Voici encore de graves erreurs que Malthus a appuyées de son nom.

« La cause principale et permanente de la pau-
 » vreté a peu ou point de rapport avec les formes
 » du gouvernement, ou avec l'inégale division des
 » biens; et, en conséquence, les pauvres n'ont nul
 » droit à demander aux riches de l'occupation et du
 » pain. Telles sont les importantes vérités qui dé-
 » coulent du principe de population que j'ai déve-
 » loppé (1).

» Il suit de ce que nous venons de dire, que si le
 » peuple est misérable, il doit s'envisager comme
 » étant lui-même la cause de ses souffrances (2).

(1) *Essai*, etc., tom. III, p. 282.

(2) *Idem.* *idem.*

» Le remède dépend de lui et de nul autre que de
 » lui ; la société dont il fait partie n'y peut rien (1).

» Lorsque le salaire des ouvriers n'est pas suffisant
 » pour l'entretien d'une famille, c'est un signe évi-
 » dent que leur roi et leur pays ne demandent pas
 » de nouveaux sujets. La société dont il fait partie,
 » et le gouvernement qui la dirige, n'y peuvent
 » rien, et ils ont tort d'accuser les institutions so-
 » ciales (2). »

Ces propositions peuvent certainement recevoir l'approbation des classes riches ou en possession du gouvernement des Etats.

Mais il est si évident que la misère des peuples tient essentiellement aux vices des institutions politiques ou religieuses qui les régissent, que ce serait une peine superflue de multiplier les citations qui en fourniraient la preuve ; l'influence du gouvernement turc et de la religion musulmane sur les anciennes et peuplées contrées de l'Asie-Mineure, de la Grèce et des côtes septentrionales de l'Afrique, doit suffire pour expliquer leur misère actuelle.

Il est aussi hors de doute que si, dans les Etats-Unis, une population peu nombreuse et misérable a été remplacée par une immense et riche population, cet heureux changement a eu pour unique

(1) *Essai*, etc., tom. III; pag. 44.

(2) *Idem*, *id.* pag. 44.

cause la bonté de leurs institutions politiques et religieuses :

M. de Sôden a exprimé une grande vérité en disant que (1) : « La pauvreté à laquelle paraît condamnée une multitude de membres des sociétés, n'est point une maladie naturelle et inévitable; il n'est pas un Etat, pas une Nation, chez lesquels vous ne puissiez montrer au doigt les institutions vicieuses qui en sont la cause. »

Effectivement, lorsque nous parcourerons, je ne dis pas seulement les contrées asiatiques ou africaines, mais même les principaux Etats européens, nous aurons souvent lieu de remarquer dans leurs diverses institutions, de nombreuses et évidentes causes de leur misère et de leur dépopulation.

Pour en finir à l'égard de Malthus, je me permettrai encore une citation, quoiqu'elle regarde l'art de guérir, art que je connais fort peu. « Je ne doute nullement, dit Malthus (2), que la petite-vérole n'ait fait périr par million les individus de l'espèce humaine; mais je ne doute nullement, que si la vaccine extirpe la petite-vérole, on ne voie une augmentation sensible dans la mortalité produite par d'autres maladies; rien ne peut prévenir cet effet. » Je me plaisais à croire que la vaccine était un des plus

(1) *De l'Economie sociale*, tom. IV.

(2) *Essai*, etc., tom. III, pag. 79.

éminens bienfaits dus à la science médicale, et je m'étonnais de voir cette précieuse découverte de l'Angleterre dépréciée par un Anglais; mais en y réfléchissant, j'ai vu que la petite-vérole faisait périr surtout les enfans, et ainsi pouvait coopérer puissamment aux bons effets de la loi qu'il propose contre les enfans, pour opérer une diminution dans la population. Alors ses regrets au sujet de la petite-vérole m'ont été expliqués.

Les partisans du principe de Malthus, sur la population, me diront peut-être: oui, ce principe est affligeant, et même ses conséquences peuvent paraître ne pas s'accorder avec les notions naturelles de l'humanité; mais enfin, ce principe repose sur des chiffres et sur un calcul mathématique; nous ne pouvons donc que gémir et nous résigner.

Heureusement pour l'humanité, nous allons voir que les chiffres de Malthus sont mal posés, et que son calcul et ses raisonnemens sont loin d'être justes. Suivant que cela lui convient, il raisonne tantôt sur la possibilité, tantôt sur la probabilité des événemens, choses fort différentes, et qu'il ne faut pas confondre. Il faut choisir l'une ou l'autre des deux bases de calcul, si l'on veut calculer juste; car bien souvent ce qui est possible n'est pas probable, ou a même un tel degré d'improbabilité, qu'il équivaut en fait à une impossibilité; c'est ce que m'expliquait un de nos

habiles astronomes, grand mathématicien. « Si vous me demandiez, me disait-il, si le soleil se lèvera demain, mathématiquement je vous répondrais que je n'en ai pas la certitude; car il est possible qu'il survienne une perturbation dans la rotation de la terre; mais une expérience de plusieurs milliers de siècles nous donne lieu de croire que cette perturbation n'aura pas lieu; et elle est tellement improbable, que dans tous nos calculs nous la considérons comme une quantité impossible. Je ne crois donc pas me compromettre en vous répondant positivement qu'il est impossible que le soleil ne se lève pas demain. »

Malthus dit que si la population venait à doubler tous les 25 ans, les subsistances viendraient à manquer à l'homme, lors même que la surface entière du globe serait cultivée en produits alimentaires; un tel événement est possible, mais d'une telle improbabilité, qu'il équivaut à une impossibilité; et tout le monde viendra avec moi qu'une telle supposition ne doit pas être admise dans les raisonnemens relatifs à la population; pour moi je ne craindrai pas de me compromettre en disant qu'il est impossible qu'il arrive une époque où le genre humain manquera de subsistances par l'unique cause que la surface du globe sera insuffisante pour les produire.

Prenons un autre exemple qui, pris sur la terre, paraîtra plus sensible. En Angleterre il se consume tous les ans une immense quantité de charbon de

terre ; on en pourrait faire peut-être une aussi grande pyramide que la grande pyramide d'Égypte ; cependant il ne paraît pas que la production annuelle de la houille en Angleterre soit aussi rapide que sa consommation ; il est donc possible qu'il arrive une époque où les houillères d'Angleterre auront été épuisées ; que deviendra à cette époque la population industrielle de l'Angleterre ? Quelle immense calamité ! Eh bien ; on ne s'en inquiète pas du tout ; personne ne songe à restreindre la consommation du charbon de terre ; cette consommation a beau s'accroître, on n'en prend nul souci, et si quelqu'un venait dire : éteignez vos fourneaux, car, d'après mes chiffres, vous finirez par manquer de charbon de terre, on se moquerait de lui. Que penser de Malthus qui vous dit gravement : n'ayez pas d'enfans, et ne donnez pas de secours aux enfans du pauvre ; mes chiffres ne prouvent-ils pas qu'il peut venir une époque où la surface entière de la terre ne pourra pas fournir assez de subsistances pour nourrir tous ses habitans.

Tout le principe de population de Malthus repose sur le calcul arithmétique que j'ai déjà cité, et que je répète ici.

Par chaque période de vingt-cinq ans, dit-il (1), la population pourra doubler ou s'accroître en proportion géométrique ; c'est-à-dire, croître comme

(1) *Essai*, etc., tom. I, pag. 11 à 15.

les nombres 1, 2, 4, 8, 16, etc., tandis que les subsistances ne pourront s'accroître qu'en proportion arithmétique, c'est-à-dire, comme les nombres 1, 2, 3, 4, 5 ; d'où l'on peut conclure qu'inévitablement il pourra venir une époque où la population surpassera ses moyens de subsistance.

Il est évident d'abord que la proposition inverse se rapprocherait infiniment plus de la vérité. Personne ne peut nier que chaque homme peut, par son industrie, faire produire à la terre en subsistances le double de sa consommation. Toutes les terres à blé, même en Europe, sont louées sur le pied de moitié fruit ; c'est-à-dire, qu'outre la consommation des cultivateurs, il y a un excédant de l'autre moitié ; par conséquent, théoriquement à chaque fois qu'il y a un cultivateur de plus, il peut y avoir une production double en subsistance jusqu'à ce que toute la surface cultivable du globe soit mise en culture. Voilà une possibilité mathématique, et qui pose des chiffres tout contraires à ceux de Malthus. Mais abandonnons les *possibilités* mathématiques, qui ne peuvent que nous égarer dans les applications pratiques, et rentrons dans les *probabilités* de faits, qui seules, peuvent guider dans des études utiles.

Malthus appuie sa proportion du doublement de population par vingt-cinq ans, sur le seul fait que la population des Etats-Unis a doublé en vingt-cinq années : c'est un cas tout-à-fait exceptionnel, et lui-

même dit (1) : « Il arrivera rarement qu'une grande » étendue de terrains abandonnés et fertiles, soit » mise tout-à-coup en culture par des nations éclairées et industrielles. » Et c'est précisément l'Amérique du Nord qui présente ce cas rare et exceptionnel sans compter que de nombreuses émigrations d'Europe ont contribué à cet accroissement extraordinaire de population. Mais ce fait du doublement de population aux États-Unis a aussi été accompagné d'un autre fait : c'est que les subsistances, dans ce même espace de temps, y ont accru dans une proportion plus grande encore, puisqu'outre la consommation qui a été doublée par ce doublement de population, ce pays exporte des quantités considérables de farines, et que des immenses quantités de terres sont uniquement consacrées à la production du coton et du tabac, tandis que cette même population aurait pu mettre toutes ces terres en culture pour le blé ; ainsi, dans cet espace de vingt-cinq années, si la population a doublé, la production en subsistance a doublé, et aurait pu très probablement tripler. Choisissant pour poser ses chiffres les États-Unis, Malthus aurait dû poser en même temps ceux qui regardent à la fois et la population et les subsistances.

Malthus a posé en principe que la population, quand elle n'est pas arrêtée par le manque de subsis-

(1) *Essai, etc.*, tom. I, pag. 10.

tances, doit doubler tous les vingt-cinq ans. M. Sismondi a calculé que d'après ce principe la famille des Montmorency, qui date dès avant l'an 1000, et qui n'a jamais manqué de pain, aurait dû, dès l'an 1600, être au nombre de 16 millions 700 mille individus, et que la France, à cette époque, n'avait guère que cette population; et qu'en 1800 leur nombre se serait élevé à plus de deux milliards cent quarante-sept millions; en sorte que le globe aurait pu n'être peuplé que de Montmorency; conséquence qui, par son ridicule, prouve l'absurdité du système.

Malthus dit que la population de l'espèce humaine peut doubler en vingt-cinq ans; mais le nombre des bœufs peut doubler en six ans, celui des brebis en quatre ans, et celui des porcs peut décupler en deux ans; en sorte que ce seraient plutôt les animaux que les hommes qui pourraient commencer à manquer de subsistances.

La multiplication des végétaux nutritifs suit une proportion plus rapide encore; le blé peut quintupler une année, et la pomme de terre sextupler dans le même espace de temps (1).

Encore un coup, abandonnons les possibilités arithmétiques, et occupons-nous des probabilités de faits. J'admets qu'un Etat européen peuplé de vingt millions d'habitans, puisse voir, avec de très bonnes

(1) Sismondi, *Ec. pol.*, tom. II, pag. 276.

institutions politiques, et religieuses, puisse voir, dis-je, sa population s'augmenter d'un million d'individus en dix ans, en huit cents ans cette population se trouverait portée à 100 millions d'individus. Mais comme très probablement ces bonnes institutions ne pourront s'obtenir que très lentement et à moitié; il est possible que cette augmentation de population jusqu'à 100 millions, à laquelle la France peut suffire, n'ait lieu que dans l'année 3400 et tant, et certainement le bonheur de l'existence annuelle de 80 millions d'individus de plus en France, doit être un but suffisant de nos recherches. Ce qui pourra arriver après l'année 3400 ne doit pas nous arrêter.

Je terminerai ce que j'ai à dire à ce sujet par une citation qui est entièrement d'accord avec mes sentimens : « Des esprits justes et des âmes pures, dit M. Everett (1), ont pu se laisser entraîner par un écrivain digne d'estime par son caractère, séduisant par la forme de ses raisonnemens et les charmes de son style; mais j'espère que ce qu'on vient de lire aura changé leurs opinions, et qu'ils demeureront convaincus, comme je le suis moi-même, que la doctrine de M. Malthus est aussi contraire à l'expérience et à la raison, que

(1) *Nouvelles idées sur la Population*, par A. H. Everett, d'abord ambassadeur des Etats-Unis à la cour des Pays-Bas, ensuite à la cour d'Espagne.

» désoleante pour l'humanité, injurieuse pour la dignité et la noble destination de l'homme. »

Voici sous quel point de vue je pense qu'on doit examiner les questions relatives à la population.

Tous les êtres organisés, les végétaux et les animaux, toute plante, tout animal doit nécessairement mourir d'une manière quelconque, soit de vieillesse, soit même avant ce terme : chacun d'eux doit, tôt ou tard, subir l'inexorable loi de la destruction.

Les végétaux servent de nourriture aux animaux herbivores, ceux-ci aux animaux carnivores, et enfin, les végétaux, les animaux herbivores et carnivores, servent de nourriture à l'homme. Des maladies et des circonstances accidentelles inévitables hâtent le terme de la vie et des végétaux et des animaux ; enfin, le manque de nourriture suffisante ou saine est aussi pour eux une cause de mort ; les plantes, privées d'eau, les animaux et l'homme privés de nourriture, meurent, et le monde animé ne tarderait pas à disparaître de la terre si une autre loi non moins impérieuse que celle de la mortalité, ne venait la contrebalancer ; cette loi c'est celle de la reproduction.

Les naturalistes nous font connaître que toutes les plantes et tous les animaux sont pourvus d'organes reproducteurs, en sorte qu'ils se reproduisent par eux-mêmes dans chaque espèce, et que le monde

organisé peut être regardé, en masse, comme impé-
rissable.

Cependant ces deux lois ne marchent pas d'une manière uniforme. Nous avons vu qu'une multitude de causes concouraient à l'exécution de l'inévitable loi naturelle, qui condamne tous les êtres organisés à périr ; parmi ces causes, les unes sont lentes, les autres rapides.

La vieillesse et les maladies sont des causes lentes ; le manque de nourriture, la destruction violente, sont des causes rapides de mort. Toutes ces causes sont communes aux hommes et aux animaux, et toutes ces causes sont variables, mais elles sont inévitables et dans l'ordre de la nature.

Les animaux ne peuvent guère avancer ou retarder les causes de leur mortalité ; ils ne peuvent ni prévenir, ni guérir leurs maladies ; ils ne savent pas se prémunir contre le manque de nourriture, et enfin, ils doivent souvent succomber forcément à la voracité d'autres animaux et de l'homme.

Il n'en est pas de même de l'homme ; seul, il a le privilège de retarder ces diverses causes de mort ; la vieillesse est la seule de ces causes qu'il partage d'une manière inévitable avec la classe animale ; mais il peut quelquefois guérir ses maladies, prévenir le manque de nourriture en élevant des animaux, et en cultivant la terre ; il sait faire des provisions pour

subvenir aux disettes ; enfin, sa force et son adresse le garantissent de la voracité des animaux.

Si l'homme a cet heureux privilège sur les animaux, de retarder ses causes de mort, il a en compensation, la funeste faculté de les hâter ; c'est ainsi que par son intempérance, et des excès de tout genre, il se crée plus de maladies qu'il n'en peut guérir. Les plus forts et les plus habiles s'emparent des moyens d'existence des moins forts ou des moins habiles, et hâtent la mort de ces derniers ; enfin la funeste passion de la guerre, chez quelques hommes, moissonne une multitude d'autres hommes qui sont loin d'avoir la même passion.

C'est ainsi que cet heureux avantage et cette funeste faculté, qu'a l'homme sur les animaux, de pouvoir retarder ou avancer les causes de mort, se compensent en quelque sorte, et lui laissent, en résultat, très peu d'avantages réels et définitifs sur eux. Cependant il paraît, qu'en somme, et en faisant usage de sa raison, les hommes peuvent maîtriser, jusqu'à un certain point la funeste faculté qu'ils ont de hâter les causes de mortalité, et qu'ils peuvent faire prédominer les moyens qu'ils ont de retarder le terme de leur existence. Par ce moyen, il dépend d'eux d'augmenter leur nombre sur la terre, avantage qui n'appartient pas aux animaux.

Le but de ceux qui se livrent à l'étude de l'économie politique, est donc de rechercher les institu-

tiens sociales qui tendent à retarder pour l'homme les causes de destruction. Quant à la loi de reproduction, les gouvernemens n'ont nul besoin de favoriser son exécution ; la nature y a pourvu suffisamment par le désir, et même de besoin impérieux qu'elle a donné à l'homme de s'y conformer ; cette loi est si puissante, que toutes les fois que l'homme a voulu la contrarier par ses institutions, il n'a pu y réussir que bien imparfaitement ; l'institution du célibat dans certains côtes, en a donné la preuve convaincante. La loi naturelle, qui porte l'homme à sa reproduction, est tellement impérieuse, nous le répétons, qu'elle suffit par elle-même à son exécution. Ainsi donc, si les hommes sages, et les gouvernemens, veulent répandre avec abondance les bienfaits de la vie sur la terre, ils n'ont nul besoin de s'occuper des moyens d'accroître directement la population par des encouragemens au mariage. Cet encouragement leur est suffisamment donné par la nature. Ils atteindront suffisamment ce louable but en tâchant de diminuer les diverses causes de dépopulation dont je viens de parler ; alors, non seulement la population du pays s'accroîtra, mais elle pourra de plus jouir avec abondance des choses nécessaires à son entretien et à son bien-être.

La misère est bien certainement la plus grande cause de dépopulation dans la plupart des États, et

chacun cherche à découvrir les moyens de la diminuer ; mais d'où vient la misère ? elle ne provient certainement pas, comme on le croit communément, d'un excès de population dans les Etats, c'est au contraire dans les Etats dépeuplés qu'il y a proportionnellement plus de misère ; elle provient de ce que par le vice de leurs institutions, certaines classes de la société sont devenues propriétaires exclusifs des terres au détriment de la classe des cultivateurs réels, et que ce monopole les a mises en état d'exiger d'autres classes des fermages exagérés, d'où il résulte que cette dernière classe, ne jouissant que d'une moitié, ou même d'un quart des fruits de son travail, reste dans la misère, et par suite ne peut s'accroître, et même décroît quelquefois, comme en Turquie, etc. Ce qui existe pour l'industrie agricole a lieu aussi pour les autres classes industrielles. Les dépenses immodérées de la plupart des gouvernements ont nécessité de nombreux impôts pour payer des intérêts énormes, et ces impôts sont accrûs par d'excessives dépenses annuelles. Par ces impôts, on enlève en fait, aux classes industrielles, sous forme d'argent, une grande partie des revenus qu'elles créent par leurs diverses industries ; c'est souvent aussi pour elles une cause de manque d'aisance et par conséquent d'entraves à l'accroissement de leur population.

Enfin, une cause importante de la misère dans certains Etats, est la grande disproportion des for-

tones, qui fait que l'argent, ce puissant stimulant de la production, y est dépensé de manière à exciter l'industrie à produire des choses de luxe, c'est-à-dire, des choses principalement propres à ne satisfaire que la sensualité ou la vanité de quelques individus, tandis que les revenus pécuniaires plus divisés auraient excité cette même classe industrielle à la production d'une immense quantité de choses d'une bien plus grande utilité, c'est-à-dire, propres à satisfaire, non pas les besoins artificiels d'un petit nombre d'hommes, mais les besoins essentiels d'une population qui tendrait par cela même à s'accroître.

Voilà les véritables et principales causes de la misère qui afflige la plupart des grands Etats; et c'est à tort qu'on en accuse, comme on le fait toujours, leur excès de population.

C'est en améliorant les institutions d'un pays qu'on y diminuera la misère, et non pas, comme le disent Malthus et ses partisans, en diminuant le salaire des ouvriers, en proposant des lois contre les enfans, ou en faisant enseigner dans les églises la *restrainte morale* dans le mariage; *restrainte* qui, en fait, n'est pas *morale*; mais au contraire très *physique* et très *immorale*. Je ne crois pas devoir m'expliquer plus clairement sur un tel sujet.

Ce qui prouve d'une manière évidente la fausseté des théories d'Adam Smith, c'est que toutes les fois qu'un auteur veut en faire l'application, il arrive à

des conséquences toutes contraires au but que se propose l'économie politique; savoir, l'accroissement de la richesse et de la population des Etats.

Ricardo, un des plus célèbres économistes anglais de l'école d'Adam Smith, a dit (1): « La richesse » d'un particulier est en raison de son revenu net. » Si son capital, celui de 200 mille francs, par » exemple, lui procure un revenu net de 10,000 » francs, que lui importe que son capital emploie » 100 hommes, ou bien 1000 hommes pour avoir » ces 10,000 francs de revenu.

» L'intérêt d'une nation est le même; que lui im- » porte qu'elle-même se compose de 10 ou de 12 » millions d'individus.

» Si 5 millions d'hommes peuvent produire la » nourriture et l'habillement de 10 millions d'hom- » mes, la nourriture et l'habillement des 5 millions » d'hommes non producteurs en sus seraient le re- » venu net. Le pays ne retirerait aucun avantage » s'il fallait 7 millions d'hommes pour produire la » nourriture et l'habillement de 12 millions d'hom- » mes, puisque le revenu net serait toujours resté le » même; savoir, la nourriture et l'habillement de 5 » millions d'hommes. L'emploi d'un plus grand nom- » bre d'hommes ne nous mettra en état, ni d'ajouter

(1) *Principes de l'Economie politique*, tom. II, pag. 221.

J'ai mis les livres sterling en francs, afin que cela fût plus clair pour mes lecteurs français.

» un homme à notre armée ou à notre marine, ni
» de fournir une guinée de plus aux impôts. »

Au premier coup-d'œil il y a quelque chose qui étonne dans ce passage. Comment se peut-il faire, se demande-t-on, qu'il soit indifférent à une nation qu'elle compte chez elle deux millions d'individus de plus ou de moins, surtout lorsqu'on admet que ces deux millions d'individus en plus ne coûteraient rien à personne, ne diminueraient le revenu de qui que ce soit, et produiraient eux-mêmes ce qui suffit à leur nourriture et à leur habillement? Comment David Ricardo, cet écrivain qui jouit d'une si haute réputation, et dont les ouvrages doivent, dit-on, servir de guide aux législateurs, a-t-il pu écrire des choses qui choquent à ce point le bon sens le plus ordinaire?

Il est facile d'en donner l'explication. Ricardo est un des premiers et des principaux élèves de l'école d'Adam Smith, et il fait une exacte application des principes de son maître, qui dit que la richesse d'une nation ne peut s'accroître qu'en raison de la rente de la terre et des profits des capitaux; et la rente de la terre ce n'est pas son produit brut, mais seulement son produit net indiqué par le fermage, et les profits des capitaux sont d'environ 5 p. 0/0, intérêt ordinaire qu'ils donnent; et comme, dans le cas que nous venons de citer, il n'y a ni augmentation dans le fermage, ni dans les profits des capitalistes, d'après les

principes d'Adam Smith, Ricardo a dû conclure que, dans le cas cité, il ne peut pas y avoir accroissement dans la richesse nationale.

Tout ce qui paraît obscur dans cette occasion s'éclaircit avec facilité par la théorie rationnelle que j'expose dans ces Etudes.

La nature nous a donné deux sources puissantes de richesse ou de revenus : les terres cultivables, qui forment nos capitaux fonciers, et nos facultés physiques et intellectuelles, qui forment nos capitaux industriels ; c'est de l'emploi de ces deux sortes de capitaux que dérivent tous les revenus, toute richesse nationale. Cette théorie n'est ni longue à expliquer, ni difficile à concevoir, et elle fait connaître pourquoi il s'en faut de beaucoup qu'il soit indifférent pour une nation que 5 millions d'hommes fournissent la nourriture et l'habillement à 10 millions d'individus, ou que 7 millions d'hommes les fournissent à 12 millions. En effet, il est facile de voir que dans le second cas cité par Ricardo, 2 millions d'hommes de plus auront trouvé des moyens d'existence, des revenus, par l'emploi de la terre et de leurs facultés industrielles, sans altérer en rien les revenus des 10 millions d'hommes qui existaient lors du premier cas, et qu'ainsi, dans le cas où 7 millions d'hommes fourniraient la nourriture et l'habillement à 12 millions d'individus, il y aurait réellement dans l'Etat en question un accroissement, non seulement de deux

millions d'hommes dans sa population, mais encore un accroissement correspondant dans la somme des revenus effectifs de cet Etat, c'est-à-dire, dans sa richesse.

Je pourrais développer la vérité de cette démonstration dans cent pages; mais je croirais manquer de confiance dans la sagacité de ceux qui veulent bien me lire, en employant ainsi leur temps; je préfère attirer leur attention sur d'autres points. Loin de vouloir faire un grand nombre de pages, j'ai pris beaucoup de peine pour mettre la plus grande concision dans l'exposition des résultats d'une longue expérience et de persévérantes études.

CHAPITRE XIII.

Des revenus.

L'ERREUR de croire que la richesse consiste dans l'or et l'argent, erreur si généralement répandue, et que Montesquieu, comme nous l'avons vu, a appuyée de son autorité, rend extrêmement difficile la résolution des questions relatives à l'accroissement de la richesse dans un Etat; car, d'après ce système, lorsque cet Etat ne possède pas de mines de ces métaux, il ne peut s'enrichir que par deux moyens: le premier, de s'emparer, par la conquête, de l'or et de l'argent d'autres nations: c'est celui qui a principalement été employé par les Romains; le second, qui est celui que tâchent d'employer les nations moder-

nes, est de mettre la balance du commerce en leur faveur, afin qu'il entre dans l'État plus d'argent qu'il n'en sort.

Ce système a été un peu modifié par Adam Smith, et il a fait voir qu'un marchand est riche, non seulement de l'or et de l'argent qu'il a dans sa caisse, mais aussi de celui qu'il peut y faire entrer par la vente des marchandises qu'il possède; il en tire la conséquence que, si pour un marchand, une augmentation dans la valeur en argent de ses marchandises augmente sa richesse, il en doit être de même pour une nation qui n'est, suivant lui, qu'une réunion de marchands (1).

D'après ce système, qui est un peu meilleur que le précédent, tout accroissement dans les valeurs qu'il appelle *échangeables*, valeurs qui dans le fait se réduisent toujours en pratique à des évaluations en argent, est pour une nation, suivant cette théorie, un accroissement de richesse.

Nous ne reviendrons pas sur les nombreuses preuves que nous avons données jusqu'ici de la fausseté d'un tel système, qui conduit à des conséquences tout opposées à l'accroissement de la richesse chez une nation.

Quel est donc le véritable moyen d'accroître

(1) *Essai*, etc., tom. I, pag. 46.

cette richesse, puisqu'elle ne consiste ni dans l'or et l'argent, ni dans l'évaluation en argent des choses qui sont possédées par une nation.

Ce moyen consiste à augmenter, non la quantité d'argent ou de valeurs en argent dans un Etat, mais à augmenter son revenu annuel effectif, revenu effectif qui consiste, comme nous l'avons vu, dans la quantité des choses utiles par elles-mêmes qui y est annuellement produite ; l'utilité de leur cession, sauf la petite quantité destinée à l'exportation, n'étant pas ce qui influe en plus ou en moins sur la totalité de la richesse nationale.

Nous allons voir qu'il est beaucoup plus facile d'augmenter le revenu annuel effectif en choses utiles dans un Etat, que d'augmenter la quantité d'or et d'argent qui y existe, ou que d'y augmenter la somme des valeurs vénales ou échangeables, deux choses qui, en outre, sont loin de constituer un accroissement dans la richesse publique.

Pour nous en convaincre, nous allons examiner et classer les divers revenus qui existent chez une nation.

Les revenus pécuniaires, sous le rapport de leur source, peuvent se ranger sous ces quatre classes :

* Les revenus industriels qui proviennent du prix obtenu pour le fruit de nos facultés physiques ou intellectuelles : les avocats, les médecins, les artistes, les ouvriers des divers états, reçoivent tous un

prix convenu pour la sorte d'ouvrage qu'ils fournissent; mais ce prix est extrêmement varié; les consultations des bons avocats ou des bons médecins se paient un prix bien plus élevé que celles des avocats ou médecins médiocres; il en est de même des peintres, des auteurs, des ouvriers: c'est suivant la bonté de leurs ouvrages qu'ils en obtiennent un prix plus ou moins élevé, n'importe le temps ou le travail que ces ouvrages leur ont coûté. Ils ne reçoivent pas le salaire de leur travail, comme le prétend Adam Smith, mais bien le prix convenu pour la sorte d'ouvrage qu'ils ont fait.

La seconde classe de revenus pécuniaires provient du loyer des capitaux productifs, c'est-à-dire, du fermage des terres, du loyer des maisons ou appartemens, et enfin du loyer des divers moyens de production mobiliers, tels que les chevaux, machines, outils, etc.

La troisième classe de revenus pécuniaires provient du loyer ou intérêt des capitaux pécuniaires.

La quatrième classe, enfin, renferme les revenus pécuniaires qui proviennent des gains commerciaux résultant de la différence pouvant exister entre les prix d'achat, ou prix coûtant, et les prix de vente des choses commerciales. Ce ne sont pas uniquement les marchands qui fondent leurs revenus sur des gains commerciaux, mais bien aussi, les fermiers, les manufacturiers, etc.; car pour le fermier, le prix

coûtant de son blé, de son vin, résulte de ce qu'il a payé en fermage, en labourage, en frais de récolte, etc. ; et la différence de prix qu'il en peut obtenir en plus à la vente, forme son gain commercial et son revenu pécuniaire commercial annuel, comme celui de tout autre marchand, manufacturier, ou fabricant.

Ainsi, tous les revenus pécuniaires se forment :

Du prix annuellement reçu pour le fruit de nos facultés industrielles physiques ou intellectuelles ;

Du loyer des capitaux productifs ;

Du loyer ou intérêt des capitaux pécuniaires ;

Du gain annuel commercial.

Il résulte de ce que nous venons de dire, que le prix pécuniaire de chaque chose utile, matérielle ou immatérielle, est toujours composé, ensemble ou séparément, du prix de l'emploi des facultés industrielles, du loyer des capitaux productifs, de l'intérêt des capitaux pécuniaires, et enfin du gain commercial.

Cette décomposition et recomposition des revenus pécuniaires, et du prix pécuniaire des choses, me semble beaucoup plus complète et plus rationnelle que celle de l'école d'Adam Smith en rente de la terre, profits des capitaux, et salaires du travail. Cette analyse facilite réellement davantage la résolution des questions relatives à la production et à la répartition des richesses.

Par exemple, elle fait voir que l'augmentation du fermage, appelé rente de la terre par Adam Smith, et les hauts intérêts des capitaux pécuniaires qu'il appelle profits des capitaux, sont loin d'augmenter, comme il le prétend, la richesse nationale; car cette augmentation est toujours au détriment des classes industrielles agricoles et manufacturières, ainsi qu'on a pu s'en convaincre en lisant les chapitres précédens; subséquemment j'en pourrai fournir de nouvelles preuves lors de l'examen de diverses autres questions d'économie politique.

Sous le rapport de leur quotité, tous les revenus pécuniaires individuels chez une nation, peuvent se ranger dans ces quatre catégories, savoir, ceux de la classe misérable, ceux de la classe gênée, ceux de la classe aisée, et enfin, ceux de la classe opulente.

La classe opulente peut ne pas se priver des choses qui ne servent qu'à satisfaire ses fantaisies, sa vanité, une sensualité recherchée, telles qu'un nombreux domestique, la somptuosité de la table, de la toilette, des bijoux, des voitures, des appartemens, des ameublemens, etc., choses qui sont connues sous le nom de choses de luxe.

La classe aisée est celle qui est obligée, généralement, de se priver des choses de luxe dont nous venons de parler, mais qui peut jouir des choses d'agrément ou qui produisent un effet agréable sur nos sens ou notre esprit, tels que la musique, les tableaux,

le spectacle, les ouvrages littéraires, un jeu modéré, une nourriture, des habillemens, des logemens agréables, mais non d'un prix élevé, etc.

La classe gênée est ordinairement privée des choses de pur agrément; mais peut jouir des choses bien connues sous le nom de choses de première nécessité, c'est-à-dire, des choses qui sont indispensables pour l'entretien de toute la famille, sans être privée de quelques-unes des premières choses d'agrément.

Enfin, la quatrième classe est celle des familles dans la misère et qui dépérissent faute d'alimens, de vêtemens, de logemens ou de soins suffisans.

Pour indiquer par des revenus pécuniaires approximatifs quels sont les degrés de fortune ou de richesse des familles que nous appelons opulentes, aisées, gênées, ou misérables, nous dirons que nous entendons par familles opulentes celles dont les revenus pécuniaires moyens, fonciers ou industriels, montent à 60,000 fr., plusieurs dizaines de mille francs de plus ou de moins; par familles aisées, celles dont les revenus moyens sont de 6,000 francs, plusieurs mille francs de plus ou de moins; par familles gênées, celles dont le revenu moyen n'est que de 900 francs, plusieurs centaines de francs de plus ou de moins; et enfin, par familles misérables, celles qui n'ont qu'un revenu de 300 francs, un peu plus ou un peu moins.

La difficulté de tracer une ligne de démarcation entre les classes opulentes, aisées et gênées, et entre les choses qui sont de première nécessité, d'agrément ou de luxe, n'est pas un motif suffisant pour nier la différence essentielle qui existe entre ces classes, et pour ne pas reconnaître l'avantage qu'il y a à les distinguer les unes des autres. C'est comme si on ne voulait pas reconnaître qu'il y a du bleu, du jaune et du rouge dans l'arc-en-ciel, parce qu'il est à peu près impossible de déterminer la limite de chacune de ces couleurs qui se lient les unes aux autres par des nuances insensibles.

Chacune des classes dont nous venons de parler se lie par des degrés insensibles avec celle qui la précède ou la suit, suivant l'importance plus ou moins grande du revenu des familles; ainsi une famille qui appartient à la classe aisée touche à la classe opulente ou à la classe gênée suivant que son revenu s'écarte en plus ou en moins du revenu moyen que nous avons indiqué; une grande aisance approche de l'opulence comme une médiocre aisance approche de la gêne, comme aussi une famille approche de la classe aisée ou de la classe misérable suivant que son revenu est au-dessus ou au-dessous de 900 francs.

En désignant ces divers revenus pécuniaires, il est bien entendu que nous ne prétendons qu'indiquer le revenu effectif de ces familles, c'est-à-dire, la

masse des choses servant à satisfaire leurs divers besoins que ces revenus pécuniaires peuvent mettre à leur disposition dans le temps présent et en France.

Si l'était question d'autres Etats ou d'époques différentes, ce serait la masse correspondante de choses que ces familles pourraient annuellement se procurer qui classerait leur degré de richesse ou de misère.

Au moyen de ce classement des familles par rapport à la richesse suivant leur degré d'opulence, d'aisance, de gêne et de misère, et par cette manière de reconnaître et de distinguer entre elles les choses de luxe, d'agrément ou de première nécessité, on parvient à éclaircir beaucoup de questions relatives à la richesse et au luxe, sur lesquelles beaucoup de bons esprits se sont partagés.

La somme en quantité et en importance des besoins pouvant être annuellement satisfaits dans un Etat, étant la mesure de sa richesse, on voit qu'il est nécessaire que sa population soit nombreuse et non pas rare; car les besoins les plus importans de l'homme étant limités, il est impossible à un petit nombre d'hommes d'avoir une aussi grande quantité d'aussi importans besoins que ceux que peuvent avoir un plus grand nombre d'hommes.

Une nation riche, dont la population se réduirait de 20 millions à 10 millions d'individus, serait moins riche qu'avant, lors même que le revenu pécuniaire de chacun de ces individus restant viendrait à doubler,

et que, par conséquent, il y aurait chez cette nation une même somme en revenus pécuniaires.

En voici la raison. Comme nous venons de le voir, les plus nombreux et les plus importants de nos besoins consistent dans ceux que nous avons d'une certaine quantité à peu près déterminée de nourriture, de vêtemens et de logement, etc. ; une fois ces importants besoins remplis, l'emploi du surplus du revenu pécuniaire ne peut se porter que sur des besoins secondaires ou moins importants ; ainsi, dans le cas du doublement du revenu pécuniaire des individus composant une nation dont la population serait diminuée de moitié, il ne pourrait pas y avoir la même quantité de besoins importants annuellement satisfaits, puisque ce doublement de revenu ne pourrait servir qu'à satisfaire des besoins secondaires ou moins importants. Elle sera donc en somme moins riche qu'auparavant, sans compter que cette diminution de population amènera presque nécessairement une diminution dans la production ainsi que dans la force et la puissance de cet Etat.

Avec un peu d'attention, on verra aussi que, par la même raison, un déplacement dans les revenus pécuniaires qui contuplerait le revenu de quelques individus d'une nation, et diminuait d'autant le revenu des autres individus, amènerait aussi une diminution dans la richesse totale de la nation.

Si, par exemple, chez une nation, 10 millions

d'habitans jouissant chacun d'environ 1,000 francs de revenu, les uns plus, les autres moins, se trouveraient remplacés par 100 mille personnes jouissant de 100 mille francs de rente, et 9 millions 900 mille individus n'ayant que 500 francs de revenu, les uns plus, les autres moins, il y aurait bien chez cette nation environ le même revenu pécuniaire annuel total de 10 milliards, mais non la même richesse totale. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer le nombre et l'importance des privations auxquelles la diminution d'un revenu de 1,000 fr. à 500 fr. et moins, assujettirait chacun des 9 millions 900 mille individus, comparativement avec le nombre et l'importance des privations auxquelles seraient soumises les 100 mille personnes dont le revenu viendrait à diminuer de 100 mille fr. à 1,000 fr. Il est évident que la masse de privation supportée par les 9 millions 900 mille individus, sera immensément plus considérable, par suite de leur diminution de moitié dans leur revenu, que la masse de privations qu'évitent les 100 mille autres individus par l'accroissement de leur revenu au centuplé; et en se rappelant ce principe, que la richesse ou la misère d'une nation est en raison de la quantité et de l'importance des privations annuellement évitées ou éprouvées par la masse de sa population; on ne pourra plus douter que, comme nous l'avons dit, la richesse d'une nation peut diminuer lors même que la somme

de ses revenus pécuniaires reste la même; on verra aussi qu'une cause de trop inégale répartition dans les revenus pécuniaires chez une nation, est une cause de diminution dans sa richesse, et que, par conséquent, ce qui tend à détruire une telle cause, tend à augmenter la richesse réelle et générale de cette nation.

De tout ce que je viens de dire, il ne faut pas conclure que je recommande un système de nivellement annuel des fortunes, une loi agraire; ce serait renouveler la ridicule de l'homme au quarante écus de Voltaire; bien au contraire, je sais que la stabilité des fortunes, la sécurité des personnes et des propriétés est le plus stimulant des moyens d'accroître la richesse publique; je crois même qu'une certaine inégalité dans les fortunes individuelles est favorable à la richesse générale, en favorisant dans ceux qui jouissent d'une grande aisance, quelquefois un grand développement de facultés intellectuelles qui n'aurait pas eu lieu dans une position trop gênée. La réunion de quelques grands capitaux pécuniaires dans certaines mains, peut souvent parvenir à accomplir des travaux importants qui n'auraient pu être entrepris si ces capitaux avaient été divisés en trop de mains. J'ai voulu seulement faire voir qu'il n'y avait déjà naturellement que trop de causes d'inégalités dans les fortunes par l'incapacité, l'ignorance, la paresse des individus, sans qu'il soit

nécessaire d'aggraver ces fâcheuses causes d'inégalité naturelle par des institutions sociales telles que les droits de primogéniture, les substitutions, les exemptions d'impôts pour certaines classes riches, exemptions qui font peser lourdement ces impôts sur des classes malaisées, etc., etc.; institutions que j'examinerai plus tard en particulier, et dont j'espère faire voir tous les inconvéniens sous le rapport de la richesse des États,

Ainsi que nous l'avons vu, c'est la somme des besoins pouvant être annuellement satisfaits qui donne la mesure de la richesse, soit individuelle, soit nationale; mais ce serait à tort que l'on comparerait, comme on le fait souvent, cette richesse à un immense repas auquel chaque individu composant une nation est appelé à prendre part; d'abord, il est évident que, dans l'état actuel des choses, chacun est loin d'avoir une égale portion dans la distribution des mets : les uns sont servis abondamment et des meilleurs mets, tandis que d'autres en ont très peu, et des plus médiocres. Ensuite, ce grand festin n'est pas composé d'un certain nombre déterminé de mets, d'où il s'ensuivrait que plus il y aurait de convives, et plus la portion de chacun deviendrait petite; au contraire, chaque homme, pouvant apporter dans la production annuelle en subsistances, ou autres sortes d'utilités, plus que sa propre consommation, ce convive de plus, loin de diminuer

la portion des autres, peut même l'augmenter ; et quand un auteur a osé dire : *La nature a dit au pauvre : il n'y a plus de place pour toi au banquet de la vie ; retire-toi*, il a dit une chose non seulement odieuse sous le rapport moral, mais tout à fait fausse sous le rapport théorique.

Nous voyons maintenant qu'il est bien plus facile d'arriver à l'accroissement de la richesse nationale par la théorie rationnelle que j'expose, que par la théorie de Montesquieu de la richesse en métaux précieux, ou par celle d'Adam Smith de la richesse en valeurs vénales ou échangeables, puisqu'il est plus aisé d'accroître dans un Etat la production annuelle en choses utiles par elles-mêmes, que d'y accroître, soit la somme d'or ou d'argent, soit la somme des valeurs vénales ou échangeables qui y existent.

Il faut bien se garder de confondre, comme on le fait souvent, le *revenu pécuniaire* de quelqu'un avec son *revenu effectif réel*. Le premier indique seulement la *somme d'argent* dont il peut annuellement disposer, tandis que son *revenu effectif réel* consiste dans la *quantité de choses utiles par elles-mêmes*, dont annuellement il peut jouir, deux choses fort différentes, car bien souvent un même *revenu pécuniaire* n'est pas, suivant les temps et les lieux, l'indication d'un même *revenu effectif réel*, revenu qui seul indique la richesse réelle et des individus et des nations.

Qui est-ce qui forme le *revenu effectif* d'une

nombreuse famille composée d'agriculteurs et d'artisans divers? C'est principalement la somme des divers produits agricoles et industriels obtenue annuellement dans cette nombreuse famille par l'emploi de leurs capitaux fonciers et industriels; plus cette somme d'utilités diverses annuellement produites s'accroît, plus aussi s'accroît son revenu effectif.

Une seconde famille, composée de la même manière, vient à se former près de la première, et suit le même exemple; mais leur production agricole et industrielle diffère en genre d'utilité; la première produit plus de blé, la seconde plus de vin; l'une plus de lin et de chanvre, l'autre a des pâturages, des troupeaux, et plus de viande et de laine que la consommation de chaque famille n'en absorbe.

Par suite d'une convention entre ces deux familles, chacune cède à l'autre les utilités qui excèdent sa consommation, pour en obtenir en contre-valeur d'autres sortes d'utilités; par ce moyen, ces familles peuvent accroître chacune leur revenu effectif et le rendre bien plus varié, et satisfaire par-là un plus grand nombre de besoins et plus variés; ces familles deviennent, en fait, plus riches sans qu'il y ait dans ces deux familles plus d'argent; plus tard, il est vrai, chacune de ces deux familles, au lieu de se céder mutuellement ces diverses utilités en nature, conviennent d'évaluer chaque sorte d'utilité en

une certaine somme d'argent, qui est ce qu'on appelle son prix-courant : alors, au lieu de recevoir, en paiement des utilités cédées, d'autres utilités en nature, l'une ou l'autre famille reçoit des sommes d'argent qu'elle garde, et que plus tard elle donne aussi en paiement à mesure qu'elle a besoin des sortes d'utilités que veut céder l'autre famille suivant leur prix-courant, prix qui varie d'après les bases que j'ai indiquées précédemment.

Maintenant, voyons ce qui arriverait dans le cas où ces deux familles viendraient à former une petite république (1), et où ce que désire acheter la première famille viendrait à augmenter de prix ; cette famille deviendrait moins riche ; car elle ne pourrait pas jouir annuellement d'une aussi grande quantité d'utilités si, comme nous le supposons, les utilités qu'elle veut céder en paiement restent au même prix ; dans le cas où ces mêmes sortes d'utilités qu'elle peut céder viendraient à baisser de prix, il y aurait encore pour cette même famille, diminution de richesse, par la raison que nous venons d'indiquer.

Que résulterait-il pour la seconde famille des deux cas que nous venons de supposer, celui de la

(1) Par cette désignation de république, je n'entends pas parler d'une forme quelconque de gouvernement, mais simplement d'un petit Etat, quelles que soient ses institutions politiques.

hausse des prix des choses qu'elle peut céder à la première, et de la baisse des prix des choses qu'elle veut lui acheter? Il en résulterait pour elle une augmentation de richesse, puisqu'avec moins de choses à céder, cette seconde famille obtiendrait annuellement plus de celles qu'elle veut acquérir.

Dans des cas opposés, ce serait au contraire cette seconde famille qui serait moins riche, tandis que la première famille serait plus riche.

Quelle conclusion peut-on tirer de ce que nous venons de voir; c'est que ces augmentations et ces diminutions de valeurs vénales ou échangeables possédées par ces deux familles, peuvent rendre, soit l'une, soit l'autre, plus riche ou plus pauvre, mais que la république en question n'augmentera ni ne diminuera pas de richesse par ces variations dans la valeur vénale ou échangeable des choses qui y existent, et que cette richesse nationale n'augmentera réellement que dans le cas où l'une de ces familles, ou toutes les deux, accroîtraient leur revenu effectif; c'est-à-dire, leur production annuelle en utilités en usage et non pas en valeurs vénales ou échangeables.

Ce que je viens de dire d'une petite république de deux familles peut entièrement s'appliquer à un grand Etat peuplé de plusieurs millions de familles.

C'est donc à tort que les auteurs de l'école moderne d'économie politique persistent à s'inquiéter autant

de ce qui a rapport à la valeur échangeable ou commerciale des choses ; certainement les variations des valeurs échangeables peuvent influer sur l'augmentation de la richesse d'un certain nombre de familles ; mais cette augmentation se trouve compensée par une diminution proportionnelle dans la richesse d'autres familles ; ces auteurs, après s'être bien tourmentés pour obtenir un accroissement dans les sommes des valeurs échangeables, n'ont rien fait ni rien indiqué qui puisse amener à une augmentation dans la richesse nationale.

Il est temps de quitter une aussi mauvaise voie, et de rentrer dans la bonne route indiquée par Quesnay, Genovesi, Condillac, Lauderdale, et surtout par J.-B. Say, bonne route dont ces auteurs se sont eux-mêmes quelquefois écartés, et sur laquelle je tâche de ramener par cet Essai, les jeunes gens qui veulent se livrer à l'étude de cette science, mais qui pourraient se laisser égarer par les théories beaucoup trop vantées des auteurs anglais dont j'ai signalé les erreurs.

CHAPITRE XIV.

Résumé des Chapitres précédens.

DANS les chapitres qu'on vient de lire, mon intention n'a pas été de présenter une nouvelle théorie d'économie politique.

Je n'ai pas voulu, non plus, introduire une nouvelle nomenclature dans cette science; j'ai seulement voulu faire connaître les vices de celle d'Adam Smith, que je crois très défectueuse, et j'ai simplement tâché de bien classer les principales idées relatives à la richesse. Pour les exprimer, j'ai dû attacher à chacune les termes usuels les plus capables de les rappeler immédiatement à l'esprit, sans être obligé de répéter à chaque fois une phrase prolix.

Si je me suis attaché à relever principalement les erreurs que j'ai cru trouver dans les ouvrages d'Adam Smith, de Malthus, de Ricardo, etc., ce n'est pas que je prétende nier l'immense service que ces auteurs ont rendu à la science de la richesse des nations par beaucoup d'aperçus lumineux, et surtout en contribuant à renverser le faux système, alors universellement adopté, et suivi encore par quelques-uns, qui faisait consister la richesse uniquement dans la possession des métaux précieux; mais comme ces auteurs ont remplacé ce système par un autre presque aussi vicieux, qui fait consister cette richesse dans la possession des valeurs qu'ils appellent *échangeables*, j'ai cru devoir faire connaître les défauts de leur système, et montrer combien la nomenclature introduite par Adam Smith dans l'économie politique était impropre à l'avancement de la science.

Il semble maintenant qu'on ne peut pas parler sur l'économie politique, sur la richesse des nations; si l'on ne sait pas placer à chaque instant ces mots de *valeur échangeable*, *rente de la terre*, *profits des capitaux*, *salaires du travail*, *division du travail*, *capitaux fixes*, *capitaux circulans*, et bien d'autres de même espèce. Cela donne un air savant, et effectivement on sait beaucoup de mots; mais la véritable science consiste à bien connaître les choses telles qu'elles sont, et ensuite, lorsqu'on en parle, à se servir de termes clairs et compris de tout le monde.

Trois systèmes d'économie politique sont dans ce moment en présence, et partagent encore les esprits; le premier fait consister la richesse dans les métaux précieux; ce système tombe tous les jours. Le second la fait consister dans la valeur vénale ou échangeable des choses, ou dans l'argent qu'on en peut obtenir; ce système, un peu meilleur que le premier, en présente cependant presque tous les inconvénients; le troisième enfin, fait consister la richesse dans la possession effective des choses qui ont une utilité directe, celle de pouvoir satisfaire par elles-mêmes, et sans les céder, nos besoins ou nos goûts divers.

C'est ce dernier système qui est le seul vrai, le seul qui doit être adopté.

J'aime à croire qu'après avoir lu ce qui précède, et malgré que la plupart de nos meilleurs auteurs disent le contraire, mes lecteurs resteront convaincus :

Que ce n'est pas en raison de leur valeur échangeable ou commerciale, mais bien en raison de leur valeur intrinsèque ou de leur utilité par elles-mêmes, que les choses forment une portion de la richesse nationale;

Que la richesse ne consiste pas dans les capitaux, mais dans les revenus dont on jouit annuellement;

Que le revenu réel d'une personne ou d'une nation n'est pas en proportion des *sommes pécuniaires*, mais en proportion de la *quantité de choses utiles*, dont

elles peuvent disposer annuellement, quantité qui forme le *revenu effectif* individuel et national ;

Que les véritables *capitaux productifs* ne sont pas les *capitaux pécuniaires*, mais les divers *moyens de productions*, tels que les terres et les facultés industrielles de l'homme, etc. ;

Que le fermage, ou loyer des terres, n'est pas un revenu inhérent à la terre, mais simplement un partage, entre le cultivateur et le propriétaire, du revenu effectif qu'elle fournit ;

Que les capitaux pécuniaires ne donnent pas des profits, et ne sont pas productifs par eux-mêmes ; mais que l'intérêt qu'on en peut retirer, n'est qu'un partage dans les revenus fournis par les *capitaux productifs* par eux-mêmes ;

Que l'emploi modéré des forces physiques et intellectuelles de l'homme n'est pas pour lui un *travail*, une *peine*, une *dépense*, mais une source de plaisirs, et un moyen de jouir des choses qui lui sont utiles, sans rien céder pour les obtenir ;

Qu'on ne *salarie pas le travail*, que l'ouvrier n'est pas un homme *salarie* ; mais que si, par un paiement, on lui fournit des choses utiles, ou le moyen de se les procurer, c'est parce qu'il en a fourni aussi d'autres lui-même par l'emploi de ses facultés physiques ou intellectuelles ;

Que, loin qu'il y ait excès de population dans les

principaux Etats de l'Europe, et loin que ce prétendu excès de population soit pour ces Etats une cause de la misère qu'on y remarque, une augmentation dans leur population accroîtrait au contraire leur puissance et leur richesse.

Enfin, que si l'on veut bien s'entendre dans les discussions relatives à la science de l'économie politique ou de la richesse des nations, il faut effacer du vocabulaire de cette science, tous ces mots de *valeur échangeable, rente de la terre, profits des capitaux, salaire du travail, division du travail, capitaux fixes, capitaux circulans*, et autres qui reposent sur de fausses idées, et qui rebutent avec raison le public de la lecture des ouvrages sur l'économie politique.

Dans ces chapitres, qui ne sont qu'une introduction à la science de la richesse des nations, ou à l'économie politique, je n'ai fait qu'exposer sommairement les principes généraux qui me semblent pouvoir guider le plus sûrement dans les recherches relatives à la richesse. Cette exposition a pu paraître un peu aride et abstraite; mais dans la suite, j'en ferai l'application aux questions, non de principes, mais aux questions de faits touchant l'agriculture, le commerce, les manufactures, les douanes, les divers impôts, les dépenses publiques, les banques, la diminution de la classe pauvre, etc.; et l'on verra, j'espère, qu'au moyen des principes que je viens d'exposer, les difficultés que présentent ces diverses

questions sont bien souvent plus apparentes que réelles.

Je m'estimerai heureux si cet Essai, où j'ai tâché de développer et de répandre une théorie indiquée dans les ouvrages de J.-B. Say, me fait obtenir de mes lecteurs une petite place dans leur bibliothèque, non loin de celle qu'occupent les écrits d'un ami, d'un frère justement regretté.

TABLE DES CHAPITRES.

	Pag. r
AVANT-PROPOS.	
CHAPITRE I ^{er} . De la Richesse en général.	1
— II. Des diverses sortes d'utilité des choses.	23
— III. De l'Évaluation du degré d'utilité des choses.	31
— IV. Des moyens de productions, ou des capitaux, soit effectifs, soit pécuniaires.	45
— V. Des capitaux fonciers.	51
— VI. Des capitaux mobiliers.	59
— VII. Des capitaux pécuniaires.	61
— VIII. Des capitaux industriels, ou des facultés physiques et intellectuelles de l'homme.	65
— IX. De l'usage de nos facultés physiques et intellectuelles.	79
— X. De la valeur vénale ou commerciale des choses.	85
— XI. De la valeur des choses en général.	95
— XII. De la population.	105
— XIII. Des revenus.	133
— XIV. Résumé des Chapitres précédens.	151

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

TABLE

DES MATIÈRES.

A.

	Pag.
ACCROISSEMENT de la population aux Etats-Unis; pourquoi on ne doit pas fonder une théorie sur ce cas exceptionnel.	120
ACHETER DU TRAVAIL. Locution vicieuse d'Adam Smith; pourquoi.	81
ACHETER ET VENDRE. Ce que c'est, et analyse de ces opérations.	28
ACHAT à l'étranger de produits industriels, est une cause de diminution dans les revenus nationaux; pourquoi.	67
AISANCE. Sa définition.	38
AGRICULTEURS. Le fermage est une espèce d'impôt sur leur industrie.	52
AGRICULTURE et Industrie agricole.	54
AMÉRIQUE DU NORD. Citée sous le rapport de sa population et de la honte des institutions qui la régissent.	114
ANGLETERRE. Question du bon marché de ses produits industriels comparativement à la cherté des mêmes produits en France.	70
ARGENT. Sa valeur échangeable ou commerciale est très variable; pourquoi.	98
— (définition de l'), par Quesnay, approuvée.	18

	Pag.
— Sa puissance d'acquisition forme sa principale valeur ; elle est très variable, et elle est indiquée à l'égard de chaque chose vénale par le prix - courant de cette chose.	93
— Le plus puissant stimulant de la production.	128
— Pourquoi il est souvent employé peu productivement.	128
AUTEURS (les) de mauvaises théories ne sont pas des hommes utiles, mais des hommes nuisibles à la société. Malthus le dit et en sert de preuve.	113

B.

BALANCE DU COMMERCE. Système critique.	75
BANQUES. Sujet indiqué.	105
BENTHAM (Jérémie) loue à tort Malthus au sujet de la population.	112
BESOINS (Nos divers). Manière de juger de leurs divers degrés d'importance.	37
BIENFAISANCE à l'usage des enfans des pauvres, blâmée à tort par Malthus.	108
BLANQUI (M.), professeur cité.	14
BLÉ. Sa valeur commerciale examinée.	50
BOEUF. Pris pour exemple des trois sortes de valeur différentes qu'une chose peut avoir suivant les trois sortes d'utilité qu'elle peut posséder.	37
BON MARCHÉ. Opinion de Quesnay à ce sujet citée et combattue.	100
BROUHAM. Cité au sujet de la population, et réfuté.	106

C.

CAISSES D'AMORTISSEMENT fondées sur un système vicieux ; pourquoi.	62
CAPITAL DU PAUVRE ; en quoi il consiste.	66
CAPITAL FIXE. Classification vicieuse d'Adam Smith ; pourquoi.	32

	Pag.
CAPITALISTES. Pourquoi ils gardent le moins possible des capitaux pécuniaires.	61
CAPITAUX, ou <i>moyens de production</i> ; sujet du Chapitre IV.	45
— Leur importance est toujours mesurée par le revenu qu'ils peuvent fournir.	46
CAPITAUX CIRCULANS. Une des vicieuses classifications d'Adam Smith; critiquée; pourquoi.	45
CAPITAUX EFFECTIFS. Différent des capitaux pécuniaires; en quoi ils consistent.	64
— FONCIERS. En quoi ils consistent.	47
— (les) font le sujet du Chapitre V.	55
— INDUSTRIELS. En quoi ils consistent.	47
— — (les) font le sujet du Chapitre VIII.	65
— MOBILIERS. En quoi ils consistent.	47
— (les) font le sujet du Chapitre VI.	59
CAPITAUX PÉCUNIAIRES. Doivent être distingués des capitaux effectifs producteurs.	47
— (les) font le sujet du Chapitre VII.	61
— Comment ils procurent des revenus.	62
CAUSES de la misère. Quelles sont les principales.	127
CHARBON DE TERRE. Si les conséquences de l'immense consommation qu'il s'en fait en Angleterre sont à redouter.	118
CHEF DE FAMILLE. Comment il classe nos divers besoins par ordre d'importance.	38
— Est-il moral que les femmes et les enfans supportent la peine de sa mauvaise conduite; opinion de Malthus à ce sujet, combattue.	109
CHERTÉ. Opinion de Quesnay à ce sujet, citée et combattue.	100
CLASSE DANS L'AISANCE. Indiquée.	58
— MAL AISÉE. Indiquée.	58
— OPULENTE. Indiquée.	58
— OUVRIÈRE. Comment remédier à ses causes de misère.	74
COMMANDER DU TRAVAIL. Locution vicieuse d'Adam Smith; pourquoi.	81.
COMMERCE. Sujet des études de l'auteur.	102
— (balance du). Système critique.	75

	Pag.
— AVEC L'ÉTRANGER. La théorie d'Adam Smith à cet égard, critiquée ; pourquoi.	67
CONDILLAC. Son opinion au sujet de la valeur, citée.	19
CONSUMMATEURS. Pourquoi ils estiment la valeur des bœufs d'une manière différente que les marchands.	99

D.

DÉBOUCHÉS. Il faut se les procurer à l'intérieur plutôt qu'à l'extérieur; pourquoi.	72
DÉPENSES PUBLIQUES. L'un des objets de la suite de ces études.	102
DIMINUTION DE LA POPULATION. Malthus, Bentham, Brouham, Sismondi critiqués à ce sujet.	107
DIVISION DU TRAVAIL. Expression d'Adam Smith, critiquée; pourquoi.	82
DROIT D'EXCLUSIVE POSSESSION. Véritable cause première de la valeur commerciale des choses; preuves.	88
DUPONT DE NEMOURS, auteur de la <i>Physiocratie</i> , et disciple de Quesnay, cité,	18

E.

ÉCHANGE (Analyse de l').	91
ÉCONOMIE POLITIQUE. Science niée si l'on continue à suivre les théories d'Adam Smith.	102
EMPLOI DE NOS FACULTÉS, ou <i>Travail</i> tantôt productif, tantôt improductif, tantôt destructif d'utilité.	80
ENFANS. Il est dans l'ordre moral que les péchés des pères soient punis sur les enfans, maxime de Malthus, critiquée.	108
ESSAI SUR LA POPULATION. Ouvrage de Malthus, critiqué.	109
ÉTAT (un grand) vend à peine la millième partie des choses qui y sont annuellement produites, et ne doit pas évaluer sa richesse de la même manière que le fait un marchand.	99
ÉTATS-UNIS. Le fermage, dans les nouveaux États, n'y n'existe pas, ou y est très modéré.	52

DES MATIÈRES.

163

Pag.

ÉVALUATION DU DEGRÉ D'UTILITÉ DES CHOSES (l') fait le sujet du Chapitre III.	31
EVERETT, Ambassadeur des États-Unis, cité au sujet de la population.	122
EXCÈS DE POPULATION (l') n'est pas, comme le disent beaucoup d'auteurs, la véritable cause de la misère; preuves.	115

F.

FABRICATION DES TISSUS DE COTON (la) a été une immense source de revenus pour la France malgré la théorie d'Adam Smith à ce sujet.	71
FACULTÉS (l'Emploi des) physiques et intellectuelles de l'homme fait le sujet du Chapitre IX.	79
FERMAGE. Ne doit pas être élevé; pourquoi.	45
— ou loyer de la terre. En quoi il consiste; n'est qu'un partage dans les produits de la terre, et non un produit; erreurs de Quesnay, d'Adam Smith, de Ricardo, etc.	52
— nul ou très modéré dans les nouveaux États de l'Amérique du Nord.	52
FONDS ACCUMULÉS. Expression d'Adam Smith; pourquoi critiquée.	48
FONDS DE CONSOMMATION. Une des vicieuses classification d'Adam Smith critiquée; pourquoi.	48
FONDS PUBLICS. Ne produisent pas par eux-mêmes des revenus.	68

G.

GANILH. Cité.	19
GENOVESI. Cité à l'occasion de la valeur des choses.	19
GOVERNEMENT ANGLAIS. Loué à l'occasion de la protection qu'il a donnée à son industrie manufacturière.	74

I.

INÉGALITÉ DES FORTUNES (grande). Cause de diminution de richesse publique.	41
--	----

	Pag.
— Pourquoi nuit à la production.	128
INTÉRÊTS COMPOSÉS. Réfutation des erreurs à ce sujet.	62
IMPÔTS. Ne produisent pas par eux-mêmes des revenus.	63
— Sujet traité dans la suite de ces Études.	102
— Devraient, suivant Malthus, tendre à diminuer le travail productif; critiqué à ce sujet.	110

J.

JEUNES GENS. Cet ouvrage leur est principalement destiné.	iv
--	----

L.

LABOUREUR. N'estime pas une paire de bœufs comme un marchand; comment il l'estime.	98
LOI AGRAIRE critiquée: pourquoi.	32
LOI (projet de) de Malthus pour défendre l'assistance des paroisses aux enfans de ceux qui sont dans la misère, critiqué.	108
LAUDERDALE. Sa définition de la richesse.	20

M.

MALTHUS. Sa définition de la richesse.	19
— Cité au sujet de la population, et réfuté.	107
— Son projet de loi pour défendre aux paroisses d'assister les enfans de ceux qui sont dans la misère, critiqué.	108
— Trouve que la bienfaisance naturelle serait un obstacle à vaincre pour l'exécution de son projet de loi contre les enfans, critiqué à ce sujet.	108
— Propose de diminuer le salaire des ouvriers comme un moyen de diminuer un prétendu excès de population, critiqué à ce sujet.	108
— Il a dit : <i>La nature a dit au pauvre : Il n'y a plus de place pour toi au banquet de la vie, retire-toi</i> ; blâmé à ce sujet.	108

	Pag.
— Propose de mettre des impôts pour diminuer le capital affecté au travail productif ; critiqué à ce sujet.	110
MARIAGE. Est une des lois les plus impérieuses de la nature ; erreur de Malthus à ce sujet.	126
— N'a pas besoin d'encouragemens directs de la part des gouvernemens.	126
MÈRES. Malthus dit qu'il est dans l'ordre moral qu'elles souffrent, ainsi que les enfans, de la mauvaise conduite des pères ; blâmé à ce sujet.	108
MISÈRE. Accompagne presque toujours l'opulence.	21
— Principale cause de dépopulation.	126
— Ne provient pas d'un excès de population ; quelles en sont les véritables causes.	127
MARCHANDS DE BŒUFS. Estime leur valeur différemment que les consommateurs et les laboureurs ; exemple cité.	98
MONTESQUIEU. Cité et critiqué au sujet de la richesse.	13
MONTMORENCY (la famille des) citée par Sismondi ; pourquoi.	121
MORTALITÉ. Loi naturelle contrebalancée par la loi naturelle de la reproduction.	123
MOTIFS de la publication de cet ouvrage.	II
MOYENS DE PRODUCTION ou <i>Capitiaux effectifs</i> ; en quoi ils consistent.	47
MULTIPLICATION des animaux et des végétaux ; Sismondi cité à ce sujet.	121

O.

OBJETS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ. En quoi ils consistent.	39
OBJETS D'AGRÈMENT. En quoi ils consistent.	39
OBJETS DE LUXE. En quoi ils consistent.	39
OPULENCE. Quesnay cité et combattu à ce sujet.	100
OR ET ARGENT. Ricardo cité et critiqué sur la cause de leur valeur ; pourquoi.	86
OR MONNAYÉ. Voyez argent.	00
OUVRIERS. Malthus propose de diminuer leurs familles, critiqué à ce sujet.	109

P.

	Pag.
PAUVRES. N'ont aucun droit à être secourus, suivant Malthus, critiqué à ce sujet.	108
PETITE-VÉROLE. Malthus croit qu'il est inutile de combattre cette maladie par la vaccine; critiqué à ce sujet.	115
PEUPLE (misère du). Fausses idées de Malthus à ce sujet.	113
POPULATION (de la). Sujet traité dans le Chapitre XII.	103
— Sismondi, cité et critiqué à ce sujet.	106
— Young (Arthur), cité et critiqué à ce sujet.	106
— Brouham, cité et critiqué à ce sujet.	106
— Principes rationnels de l'auteur à ce sujet.	123
PRÉVOST (Pierre), professeur distingué à Genève, traducteur de Malthus, et approbateur de son principe de population; critiqué à ce sujet.	112
PRINCIPE DE POPULATION de Malthus, réfuté.	116
PRIX-COURANS. Indiquent la valeur commerciale des choses vénales par rapport à l'argent, et celle de celui-ci par rapport aux choses vénales.	29
— Mesure de la valeur commerciale des choses.	42
PROFITS DES CAPITAUX. Cette locution d'Adam Smith critiquée; pourquoi.	61
PRODUIT BRUT. Véritable produit net pour l'Etat; preuves.	000
PRODUIT NET. En quoi il consiste, et locution critiquée; pourquoi.	32

Q.

QUESNAY. Fondateur de la science économique; cité.	18
— Cité et réfuté à l'occasion de l'opulence.	100
— Cité et critiqué à l'occasion du bon marché.	100
— Cité et critiqué au sujet de la richesse des nations.	100

R.

RENTE DE LA TERRE. Cette vicieuse locution d'Adam Smith, critiquée; pourquoi.	51
--	----

	Pag.
REPRODUCTION DES ÊTRES ORGANISÉS. Loi naturelle destinée à contrebalancer la loi naturelle de la mortalité.	123
RÉSUMÉ DES PRINCIPES DE L'AUTEUR sur la richesse; sujet du Chapitre XIV.	151
REVENU. Est la mesure de l'importance du capital.	46
REVENUS (les) sont le sujet du chapitre XIII.	133
REVENU EFFECTIF. N'est pas la même chose que le revenu pécuniaire. En quoi il consiste.	146
REVENU PÉCUNIAIRE ou en argent, ne constitue pas la richesse effective d'un particulier ou d'une nation.	146
RICARDO attribue aux capitaux pécuniaires une propriété inhérente de fournir des revenus; critiqué à ce sujet.	62
— Attribue à tort la valeur de l'or et de l'argent à la quantité de travail que leur production a coûté.	86
— Cité et combattu au sujet de la population.	129
RICHESSSE D'UNE NATION. Adam Smith n'en donne nulle part la définition.	22
— (définition de la), par Malthus.	19
— Par Ricardo.	00
— Par Lauderdale.	20
— Par l'auteur.	21
— (la), considérée en général, fait le sujet du Chapitre Ier.	I
— — Consiste dans l'aisance générale et non pas dans l'opulence d'une petite classe d'individus.	21
— EN MÉTAUX PRÉCIEUX. Ne forme pas la richesse des États; erreurs de Montesquieu à ce sujet.	13
— EN VALEURS ÉCHANGÉABLES. Système d'Adam Smith réfuté.	14
— EN VALEURS D'UTILITÉ. Système rationnel adopté par l'auteur.	14
— D'UNE NATION. Opinion de Quesnay à ce sujet, citée et combattue.	100
— En quoi elle consiste.	100
ROSSI (M.), professeur d'économie politique au collège royal, cité.	14
RUSSIE. Exemple de misère et d'opulence.	22

S.

	Pag.
SAINTE-VINCENT-DE-PAULE. Malthus veut faire fermer les asyles ouverts par Saint-Vincent aux enfans abandonnés; critiqué à ce sujet.	108
SALAIRE DE L'OUVRIER. Malthus propose de le diminuer afin de diminuer un prétendu excès de population; critiqué à ce sujet.	000
SALAIRE DU TRAVAIL. Expression vicieuse employée par Adam Smith; critiquée; pourquoi.	81 et 89
SAY (J.-B.). Cité.	16
— Sa définition de l'utilité et de la valeur a posé les vrais principes de l'économie politique.	20
— Cité.	34
— Son opinion et celle de l'auteur au sujet de la manière d'évaluer le degré d'utilité des choses.	56
— loue Malthus au sujet de son Essai sur la population.	112
SAY (Louis), auteur du présent ouvrage; cité par son frère J.-B. Say, dans ses notes sur Ricardo (tom. II, pag. 100) dans son <i>Traité d'Économie politique</i> (4 ^e édit., tom. I, pag. 15), et dans son <i>Traité complet d'Économie politique</i> (tom. I ^{er} , p. 144).	38
SISMONDI. Critiqué à l'occasion du commerce avec l'étranger; pourquoi.	67
— Cité au sujet de la population, et réfuté.	106
SMITH (Adam). Confusion de ses idées au sujet de la valeur des choses.	25
— Sa classification des fonds de consommation critiquée; pourquoi.	48
— Sa classification des capitaux circulans critiquée; pourquoi.	48
— Sa classification des capitaux fixes critiquée; pourquoi.	48
— Sa classification des fonds accumulés critiquée; pourquoi.	48
— Sa locution de rente de la terre vicieuse; pourquoi.	52
— Cité, et sa théorie, relativement au commerce avec l'étranger, critiquée; pourquoi.	67

	Pag.
— Assimile le travail des magistrats civils et militaires, des professeurs, des médecins, à celui des domestiques, des farceurs, des danseurs de l'Opéra; il a tort; pourquoi.	80
— Pose en principe que le travail est la seule mesure universelle aussi bien que la seule exacte des valeurs; cette assertion erronée combattue.	80
— Emploie souvent l'expression de <i>salaires du travail</i> ; elle est vicieuse; pourquoi.	81
— Les expressions de <i>commander du travail</i> , <i>d'acheter du travail</i> , qu'il emploie fréquemment sont vicieuses; pourquoi.	81
— Son expression de <i>division du travail</i> , critiquée; pourquoi.	82
— Si l'on continue à adopter en économie politique ses théories et sa nomenclature, on niera avec raison l'existence de cette science.	102
SODEN (le comte de) cité à l'occasion de la pauvreté.	115
SUBSISTANCES (la rareté des) n'est pas, comme le prétend Malthus, la cause de la misère; preuves.	107
SYSTÈME MERCANTILE. Base du système d'Adam Smith, critiquée.	14
SYSTÈME DE LIBERTÉ ABSOLUE à l'égard du commerce avec l'étranger; préconisé par l'école anglaise, critiqué.	75
SYSTÈME RESTRICTIF à l'égard du commerce avec l'étranger; ses inconvénients et ses avantages.	75

T.

TERRE. Suivant Quesnay, c'est elle seule qui produit; suivant Adam Smith, c'est le travail; comment cette question est résolue.	56
TRAVAIL. N'est pas la seule mesure universelle aussi bien que la seule exacte des valeurs, ainsi que le prétend Adam Smith; pourquoi.	80
— des magistrats civils et militaires, des professeurs, des médecins, assimilé à tort à celui des domestiques, des	

	Pag.
farceurs, des danseurs de l'Opéra, par Adam Smith; preuves.	80
TURQUIE. Exemple d'opulence et de misère.	22

U.

UTILITÉ. Une même chose pouvant avoir trois sortes d'utilité peut avoir par conséquent une valeur plus ou moins grande suivant la sorte d'utilité sous laquelle on la considère; preuves.	26 et 97
— Définition de l'utilité, par J.-B. Say.	20
UTILITÉ DIRECTE DES CHOSES. En quoi elle consiste.	26
UTILITÉ D'UNE CHOSE. Comment on peut l'apprécier.	38
UTILITÉ DES CHOSES (l'examen des diverses sortes d') fait le sujet du Chapitre II.	23
— Quelles sont les trois sortes d'utilité que peuvent posséder les choses.	26
— Comme <i>objets de consommation</i> .	27
— Comme <i>moyens de productions</i> .	27
— Comme <i>moyens d'acquisition</i> .	27
— Comment on peut l'évaluer par rapport à chacune des trois sortes d'utilités qu'elles peuvent posséder.	31
— Opinion de J.-B. Say et de l'auteur, au sujet de la manière d'en faire l'évaluation.	56

V.

VACCINE. Malthus croit à tort qu'il est inutile de l'employer pour combattre la mortalité que cause la petite-vérole.	115
VALEUR; Opinion de Condillac à ce sujet.	19
— Opinion de Genovesi à ce sujet.	19
— <i>Le sens vague et peu précis à ce mot est la principale source des erreurs en économie politique. Grande vérité énoncée par Ricardo.</i>	93
— Comment résoudre les difficultés que présente l'évaluation de la valeur de chaque chose.	95

	Pag.
— Manière d'évaluer les trois sortes de valeur que peuvent posséder les choses suivant les trois sortes d'utilité qu'elles peuvent avoir.	96
VALEUR D'UNE CHOSE uniquement fondée sur l'une ou l'autre des trois sortes d'utilité qu'elles peuvent posséder.	96
VALEUR DES CHOSSES. Confusion des idées d'Adam Smith à ce sujet.	23
— (la) Est toujours en raison de leur sorte d'utilité.	26
VALEUR DES CHOSSES EN GÉNÉRAL (la) est le sujet du Chapitre XI.	95
VALEUR EN USAGE. Adam Smith n'en parle qu'une seule fois, quoique cette sorte de valeur soit la plus importante en économie politique.	33
VALEUR ÉCHANGEABLE. Expression d'Adam Smith critiquée; pourquoi.	17
VALEUR ÉCHANGEABLE OU COMMERCIALE de l'argent; pourquoi très variable.	92
VALEUR COMMERCIALE. En quoi elle consiste; pourquoi cette expression est à préférer à celle de <i>valeur échangeable</i> , qu'a créée Adam Smith.	28
— Celle de l'argent et d'une chose vénale varie en raison inverse, l'une par rapport à l'autre.	29
VALEUR COMMERCIALE, et <i>valeur en utilité directe ou de consommation</i> . Importance de bien distinguer sous laquelle de ces deux sortes de valeur on considère une chose.	34
VALEUR COMMERCIALE DES CHOSSES. N'est pas en proportion du travail qu'elles coûtent pour être produites. Ricardo cité et critiqué à ce sujet	86
— Véritable cause première de cette sorte de valeur.	88
VALEUR COMMERCIALE DE L'ARGENT. Comment elle varie.	29
VALEUR COMMERCIALE DU BLÉ examinée.	30
VALEUR VÉNALE D'UNE CHOSE. Pourquoi elle n'indique pas son degré d'utilité.	40
VALEUR VÉNALE OU COMMERCIALE DES CHOSSES (la) fait le sujet du Chapitre X.	85
VALEUR VÉNALE (la) est la mesure de la richesse de la nation; assertion de Quesnay réfutée.	100

	Pag.
VALEURS VÉNALES (l'augmentation des) dans un État, est loin d'être pour lui une augmentation de richesse; pourquoi.	100
VENDRE ET ACHETER. Analyse de ces opérations.	28

Y.

YOUNG (Arthur), cité au sujet de la population, et réfuté.	106
--	-----

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

ERRATA.

Pages.	Lignes.	<i>Au lieu de</i>	<i>Lisez</i>
17	24	car une nation,	une nation.
18	22	Page 86	physiocratie, page 86,
19	22	Genoresi,	Genovesi.
21	7	ensuite de distinguer,	ensuite distinguer.
23	8	endroit ,	endroit (t. III, p. 118).
»	10	autre ,	autre (t. II, p. 40).
24	24	endroit ,	endroit (t. I, p. 142).
25	7	passage ,	passage (t. I, p. 63).
36	3	l'application,	l'appréciation.
46	»	donner, n'importe,	donner ; n'importe.
46	12	terre ; et la valeur,	terre, sa valeur.
80	17	magistrats, civils,	magistrats civils.

